



**LABORATOIRE
DYNAMIQUES SOCIALES
ET RECOMPOSITION DES ESPACES
(LADYSS)
UMR 7533**

www.ladyss.com

Campagne d'évaluation AERES 2014-2018

**Projet scientifique du Ladyss
Pour la période 2014-2018**



Université Panthéon-Sorbonne
(Paris 1)
2, rue Valette
75005 Paris

Université Paris Diderot
(Paris 7)
UFR GHSS - Case 7001
Bâtiment Olympe de Gouges
5, rue Thomas Mann
75025 Paris cedex 13

Université Vincennes Saint-Denis
(Paris 8)
Département de géographie
2, rue de la Liberté
93526 Saint-Denis

Université Paris Ouest
Nanterre La Défense
(Paris 10)
Bâtiment T 1^{er} étage
200, avenue de la République
92001 Nanterre cedex

Tél : 01 44 07 76 05
secretariat.ladyss@univ-paris1.fr

Tél : 01 57 27 72 95
thomas.lamarche@univ-paris-diderot.fr

Tél : 01 49 40 73 60
yapi_diahou@yahoo.fr

Tél : 01 40 97 78 06
moellic@u-paris10.fr

Sommaire

1. Présentation de l'unité	3
1.1 Historique	3
1.2 Caractérisation de la recherche du LADYSS	3
1.3 Organigramme fonctionnel.....	5
2. Analyse SWOT	8
3. Le projet	8
3.1 Évolutions par rapport à la période précédente	8
3.2 Décisions prises par l'unité pour s'adapter.....	9
3.3 Vision en matière de prospective	10
4. Mise en œuvre du projet	13
4.1 De nombreux partenaires.....	13
4.2 Une formation par la recherche	13
4.3 Une dimension internationale.....	13
4.4 Politique de valorisation	14
4.5 Une politique de réponse aux appels à projets régionaux, nationaux et internationaux	15
5. Annexes.....	17

Projet scientifique du Ladyss pour la période 2014-2018

1. Présentation de l'unité

1.1 Historique

Rappelons en quelques mots quelles étaient les ambitions du LADYSS en 2007. L'**analyse croisée des dynamiques sociales et de la recomposition des espaces**, thème central de notre laboratoire de recherche, s'inscrivait alors dans le prolongement d'un héritage ; celui des collectifs de chercheurs qui avaient été à son origine (GRMSE et Strates), celui d'une ambition partagée d'une mise en relation des dynamiques territoriales et des modifications sociales. L'idée qui réunissait ainsi les chercheurs de différentes disciplines – la géographie, la biogéographie, la sociologie, l'anthropologie, était l'analyse des processus de territorialisation de l'action individuelle et collective, déclinée en l'étude d'un système-monde, celle d'un quotidien fait de problèmes locaux, au travers d'objets particulièrement représentatifs des mutations des sociétés contemporaines, comme ceux de l'environnement.

Cette idée qui a guidé les problématiques de beaucoup de nos projets de recherche à partir de 2007 a pris une nouvelle actualité à l'heure de la révolution informatique, de l'affirmation des mondes virtuels : celle de la réaffirmation de la place de la matérialité, de la naturalité, des territoires et des objets dans la construction des liens sociaux. Cette réaffirmation n'allait pas sans ancrage méthodologique : l'**interdisciplinarité** figurait, et figure encore, au rang des réflexions privilégiées des chercheurs du LADYSS au point de constituer un repère identitaire et constitutif des membres de ce laboratoire. Entrer au LADYSS, c'est, d'une certaine manière, accepter de faire le jeu de cette interdisciplinarité, tant interne, entre chercheurs de sciences humaines et sociales, qu'externe, entre chercheurs de sciences humaines et sociales et chercheurs des sciences de la vie et de la matière.

1.2 Caractérisation de la recherche du LADYSS

Les chercheurs qui travaillent sur l'enjeu de la territorialisation dans les processus de changement ont, de ce fait, beaucoup à raconter sur leurs **modes d'articulation aux acteurs de terrain**. Loin des dichotomies figeant d'un côté la recherche, ses temps longs et ses modes de représentation, de l'autre, l'action, son urgence, et ses modes de diffusion des connaissances scientifiques, une telle rencontre accorde une large place aux moments « hybrides », c'est-à-dire ceux empruntant à différents registres de la recherche et de l'action.

Ces rencontres sont hybrides pour plusieurs raisons :

- les acteurs rencontrés sur les territoires participent à la **formalisation des données**, même parfois à leur structuration, *via* des concepts ou des modes opératoires qui naissent de leur fréquentation accrue des territoires, si bien que la recherche emprunte aux acteurs tout autant que ceux-ci ont besoin des chercheurs ;
- il est donné de l'**importance aux savoirs locaux** (« science participative », « *street science* ») dans la fabrique de la science, ce qui en modifie le contenu au sens épistémologique du terme. Ces évolutions donnent, bien entendu, de nouvelles résonances aux débats **science-société** ainsi qu'au rôle de la science en société ;
- de ce point de vue, aussi, la schématisation traditionnelle des modes opératoires de la science (inductive ou déductive) – cadre théorique et conceptuel, problématique et hypothèse mise à l'épreuve, définition des méthodes et techniques d'investigation, analyse et discussion, retour sur le cadre théorique et conceptuel – est partiellement délaissée au profit de **démarches itératives** et de **rencontres** de plus en plus nombreuses **avec les acteurs de terrain** dans l'optique soit de formuler la dite hypothèse, ou encore de discuter les résultats des analyses.

Il existe une autre raison quant à la spécificité des modes d’articulation des chercheurs du LADYSS avec le terrain, qui tient essentiellement au rapport des chercheurs en sciences sociales et humaines (et plus spécifiquement ceux du LADYSS) au construit social que représente ce qui est communément discuté sous le terme de **demande sociale**. Outre le fait que nombre de travaux de sociologues, d’anthropologues ou de géographes aux prises avec l’enquête sociale, selon ses modalités, obligent à prendre en compte cette demande sociale qui ne serait pas encore formalisée et dont, en tant que chercheurs en sciences sociales, ils se verraient chargés ou même ils seraient les passeurs, celle-ci se forge également au travers des **enseignements** dispensés par les chercheurs et enseignants-chercheurs, au cours de leur carrière dans le cadre d’écoles doctorales qui, elles-mêmes se voient reconfigurées pour coller plus étroitement à la demande sociale, lors de réformes politiques. Il existe donc une certaine circularité des rapports recherche-terrain qui serait certainement à étudier en tant que telle.

Enfin, la dernière raison qui explique les nombreuses interactions des chercheurs avec le terrain est que ces chercheurs eux-mêmes se voient souvent **engagés dans la transformation du réel**, qu’ils y participent soit par leur dimension d’**expert** ou au titre de **conseil** aux acteurs (collectifs, entreprises...), ou encore par leur contribution à l’**élaboration des politiques publiques**, etc. Cette dernière dimension est à interroger d’autant plus qu’elle met en question l’idée d’une recherche non impliquée. Travailler sur et avec les acteurs de terrain ne peut se justifier sans développer des relations parfois sur le temps long qui invitent à partager des destins en commun.

Ces façons de travailler conduisent à une grande mobilité des méthodes et techniques de captation du réel en proie, ces dernières années particulièrement, à deux bouleversements forts, en particulier dans le contexte français, mais plus largement international.

Il s’agit, premièrement, de l’accroissement des procédures de **participation, concertation, sensibilisation**, et plus généralement du **développement de la démocratie participative ou environnementale**. Cette évolution est critiquée car elle est synonyme d’amélioration de la gestion publique aux dépens des acteurs eux-mêmes et elle entraîne la délégation d’une responsabilité, à différents agents du corps social, de tâches et de missions autrefois dévolues aux pouvoirs publics. Les agents, acteurs et habitants ont, dans ce cadre-là, un recours accru à l’expertise civile, professionnelle et scientifique, outre le fait que la prise en considération par les politiques des questions en particulier environnementales oblige également à recourir à des expertises scientifiques.

Il s’agit, deuxièmement, des **nouvelles technologies de la communication et de l’information** qui transforment tous les jours non seulement les modes de communication entre les acteurs – les rapports temps/espace étant dans ce cadre particulièrement mis à mal ou obligés de se reconfigurer –, mais aussi les capacités des scientifiques à suivre et prédire les bouleversements en cours (SIG, bases de données, etc.).

Représentation des activités du LADYSS.

	Production de connaissances	Construction de partenariats	Mise à disposition de connaissances et de ressources
A. Le monde de la recherche			
B. Les acteurs socio-économiques			
C. Les pouvoirs publics			
D. Les étudiants			
E. Les citoyens			

1.3 Organigramme fonctionnel

Nous étions organisés, lors du précédent quadriennal, en trois axes principaux. L'Axe 1 : « Mondialisation, intégrations régionales et nouvelles dynamiques socio-spatiales » ; Axe 2 : « Recomposition des territoires du quotidien : représentations, pratiques, projets » ; Axe 3 : « L'environnement : vers un nouveau paradigme ? ». Ces trois axes correspondaient à des collectifs de chercheurs réunis par leurs thématiques de recherche, ou par des projets de recherche transversaux qui rassemblaient les chercheurs dans les sites, selon des proximités organisées et structurées par les séminaires d'axe et de site. Les bilans des axes (cf. l'Annexe 1 de « Résultats et auto-évaluation ») mettent en évidence la fécondité des travaux conduits dans ce cadre et, en particulier, l'élargissement des travaux sur les modes d'habiter dans l'axe 2, et sur les outils de recomposition territoriale pour interroger les questions de mondialisation et d'intégration régionale, particulièrement dans l'axe 1. L'axe 3 a, lui, mis en valeur ses travaux sur la nature en ville et les paysages dans leur composante pluridisciplinaire. Cette architecture féconde doit cependant connaître un certain **renouvellement** et prendre en compte les difficultés rencontrées tant dans **l'organisation des rencontres** rythmant la vie de ces axes, que dans la **transversalité des axes** entre eux, difficultés auxquelles nous répondons par une **adaptation de notre architecture et de nos modes de gouvernance**.

En outre, cette organisation doit répondre aux projets de recherche de **nouveaux membres**, comme les **économistes** de l'ex-Germe attachés aux croisements des thématiques de l'économie et du développement durable, ainsi qu'au **départ d'autres membres**. Nous avons choisi collectivement de maintenir l'organisation du LADYSS en **4 sites et 3 axes**. Nous avons également choisi de structurer une **approche transversale pour maintenir la cohérence scientifique au-delà de la distribution sur plusieurs sites**. La structuration maintenue du LADYSS en axes répond aux soucis des nouveaux chercheurs impliqués ; en outre, l'approche transversale permet d'agencer des problématiques dont le trait commun concerne les reconfigurations temps/espaces et leurs traductions et mesures sur les territoires vécus. Cette gouvernance permet de donner une structure au « pluralisme organisationnel » qu'a noté l'AERES lors de sa visite en 2008.

Trois axes de recherche et une approche transversale

Il existe, donc, trois axes principaux au nouveau projet du LADYSS. Le premier concerne la globalisation et la mondialisation : « Recompositions socio-spatiales dans la globalisation ». Le deuxième porte sur « Les territoires du quotidien : représentations, pratiques, projets ». Le troisième s'intitule « Environnement et développement : vers un nouveau paradigme ? ». Les équipes de recherche de ces trois axes sont situées professionnellement sur les sites différents de rattachement et appartiennent également à plusieurs écoles doctorales. Cette diversité d'appartenance est un atout fort dans le projet du LADYSS. En effet, c'est une **diversité disciplinaire, institutionnelle**, qui somme le laboratoire de ne pas être une collection d'individus aux dépens du collectif. C'est cette diversité qui force à la **cohésion scientifique**. La mise en œuvre de ces axes et, de manière plus générale, de l'architecture globale du laboratoire a fait l'objet de propositions écrites, puis d'une dense discussion collective, et enfin d'un vote sur des scénarios fortement différenciés. Ce moment de **démocratie** au sein d'un laboratoire de recherche a permis de mettre en évidence des lignes de tension et de partage ainsi qu'une architecture dont la solidité ne peut que bénéficier de son mode d'élaboration. La finalité (à savoir, le renouvellement de notre politique scientifique) se trouve nourrie par la nature ouverte et discutée de son processus d'élaboration. L'**approche transversale** « Rapports sciences-sociétés à l'épreuve du terrain : interdisciplinarité, jeux d'échelles, démarche comparatives, incertitudes, normes... » que nous avons décidé de créer répond au souci d'**un temps fort dans l'année d'une dynamique collective**. Les **3 axes thématiques** donneront lieu à des **séminaires** (5 séances par axe et par an, toutes les 2 semaines à jour fixe afin de permettre la participation du plus grand nombre) et l'approche transversale à une journée d'étude par an. Les **séminaires de sites** seront également poursuivis dans le but d'**ancrer le LADYSS dans les politiques des universités**.

Équipe de direction

Enfin, la nouvelle équipe de direction issue d'un vote collectif est composée d'**une directrice**, Nathalie Blanc, directrice de recherche CNRS, géographe urbaine et **deux directeurs adjoints** :

– Thomas Lamarche, maître de conférences HDR en économie, ex-membre du GERME, responsable du site LADYSS Paris 7 ; en tant que directeur adjoint, il veillera aux liens du LADYSS avec les différentes tutelles universitaires ;

– Nathalie Lemarchand, professeure de géographie à Paris 8, responsable de l'axe 2 du LADYSS ; elle sera chargée d'assurer la cohérence des axes entre eux et, d'une certaine manière, la cohérence scientifique des projets et séminaires menés dans ces axes avec la cohérence d'ensemble du LADYSS.

Nous répondons ainsi, par la mise en place de ces deux fonctions de directeurs-adjoints, au souci que représentent, *via* la mise en œuvre des nouvelles modalités de gouvernance universitaire, notamment l'autonomie renforcée des universités, le risque d'éclatement du laboratoire et nous privilégions la cohérence de nos projets, la transversalité et l'interdisciplinarité propre à nos travaux, nos recherches et nos préoccupations. Thomas Lamarche veillera au **lien avec les universités inscrites dans différents PRES**, ce qui implique une vigilance accrue à l'égard des originalités propres à chacune d'entre elles, tandis que Nathalie Lemarchand sera en charge de la **bonne tenue du projet collectif** dont il importe que la cohérence soit respectée. Cette gouvernance plurielle permet de conserver l'équilibre général du collectif.

Le collectif

Ce collectif sera composé de **49** membres statutaires : **5** chercheurs CNRS, soit 1 chargé de recherche et 4 directeurs de recherche (dont 2 émérites), **34** enseignants chercheurs (dont 3 émérites) (3 à Paris 1, 13 à Paris 7, 15 à Paris 8, 1 à l'université de Reims), et **10** ingénieurs (dont 3 IR et 1 ITRF) et techniciens. D'une part, l'animation scientifique repose sur 3 axes et une approche transversale (ayant chacun à leur tête un binôme responsable), d'autre part, sur chaque site, un responsable anime l'équipe.

Ces responsables sont membres de droit du **conseil de laboratoire**. Celui-ci se réunit 1 fois par trimestre (23 membres de droit ou élus, représentant toutes les catégories de personnel) et 1 à 2 **assemblées générales** par an permettent de réunir les membres statutaires, les doctorants et les chercheurs associés.

Ce collectif comprend au 30/06/2012 **73** doctorants. Ces doctorants sont inscrits dans 4 écoles doctorales (Paris 1 : « Géographie de Paris-Espaces, sociétés, aménagement » (ED 434), Paris 7 : « Économies Espaces Sociétés Civilisations » (ED 382), Paris 8 : « Sciences Sociales » (ED 401), Paris 10 : « Économie, organisation et société » (ED 396)) auxquelles contribuent les membres du LADYSS. La promotion des doctorants nécessitera comme à présent une vigilance continue ; elle s'élaborera *via* l'organisation d'une **journée annuelle des doctorants** au cours de laquelle ils exposeront leurs travaux, soit par des **posters** commentés, soit par des **communications** orales ; ces travaux seront débattus avec les chercheurs présents. Les doctorants continueront également de participer aux séminaires des axes de recherche du laboratoire.

La **politique de soutien spécifique aux jeunes chercheurs**, en particulier les post-doctorants, sera maintenue par leur intégration dans des programmes de recherche.

ORGANIGRAMME DU LADYSS

ÉQUIPE DE DIRECTION

Directeur adjoint :
Thomas LAMARCHE

Directrice adjointe :
Nathalie LEMARCHAND

Directrice
Nathalie BLANC

Responsables de sites
Catherine CARRÉ (Paris 1)
Thomas LAMARCHE (Paris 7)
Bezunesh TAMRU (Paris 8)
Anne SOURDRIL (Paris 10)

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Secrétariat général
Béatrice MOËLLIC

Gestion
Faïza MOHAMED-SAID

SOUTIEN À LA RECHERCHE

Communication/Web
Florence DANIEL
Béatrice MOËLLIC

Documentation
Correspondante IST
Swarna BASSAVA

Correspondante Formation
Anne-Marie LAVARDE

AXES DE RECHERCHE

Axe 1
Recompositions socio-spatiales dans la globalisation

Responsables :
Petia KOLEVA
Aline BROCHOT

AZOULAY Nicole
CANOBBIO Éric
CHAVANCE Bernard
DU TERTRE Renaud
KARTCHEVSKY Andrée
LACAZE Bernard
MAGNIN Éric
MATHIEU Nicole (émérite)
PLET Françoise (émérite)
RIZOPOULOS Yorgos
YAPI-DIAHOU Alphonse

Rattachements secondaires :
BILLAUD Jean-Paul,
DARLY Ségolène,
GAJEWSKI Philippe,
GRÉSILLON Étienne,
LUGINBÜHL Yves,
SEMMOUD Bouziane

Axe 2
Les territoires du quotidien : représentations, pratiques, projets

Responsables :
Anne-Marie LAVARDE
Nathalie LEMARCHAND

ARCHAMBEAU Olivier
BRUN Jacques (émérite)
BÜHLER Ève-Anne
DARLY Ségolène
GAJEWSKI Philippe
HOLLÉ Annick
PETIT Michèle (honoraire)
PILKINGTON Hugo
SEMMOUD Bouziane
TAMRU Bezunesh
TILLOUS Marion

Rattachements secondaires :
BRÉDIF Hervé,
CANOBBIO Éric,
LUGINBÜHL Yves,
MATHIEU Nicole,
MILIAN Johan,
YAPI-DIAHOU Alphonse

Axe 3
Environnement et développement : vers un nouveau paradigme ?

Responsables :
Marianne COHEN
Jean GARDIN

ANGLES Stéphane
BILLAUD Jean-Paul
BILODEAU Clélia
BLANC Nathalie
BRÉDIF Hervé
CARRÉ Catherine
DU TERTRE Christian
GODARD Vincent
GRÉSILLON Étienne
LAMARCHE Thomas
LUGINBÜHL Yves (émérite)
MILIAN Johan
MOATI Philippe
SOURDRIL Anne
TOUNSI Ibtissem
VEITH Blandine

Rattachements secondaires :
BÜHLER Ève-Anne, HOLLÉ Annick,
LAVARDE Anne-Marie, MAGNIN Éric, MATHIEU Nicole

Approche transversale
Rapports sciences-sociétés à l'épreuve du terrain

Responsables :
Marion TILLOUS et Blandine VEITH

ACTIVITÉS ÉDITORIALES

REVUES

Natures Sciences Sociétés
Responsable :
Jean-Paul BILLAUD
Secrétaires d'édition :
Florence DANIEL
Marie-José LEROY

Revue de la Régulation
Responsable :
Thomas LAMARCHE

East-West Journal of Economics and Business
Responsable :
Yorgos RIZOPOULOS

Les Cahiers du CEDIMES
Responsable :
Petia KOLEVA

COLLECTIONS

Strates, matériaux pour la recherche en sciences sociales
Responsable :
Jean-Paul BILLAUD

Collection Travail, Subjectivité – Entreprises, Territoires, Octares
Responsable :
Christian DU TERTRE

Petites Paysanneries, Publisud
Co-responsable :
Jean-Paul BILLAUD

Pays de l'Est, L'Harmattan
Responsable :
Bernard CHAVANCE

2. Analyse SWOT

	<i>Positif</i>	<i>Négatif</i>
<i>Interne à l'unité</i>	Forces	Faiblesses
	Originalité maintenue sur le thème de l'environnement - Positionnement - Interdisciplinarité - Analyse des liens société/environnement - Dimension internationale	Nécessité d'un rééquilibrage des recrutements au profit du CNRS
	Haut niveau de publication : sur 2007-2011, 378 publications de rang A (soit près du double du quota demandé par l'AERES : 142)	Absence d'enseignants-chercheurs sur Paris Ouest
	Nombreux contrats (17 contrats en cours, dont 4 ANR)	Déséquilibre entre sites entraîné par le départ de 4 membres à Paris 1 : 1 CR CNRS et 3 enseignants-chercheurs
	Participation aux Initiatives d'Excellence (5) et Implication dans les PRES (3)	
	Participation à 3 Groupements : GIS CIST, GIS Climat Environnement Société, ORE Draix	
	Nombreux partenariats (internationaux, en lien avec les milieux socio-économiques...)	
	Forte activité éditoriale regroupant 4 revues (2 dans le périmètre AERES) et 4 collections d'ouvrages	
	<i>Externe à l'unité</i>	Opportunités
Un enrichissement de notre positionnement interdisciplinaire avec l'intégration d'une équipe d'économistes de Paris 7		La complexité du nombre de tutelles
Gouvernance double : par site universitaire et par axe de recherche		Les rivalités entre PRES

3. Le projet

3.1 Évolutions par rapport à la période précédente

Depuis 2008, la crise a frappé, **crise financière, crise économique, crise écologique...** qui ouvre une nouvelle étape de l'histoire de nos sociétés. Les trajectoires du capitalisme global dans ces quatre années de crise profonde ont révélé des trajectoires locales très diverses – au point que les liens local-global sont toujours à repenser dans leurs agencements selon les problèmes traités – et de nouveaux enjeux, notamment à propos d'un modèle de développement durable et certaines problématiques persistantes, comme les inégalités de développement ou d'accès, que ce soit au sein des pays des Nordes comme des Suds. Parfois érigé au rang de nouveau paradigme socio-économique, en tant qu'alternative au paradigme libéral, le développement durable cristallise une partie des inquiétudes des acteurs sociaux devant les nombreux défis politiques, sociaux et économiques qu'affrontent les pays développés (crise de la démocratie représentative, difficultés du dialogue social traditionnel, hausse des inégalités sociales, externalités négatives provoquées par l'activité économique humaine). Ce référentiel invite à repenser, en matière d'analyse, les interdépendances entre les domaines (économique, social, écologique), les échelles temporelles (court et long termes), ainsi que les espaces et échelles institués (du local au global et les Nordes et les Suds). **Le développement durable interroge les formes du capitalisme contemporain, à l'échelle mondiale.**

À l'Ouest comme à l'Est, au Nord comme au Sud, le nouveau capitalisme bouleverse les logiques postfordiste et postsocialiste et participe de l'émergence d'un nouveau régime aux compromis sociaux en devenir. Notons, cependant, que ces problématiques se déclinent différemment selon la manière dont s'articulent les questions sociales et environnementales. Cela va d'un « capitalisme vert », couplant croissance économique et normes sur les produits, à une écologie sociale repensant les formes de développement ou produisant des formes originales d'économie sociale porteuses de nouvelles logiques d'échange et de consommation.

3.2 Décisions prises par l'unité pour s'adapter

Aujourd'hui, dans ce contexte de crise et de changement, nos objets de recherche, nos méthodologies et même nos façons de concevoir la recherche ont évolué. Ces déplacements se déclinent principalement, en ce qui concerne le LADYSS et ses chercheurs, en plusieurs thèmes :

- le premier concerne la **globalisation** ou la « glocalisation¹ », c'est-à-dire la mise en tension des échelles entre local et global de nos recherches. Cette particularité du LADYSS, déjà partie prenante du projet de laboratoire en 2007, n'a cessé, cependant, de se renforcer. Outre les traditionnelles **tensions entre des échelles locales et globales**, d'autres échelles d'intervention (**méso**) et de nouvelles façons de réguler les jeux d'échelles sont, désormais, d'actualité ; les bilans et projets (cf. Annexe 1) de l'axe 1 aussi bien que de l'axe 2 et 3 en témoignent. Par exemple, la gouvernance des métropoles s'inscrit entre l'ultra-local, avec des préoccupations portant sur les modes de vie et d'habiter, le global, *via* l'existence de réseaux de villes de toutes tailles, et le régional ou le méso, *via* les circuits nouveaux de production.

- le deuxième porte sur le **caractère parfois finalisé de nos travaux et leur ancrage dans le terrain**. C'est, tout d'abord, le travail des chercheurs avec les acteurs locaux sur lequel nous reviendrons ci-après. C'est ensuite la capacité des chercheurs à ancrer leurs travaux dans l'espace matériel à l'échelon local des métropoles, avec des concepts comme mode d'habiter (axe 2). C'est enfin la nécessité de comprendre, *via* les jeux d'acteurs économiques, les nouvelles échelles des régulations sectorielles et territoriales issues de compromis sociaux et de dispositifs institutionnels au regard des problématiques liées au développement durable. En effet, ces problématiques se traduisent sous forme de nouveaux dispositifs qui ne prennent leur sens qu'en se déclinant à des niveaux intermédiaires, au niveau de territoires et de secteurs, le logement, l'agriculture, les équipements publics ou marchands, etc. Les processus de territorialisation de l'action individuelle et collective ne permettent sans doute plus de prendre l'ensemble de la mesure des mutations des sociétés contemporaines, ainsi que de leur rapport à la modernité. Il est donc nécessaire d'aller vers un approfondissement de notre projet initial, ainsi que nous le proposons par la suite.

- le troisième montre **l'importance de l'environnement comme modalité d'exercice du nouveau du politique**, et des travaux de recherche concernant ce dernier, mais aussi l'économique, le social, le géographique. On peut penser, d'une certaine manière, qu'il ne s'agit plus seulement d'environnement, comme 3^e pilier du développement durable, ou comme dimension bio-physico-chimique que l'on peut objectiver grâce aux protocoles mis en place par les sciences de la vie et de la matière ; il ne s'agit même plus de développement durable, comme moment important des politiques publiques territoriales, ou comme injonction concertée invitant à la réforme, sans grand bouleversement des modes de développement sinon un infléchissement à la marge. **Il s'agit d'écologie lato sensu**, c'est-à-dire de la prise en considération enrichie, élargie, tant dans les politiques publiques que par les différents acteurs du territoire, des **rappports humains et non humains à l'environnement de vie ou aux milieux de vie**, comme moteur de la réforme des modes d'action publique. L'écologique *lato sensu* joue un rôle de plus en plus important dans la reconfiguration de nos modes d'être en société.

¹ Roland Robertson, Kathleen White, 2003. Globalization : an overview, in *Une théorie sociologique générale est-elle possible (et souhaitable) à l'ère de la mondialisation ?*, Groupe d'études et d'observation de la démocratie (GEODE), Paris, Actes du symposium, 65-84.

3.3 Vision en matière de prospective

Le projet de recherche du LADYSS s'articule autour de la problématique de la globalisation² de l'environnement et du développement, traversée par toutes les tensions d'échelles, et donc par la vie dans les territoires du quotidien, au sens où ce sont, à cette échelle, et dans cette ultime vérification, que nos propos, parfois mis à l'épreuve dans d'autres enceintes, prennent tout leur sens. **Avec ce projet, le LADYSS se recentre sur le rapport des dynamiques sociales aux recompositions territoriales et développe encore sa spécificité.** Telle est l'originalité de notre stratégie scientifique.

Tout en reprenant donc ce qui a constitué les axes forts du LADYSS ces dernières années, à savoir la mondialisation, l'environnement et les territoires du quotidien, le présent projet fait, d'une certaine manière, place à une **reconnaissance accrue des jeux territoriaux, spatiaux, environnementaux et sociaux d'échelle**. Que signifient ces nouvelles articulations d'échelles qui font émerger des territoires transversaux, entre local et global, soit de nouveaux territoires du politique, avec les acteurs concernés et leurs pratiques, et de nouvelles façons d'incarner le politique³ ?

L'hypothèse qui traverse l'ensemble de nos travaux est qu'il existe un **changement systémique des rapports temps/espace** qui oblige à une recomposition de leurs rapports que l'on peut observer d'un point de vue multidisciplinaire. Laissons détailler, premièrement, cette hypothèse qui prend des formes variées selon les champs auxquels elle s'applique, mais qui, globalement, possède une dimension abstraite tout autant que concrète.

Il s'agit, évidemment, d'aller vers une analyse critique des modes de structuration des temporalités/espaces qui ne reprenne pas uniquement à son compte les oppositions structurantes de la modernité, par exemple, nature vs culture ou activité symbolique de représentation de la nature ; pratiques vs représentations ; local vs global ; politique du quotidien et réseaux de vie vs problématisation a priori. Cette réflexion concerne aussi bien les structures sociales, que les formes de la vie quotidienne qui font des habitants d'une contrée de véritables acteurs de la vie politique.

Cette analyse critique des modes de structuration temps/espace, qui ne reprend pas uniquement à son compte les oppositions structurantes de la modernité, doit également ne pas faire l'impasse sur la question géographique au sens général du terme, *i.e.* mêlant la question écologique et naturelle, spatiale et temporelle, mésologique, individuelle et collective, comme force de restructuration des rapports sociaux. Il est en effet évident que l'on assiste à différents degrés à une incorporation de la Terre comme enjeu symbolique de la structuration du réel. Peut-on, dès lors, croire que la crise aux multiples dimensions dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui est essentiellement une crise de transformation du projet moderne qui correspond à l'alignement du fonctionnement humain et social sur les fonctionnements techno-économiques ? Cette crise ne se traduit pas uniquement en termes de renoncement aux utopies initiées dans les années 1968. Une telle lecture des phénomènes contemporains⁴ paraît insuffisante au regard de la complexité des observations des dynamiques socio-spatiales contemporaines. De récentes études montrent la force des projections écocitoyennes des Français même si celles-ci ne s'accompagnent pas toujours de pratiques écocitoyennes pour des raisons de résistance à l'injonction morale et politique⁵. En outre, les multiples forces de résistance individuelles et collectives – ONG que l'on distingue selon leur projet thématique, mais également selon leur rayon d'action, mobilisations informelles, pratiques de concertation collectives, etc. – décrivent des pistes alternatives.

Observons, tout d'abord, que l'incorporation de la Terre sur les plans symbolique et concret concerne le jeu politique au sens métaphorique (soit l'endroit où se joue le politique), mais aussi d'un

² et/ou de la mondialisation dans la mesure où celle-ci, décrite comme un phénomène complémentaire, peut lui être rapportée.

³ Jacques Ion, parmi d'autres, a travaillé sur ce renouveau du militantisme : Ion, J., Franguiadakis, S., Viot, P., 2005. *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement.

⁴ De nombreux penseurs ont une lecture négative et critique des évolutions contemporaines : par exemple, le sociologue allemand Hartmut Rosa a développé une analyse critique : Rosa, H., 2010. *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte.

⁵ Bréchon, P., Galland, O., 2010. *L'Individualisation des valeurs*, Paris, Armand Colin, Collection Sociétales.

point de vue matériel : cet énoncé implique que l'écologique (les lieux et milieux, les échelles, la Terre et le monde...) est, aujourd'hui, devenu le lieu le plus pertinent pour le politique. Le temps est un élément central des nouvelles configurations comme le marque explicitement l'expression de développement durable : il demeure le marqueur central du déroulement d'une vie et d'un espace proprement humains.

En somme, la vision du monde n'est plus contenue dans l'idée de société⁶, mais suppose la prise en compte d'une naturalité spatiale et temporelle. La représentation du monde est devenue relative à celle de la Terre comme entité et la prise de conscience du danger environnemental est devenue relative à l'idée de Terre comme milieu limité dans le temps et l'espace... Ce renouveau du jeu politique par l'écologique s'opère suivant quatre pivots, autant de tensions qui concernent les institutions politiques, les individus et les collectifs dans leurs systèmes de valeurs et de pratiques :

- Une tension spatio-temporelle à laquelle tout citoyen, individu, collectif (entreprise, ONG) ou État politique se trouvent soumis, celle des échelles de régulation, qui montre les limites du système intra et interétatique classique ainsi que du principe électif représentatif dans le cadre des démocraties, en tant que système de « gouvernement » de la planète. Elle montre également les limites des systèmes de régulation des capitaux financiers globaux, de leur circulation et de leurs modes d'appréciation, comme en témoigne la crise que traverse l'Europe actuellement.

- Une tension géographique qui consacre l'émergence d'un renouveau des valeurs du « local » – et du présent, voire du choix de la lenteur même, comme la mise en forme d'une expérience vécue, riche de ses résonances politiques – qui prennent une place croissante, tant dans l'élaboration des politiques publiques et de leurs instruments, que dans l'importance accordée aux aspects les plus concrets du cadre de vie, au voisinage, à la communauté locale. Cette tension concerne donc les territoires et l'organisation d'un vivre ensemble strictement localisé. Simultanément, globalisation et mondialisation, la Terre, espace commun – et le temps long – deviennent des échelles de référence croissante pour les gouvernements et l'opinion publique, même si elles peinent à s'articuler avec la mise en œuvre d'un gouvernement correspondant. Mondialisation et globalisation sont deux aspects de cette prise en compte de la Terre, du temps long ou très réduit, de l'instantanéité de la circulation des capitaux et des marchandises *via* les nouvelles technologies.

- Une tension environnementale, la plus nouvelle, qui implique qu'un nouveau référentiel pour l'action publique se constitue incluant les milieux « naturels » et les processus temporels et spatiaux qui en autorisent la reproduction. Le développement durable implique leur prise en considération sur le long terme. Elle implique également de repenser les rapports des citoyens à la nature invitant, dès lors, à prendre en considération l'habitant comme étant le représentant « corporel » et vivant des rapports à l'environnement inscrits dans le territoire ; l'habitant serait, par là même, essentiel à sa reproduction.

- Une tension entre la matérialité et l'immatérialité, à la fois nouvelle, dans la mesure où elle met en jeu un rapport entre des finitudes écologiques et des flux d'informations, souvent traités de virtuels, et ancienne, dans la mesure où une telle partition paraît rejouer les catégories d'idéal et de matériel⁷. Deux exemples illustrent le propos. Premièrement, les individus et collectifs, ces êtres vivants organiquement associés à des milieux de vie spécifiques, sont, tout à la fois, conduits à s'inscrire durablement dans les territoires locaux de par leur vie sociale, familiale, économique, etc. et à être présents dans les réseaux virtuels numériques, sous peine souvent de disqualifications sociale et professionnelle. L'injonction est double et dure ; elle rejaillit sur les vies familiales, sociales et professionnelles des personnes contribuant au sentiment de stress et d'impuissance. Deuxièmement, un des points saillants du monde contemporain est la recomposition des normes de production et des normes de consommation, ainsi que leur articulation. Alors que le caractère industriel des outils de production est important encore dans de nombreux pays de l'Union européenne, notamment dans ceux qui ont connu une première grande transformation du socialisme au capitalisme, dans d'autres le caractère serviciel est devenu patent, même si les compromis sociaux et les dispositifs institutionnels, hérités du fordisme pour certains, mis en œuvre sous l'influence de la financiarisation pour d'autres,

⁶ Latour (Latour, B. 2007. *Changer de société. Refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte) explique que, plus que de changer de société, il faut changer de représentation du monde social.

⁷ Godelier (Godelier, M., 1984. *L'Idéal et le matériel*, Paris, Fayard, Pensées, Économies, Sociétés) dans le sillage de précédents travaux a tenté de justifier les rapports entre idée et matériel.

peinent à faire face à la dimension servicielle et immatérielle de la production. Ailleurs, l'industrialisation des sociétés se poursuit dans un contexte de remise en question du modèle original appelant à faire résonner local et global à la recherche d'un équilibre durable. La territorialité de la production et de la consommation est en lien étroit avec la matérialité tant des processus de production que de ce qui est consommé. De la sorte, de nouveaux modèles articulant matérialité et immatérielle de la production sont en devenir.

En somme, ce processus d'« atterrissage », c'est-à-dire l'émergence de la Terre dans toutes ses dimensions :

- celle du monde globalisé dans lequel se déploient les forces abstraites de circulation des capitaux et informations, gouvernant les vies humaines sans laisser prise aux gouvernements ou aux modes d'agir des citoyens contemporains ; le temps prend, de ce point de vue, figure d'une immobilité fulgurante⁸ et sa compression menace de réduire les possibilités d'évolution des êtres humains individuellement et collectivement, réduisant la Terre comme théâtre de l'action au sens notamment politique ;

- celle du monde habité comme théâtre d'une gouvernance à venir ; celle de la Terre symbolisée par la figure extrême de Gaïa⁹ ;

- celle de la Terre comme territoire unique où se déploient les vies humaines¹⁰, engendre de nouvelles pressions sur les individus qui se traduisent par une accélération des modes de vie et des bouleversements sociaux.

Dès lors, on peut penser que, certes, le référentiel spatio-temporel a changé et qu'il conviendrait d'en étudier autant que d'en critiquer les nouvelles figures.

La question se décline de la manière suivante : il s'agit de comprendre les processus par lesquels se construisent ces jeux d'échelles associés à des jeux d'acteurs, et le déplacement des rapports temps/espace suivant des lignes de pratiques et des reconfigurations de jeux d'acteurs, mais aussi selon des représentations. Cette compréhension devra se faire tant sur le plan théorique, épistémologique, obligeant à une veille scientifique sur des termes qui nous sont familiers comme territoire, espace, temps, et sur d'autres, plus récents dans le paysage scientifique, bien qu'anciens en tant que tels, comme milieu ou milieu de vie, environnement, développement durable, globalisation, mondialisation, quotidien, ordinaire, tous ces termes étant ressaisis à l'aune d'enjeux et de préoccupations nouveaux. Sur ce plan théorique, il s'agira aussi bien de se fier à l'étude des archives, des documents, des textes, que de mettre en résonance ces analyses théoriques avec l'observation empirique, de telle façon à prolonger ce qui s'annonce comme un difficile chantier d'un point de vue problématique.

D'un point de vue empirique, les points nodaux de l'observation semblent être a priori les rapports des acteurs du local au global, que ces acteurs soient des villes, des associations, des individus inscrits dans des collectifs, ou des individus dans les vies ordinaires qui subissent la pression de ces nouvelles configurations temps/espaces (travailler plus, plus vite, ou produire bio, etc.) ; il s'agit bien, alors, d'approfondir par l'étude des territoires du quotidien et la somme d'expériences vécues que ces derniers constituent : la profondeur de ces transformations ; les configurations de nouvelles chaînes d'acteurs local/global au-delà des cadres nationaux et des États censés les réguler ; les nouvelles éthiques et esthétiques qui naissent de ces reconfigurations, tant dans l'urbain que dans le rural ; les formes d'innovation en lien avec des territoires du quotidien. Tous ces points focaux de l'observation, et d'autres encore, donnent la mesure des études à conduire sur les territoires observés.

⁸ Hartmut Rosa, parmi d'autres penseurs des évolutions des modes de vie contemporains, a développé une réflexion sur le thème de la vitesse et de l'accélération.

⁹ James Lovelock a développé l'idée que la Terre est vivante comme un arbre et non, comme le croyaient les Anciens, comme une divinité, l'autorégulation de ce « super-organisme » résultant de la sélection naturelle et non d'une intentionnalité. L'hypothèse Gaïa est une alternative à l'idée d'une « planète-machine », la nature ne peut être traitée comme telle par l'homme, alors qu'il n'est qu'un participant de ce système (N. Charlton, 2002, *Guide to philosophy and the environment*).

¹⁰ L'atterrissage peut être considéré comme un phénomène de fermeture des horizons, l'impossibilité de penser un extérieur : Beck, U., 2003. *La Société du risque : sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Champs, Flammarion.

4. Mise en œuvre du projet

4.1 De nombreux partenaires

Il est apparu important d'insister sur l'association à notre programme de recherche général de nombreux partenaires. En effet, outre le fait que la recherche implique, aujourd'hui plus que jamais, des réseaux de chercheurs constitués en collectifs sur des projets importants, elle nécessite en particulier, pour un laboratoire qui a fait sienne l'idée d'un ancrage aux territoires et aux pratiques sociales, une implication particulière avec des partenaires divers.

Nos premiers partenaires sont les universités Paris 1, 7, 8 et 10, et le **CNRS**. Les séminaires de site ainsi que les responsabilités dévolues à Thomas Lamarche, directeur adjoint et responsable du site Paris 7, permettent d'ancrer les équipes LADYSS dans la vie universitaire. Cependant, aujourd'hui du fait des transformations de la géographie universitaire, le LADYSS se trouve sur 3 **PRES** (HESAM, Université Paris 1 ; Sorbonne-Paris-Cité, Université Paris 7 ; Paris-Lumières, Universités Paris 8 et Paris 10 : *cf.* en Annexe 2 le projet soumis à ce PRES) et est impliqué dans un **Idex** (Université Sorbonne Paris Cité), sans parler d'un **Equipex** (OpenEdition) et des **Labex** (Dynamite, Arts-H2H). Dans ce contexte, il apparaît difficile d'entrevoir les évolutions qui pourraient infléchir tant la stratégie scientifique que les modalités organisationnelles du LADYSS, ancré sur 4 sites universitaires.

Les **EPST et les établissements d'enseignement** (Inra, AgroParisTech, Irstea, EHESS, IRD, MNHN) et les autres universités françaises sont des partenaires importants de notre stratégie de recherche tant par leur participation à nos programmes de recherche que par leur implication dans nos politiques de valorisation et dans la valorisation de nos travaux.

En outre, nous continuerons de travailler en commun avec les membres du **Groupe d'intérêt scientifique Climat-Environnement-Société**, de la **zone-atelier PIREN Seine**, via l'opération de recherche « Trames vertes trames bleues », et du **groupe « Petites paysanneries »**.

Nos partenaires sont également des **organismes internationaux, des associations, des entreprises, des syndicats, des collectivités locales et des ministères**. Parmi de multiples exemples, le ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie est un partenaire de plus en plus important pour les chercheurs du LADYSS, à la croisée de l'approche traditionnelle de l'équipement des territoires (infrastructures, aménagement) et de la montée en puissance des enjeux environnementaux. En outre, de nombreux liens se sont développés avec des acteurs sociaux, notamment des ministères et des organisations publiques et privées (syndicats, centres de recherche liés aux partenaires sociaux – notamment, Institut de recherches de la FSU) et aussi avec des entreprises (notamment *via* le Club Économie de la fonctionnalité et développement durable [directeur C. du Tertre, LADYSS]) et, plus généralement, avec les milieux socio-économiques (Credoc, ATEMIS...). Cela débouche notamment sur une ANR (DECADIESE), qui est portée par EDF.

4.2 Une formation par la recherche

Le LADYS continuera de participer aux enseignements de **Masters** i) de Paris 1 : Master Environnement et Master Géographie ii) de Paris 7 : Master Géographie et Sciences des Territoires et Master Métiers des études du conseil et de l'intervention (MECI) iii) de Paris 8 : Master Géographie (directrice Bezunesh Tamru, LADYSS) iv) de Paris 10 : Master Recherche Sciences Humaines et Sociales.

Le LADYSS continuera de participer activement aux 4 **écoles doctorales** des Universités de Paris 1, Paris 7, Paris 8 et Paris 10.

4.3 Une dimension internationale

La **dimension internationale de nos travaux** est également à pointer ; elle concerne plus d'un tiers des programmes de recherche et est transversale aux préoccupations disciplinaires. Une approche géographique de ces programmes montre de nombreuses démarches coopératives et le

développement de regards croisés sur les transversalités Est-Ouest et Nord-Sud à l'intérieur de l'Europe, et avec des pays comme le Brésil (opération de l'axe 3 « Territoires de la citoyenneté » : cf. Annexe 1). Citons, pour exemples, les partenariats internationaux universitaires : Afrique (Universités d'Oran, Bamako, Abidjan, Nairobi, Tunis, Agadir, Constantine, Addis-Abeba, Alger : projet Tassili soumis, Antananarivo : renouvellement accord cadre en cours...); Amérique (Université de Montréal [Canada] ; University of Georgia [USA]; Arizona State University [USA]; Université fédérale de Campina Grande, Université fédérale de Brasilia-CDS, Institut agronomique de Pernambuco, Embrapa, Federal do Rio Grande do Sul [Brésil]...), Argentine, Mexique (projets de convention) ; Asie (Universités de Canton, Xiamen, Katmandou...) ; Europe (Albanie, Allemagne, Bulgarie, Espagne, Grèce, Hongrie, Italie, Pologne, Portugal, Russie, Suisse...).

Citons également nos autres partenariats internationaux : Ipemed (Institut de prospective économique du monde méditerranéen), CODESRIA (Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique), OME (Observatoire méditerranéen de l'énergie), CIHEAM (Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes), INRGREF (Institut national de recherche en génie rural eaux et forêts, Tunisie), AIRD (Agence inter-établissements de recherche pour le développement), IPTEH (Institut de politiques territoriales et d'environnement humain, Suisse), HEPIA (Haute école du paysage, Suisse), COST (et 22 États-membres européens), partenariat avec des institutions étasuniennes au travers de la construction d'un réseau de Zones Ateliers Urbaines en France et du programme CCTV2 : développement de collaborations avec les Long Term Ecological Research programs (LTER), plus particulièrement avec le LTER Baltimore et le LTER Coweeta...

Ces partenariats incluent **l'accueil de nombreux universitaires étrangers**.

L'expertise et l'évaluation de programmes internationaux participent de cette diffusion à l'international de nos compétences et travaux : CORUS2 (Coopération pour recherche universitaire et scientifique) et AIRES-SUD (Appui intégré au renforcement des équipes scientifiques au Sud) ; Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) : évaluation d'un projet de recherche associé à une demande de subvention (sur le thème « Se convaincre et acheter : le design dans la raison consommatrice ») ; expertise pour la Commission européenne, topic : Sustainable and Resilient Green Cities, FP7 theme : Environment (including Climate Change)...

4.4 Politique de valorisation

Un point-clé de notre stratégie scientifique repose sur une politique de valorisation portée, en partie, par le **pôle éditorial** qui est en plein développement. Le LADYSS soutient 2 revues du périmètre AERES :

- *Natures Sciences Sociétés* (co-rédacteur en chef : Jean-Paul Billaud, CNRS, LADYSS ; revue soutenue par l'IRSTEA, le Cirad, le CNRS, l'Ifremer, l'INRA, l'IRD) ;
- *Revue de la régulation Capitalisme, Institutions, Pouvoirs* (rédacteur en chef : Thomas Lamarche, Univ. Paris Diderot, LADYSS ; revue soutenue par la MSH Paris-Nord, le CNRS et plusieurs laboratoires sur l'ensemble du territoire).

Le LADYSS soutient également 2 autres revues à comité de lecture, *East-West Journal of Economics and Business* (rédacteur en chef : Yourgos Rizopoulos, Univ. Paris Diderot, LADYSS) ainsi que *Les Cahiers du Cédimès* (rédactrice en chef : Petia Koleva, Univ. Paris Diderot, LADYSS) et plusieurs collections (« Indisciplines » chez Quæ ; « Travail, Subjectivité - Entreprises, Territoires » chez Octares ; « Petites paysanneries » chez Publisud ; Strates).

Outre cette politique de valorisation à destination d'un public francophone, une ligne budgétaire dédiée permettra de poursuivre l'**effort de traduction** de nos travaux vers un public anglophone.

Enfin, dernier point, nous envisageons d'organiser au cours de ce prochain quinquennal, un **colloque de valorisation** déterminé à partir des résultats issus des travaux de l'approche transversale, en résonance avec le projet scientifique énoncé par le LADYSS. Ce colloque international devrait déboucher sur un ouvrage permettant de déployer nos réflexions théoriques et empiriques.

4.5 Une politique de réponse aux appels à projets régionaux, nationaux et internationaux

Enfin, notre stratégie consistera à continuer d'être présents dans les **grands appels d'offre régionaux, nationaux et internationaux** (pilotage/participations dans 5 ANR, 2 Labex) mais également de consacrer une partie de notre budget (5 %) à **l'émergence de nouveaux projets**, comme nous l'avons fait depuis 2 ans, pour la question de la petite paysannerie. Les programmes de recherche qui organisent et organiseront nos activités sont pour beaucoup liés à des problèmes formulés par la société, que ce soit par l'intermédiaire de ministères (5 projets financés par le MEDDE) ou de collectivités locales (6 projets financés par la mairie de Paris ou l'Île-de-France).

Campagne d'évaluation AERES 2014-2018

Annexes

Projet scientifique du Ladyss pour la période 2014-2018

Sommaire des annexes

Projet scientifique du Ladyss pour la période 2014-2018

Annexe 1.

Projet des axes et de l'approche transversale, opérations de recherche 21

Annexe 2.

Projet présenté par le Ladyss au PRES Paris-Lumières 123

Annexe 3.

Glossaire 127

Annexe 1 :

Projet des axes et de l'approche transversale, opérations de recherche

Sommaire

Axe 1 - Recompositions socio-spatiales dans la globalisation

Projet de l'axe 1	23
Synthèse des opérations de recherche en cours et en projet	30
Fiches des opérations en cours.....	31
Fiches des opérations en projet.....	43

Axe 2 - Les territoires du quotidien : représentations, pratiques, projets

Projet de l'axe 2	48
Synthèse des opérations de recherche en cours	53
Fiches des opérations en cours.....	54

Axe 3 - Environnement et développement, vers un nouveau paradigme ?

Projet de l'axe 3	70
Synthèse des opérations de recherche en cours et en projet	77
Fiches des opérations en cours.....	79
Fiches des opérations en projet.....	109

Approche transversale - Les rapports sciences sociétés à l'épreuve du terrain : interdisciplinarité, jeux d'échelle, démarches comparatives, incertitudes, normes...

Projet de l'approche transversale	116
--	------------

Axe 1

RECOMPOSITIONS SOCIO-SPATIALES DANS LA GLOBALISATION

Responsable : Aline BROCHOT, Petia KOLEVA

Projet de l'axe 1

Le projet de recherche quinquennal de l'axe 1 s'articule autour de la problématique des recompositions sociales et spatiales dans le contexte de la globalisation. Tout en reprenant le thème favori de l'axe, celui de la mondialisation et des phénomènes multidimensionnels (politiques, économiques, sociaux...) et multiscalaires (macrorégionalisation, interactions global/local) qui l'accompagnent, notre ambition est de le faire évoluer vers l'étude des réponses théoriques et pragmatiques apportées aux dysfonctionnements de la globalisation, stade ultime de la mondialisation : creusement des inégalités sociales et territoriales, crises financières, crises alimentaires et extension des « lieux en guerre ». La question centrale est donc de comprendre et de caractériser *les processus* par lesquels se construisent ces réponses, dans une double optique. La première, théorique, consiste à porter un regard critique sur les discours et les pratiques de la globalisation. Il s'agit ainsi de tester l'hypothèse selon laquelle ce qui se joue à travers la globalisation est un *changement de système* qui transcende la notion de territoire et de région. Cette réflexion sera complétée par des études empiriques des *réponses émergentes au niveau local* face aux différentes injonctions de la globalisation (politiques, économiques, sociales, écologiques, symboliques) que l'on retrouve plus spécifiquement dans l'injonction du développement durable. L'enjeu sera de mettre en évidence des formes d'innovation sociale qui naissent sur des *aires géographiques et culturelles* irréductibles aux grands ensembles politiques.

Argumentaire scientifique de l'intérêt d'une approche critique de la globalisation

L'intérêt porté à la notion de globalisation dans le prochain contrat ne traduit pas l'effet d'un simple glissement sémantique mais la nécessité de mieux problématiser la notion de mondialisation et de la définir en lien avec les nouvelles réorientations du développement qui l'accompagnent. En effet, si la mondialisation n'est pas un phénomène nouveau, la globalisation en constitue une phase spécifique qu'il convient d'appréhender dans la complexité de ses enjeux politiques, économiques, sociaux et éthiques.

D'un point de vue *politique*, la globalisation consacre l'entrée depuis quelques années de nouveaux acteurs dans la mondialisation, à côté des grandes puissances traditionnelles : les pays émergents, les firmes multinationales, les organisations non gouvernementales, les territoires, les cultures et les médias. Leur action a tendance à contourner l'échelon national, l'exposant à de multiples tensions qu'il convient d'étudier. Si l'espace politique régional (UE/Euromed, ALENA) ou sous-régional (Maghreb, Afrique de l'Ouest, Arctique) fondé sur la proximité géographique demeure un objet intéressant, il convient d'étendre l'analyse à des processus de construction de nouvelles alliances qui ne recouvrent pas forcément cette logique (ex. les BRICs). La (macro)région constitue ainsi un des champs possibles parmi d'autres pour comprendre comment se nouent et se stabilisent les compromis dans la globalisation à travers les discours et les interactions entre groupes d'acteurs organisés. De même, l'échelle du local (micro-région) offre un cadre important pour la compréhension des formes de réponses apportées par les collectivités et les individus aux différentes injonctions issues de la diffusion de normes et modes de gouvernance imposés par le global (par exemple, Unesco) et qui peuvent déboucher sur la formation de nouveaux territoires de projet.

Dans la sphère *économique*, le concept anglo-saxon de « globalisation » véhiculant l'idée d'opérationnalité et de rationalité, initialement réservé aux analyses sur les nouvelles technologies, s'est propagé depuis les années 1980, grâce notamment aux travaux de certains économistes américains portant sur la globalisation des marchés et les « firmes globales » (Levitt, 1983 ; Ohmae, 1985). La globalisation apparaît alors comme une force objective, naturelle, qui transforme la réalité et s'impose aux acteurs qui ne peuvent alors que s'y inscrire. Cette vision tend à instituer l'idéal d'un modèle unique de capitalisme, l'économie libérale de marché, vers lequel tous les pays devraient converger en transposant des institutions économiques ayant fait leurs preuves dans d'autres contextes socio-historiques et géographiques. L'intégration régionale a parfois joué le rôle de catalyseur de ce processus, comme dans le cas de l'adhésion des pays est-européens à l'UE, donnant lieu à un modèle de développement fortement dépendant de l'extérieur. Cette extraversion poussée, considérée très positivement dans les années 2000, a montré ses limites après la crise de 2008 conduisant ainsi à s'interroger sur la notion de transition économique dans le contexte de la globalisation.

D'un point de vue *social*, la globalisation traduit une situation dans laquelle un « acteur non social par excellence » – le capital financier, prend la place des acteurs sociaux (Touraine, 2010). Les crises financières qui en résultent sont, elles aussi, globales et posent la question du nécessaire rééquilibrage des forces constitutives du capitalisme actuel face aux inégalités (salariales, régionales ou d'accès aux ressources), rééquilibrage dont l'échelle ne peut être déterminée *a priori*. Alors que les « villes globales » sont des lieux où coexistent deux « classes sociales globales », à savoir les élites transnationales économiques et politiques, « la nouvelle classe globale des désavantagés » est, quant à elle, plus diffuse et réticulaire (Sassen, 2007). En même temps, comme le montre notamment le Printemps arabe, une partie de cette classe est capable de se saisir des avancées technologiques de la globalisation pour former de nouvelles « communautés » aspirant à plus de justice sociale.

Enfin, d'un point de vue *éthique*, on peut se demander si l'on voit se dessiner les contours d'une éthique globale prônant l'équité – comme par exemple celle portée par la notion de développement durable – ou bien si l'internationalisation des normes de justice est le simple produit des rapports de force entre nations. D'une certaine manière, ces normes n'existent pas plus que la justice elle-même ; elles sont au mieux un idéal-type régulateur de l'action humaine ; dès lors leur constitution ne peut être qu'un travail collectif. Les normes internationales ne pourront être admises qu'à partir du moment où les institutions ainsi que les modes de prise de décision seront démocratisés.

L'étude de la globalisation comme phénomène complexe mobilise deux catégories ontologiques : le temps et l'espace (Harvey, 2000), dans le sens où les relations sociales sont construites et organisées à partir de la perception et de la compréhension du temps et de l'espace par les acteurs. Concernant *le temps*, force est de constater que le libéralisme économique et la gestion « par classe de projets » qui ont eu tendance à s'étendre à de nouveaux territoires (comme ceux d'Europe de l'Est après 1989) ont contribué à raccourcir l'horizon temporel des acteurs (Csurgo, Kovach & Mathieu, 2012). Le contexte actuel multi-crisis trouble la confiance dans l'avenir et favorise la recherche de solutions de survie à court terme. Face au constat de la fin de la toute-puissance de l'Etat et d'une dilution des

responsabilités, les acteurs sociaux sont à la recherche d'un nouveau référentiel symbolique susceptible d'incarner une certaine assurance dans l'avenir. En visant à inscrire les actions économiques, sociales et environnementales dans une perspective intergénérationnelle, la rhétorique du développement durable est susceptible de réintroduire le long terme dans l'horizon temporel des décideurs. La question est alors de savoir si cette nouvelle vision du temps est porteuse d'une transformation profonde des interactions sociales et d'un changement de système (de production, de valeurs, etc.) ou bien si ce n'est qu'une façon discursive de contrebalancer la gestion des urgences liée aux crises de la globalisation sans pour autant remettre en cause les fondements du système économique capitaliste.

La lecture critique de la globalisation mobilisera également des réflexions autour de la catégorie ontologique d'*espace*. En effet, si l'intensification des flux de biens, de capitaux, d'information et de savoir-faire a fait croire à l'idée d'une homogénéisation de l'espace, les analyses de terrain montrent que l'espace devient davantage diversifié et hétérogène. D'une part, l'intégration de la dimension écologique (changement climatique, « anthropocène », société post-carbone, *slow food*) fait évoluer le concept d'espace vers les concepts de lieu et de milieu. D'autre part, le découpage traditionnel en régions et secteurs est remis en cause par les stratégies des acteurs. De nouvelles horizontalités et verticalités se forment (Santos, 2000). Les horizontalités s'inscrivent dans la similitude des réactions face aux risques, notamment alimentaires, qui sonnent le retour en force des questions agricoles dans le champ de l'analyse. Elles peuvent en outre être associées à l'émergence de « confinités » (Bobineau, 2011) mettant en commun des affinités et valeurs. Les verticalités renvoient à des aires ou à des lieux d'intégration sous l'impulsion d'institutions et d'acteurs hégémoniques. La construction de nouveaux territoires de projet conduit également au déplacement des centres de gravité et des polarités qui organisent l'espace. De nouveaux centres et de nouvelles périphéries se font jour, développant des formes d'adaptation/innovation plus locales et modifiant sensiblement à la fois les modes de perception et les rapports de voisinage entre territoires.

Ce constat conduit à discuter la portée et les limites des concepts même d'espace, de territoire et de région à l'heure de la globalisation.

En définitive, la globalisation est à la fois un phénomène objectif et subjectif. Elle renvoie non seulement à une réalité qui change sous nos yeux mais aussi aux appareils conceptuels mobilisés pour saisir et expliquer ce phénomène. La *veille épistémologique par rapport au temps et à l'espace* est un défi que les chercheurs de cet axe aimeraient relever, en contribuant ainsi à un réexamen critique de la globalisation, de ses discours et ses différentes manifestations.

Portée de cette question de recherche pour le LADYSS et spécificité de son apport

Comme l'ont montré les conclusions du groupe « Bilan » mis en place par le laboratoire dans le cadre de l'actuel quadriennal, les travaux des membres de l'axe 1 font ressortir trois principaux domaines de compétences : l'étude des questions agraires et rurales, le décryptage des nouveaux modèles de développement et, plus généralement, l'attention portée à la question des transitions et des frontières. Ces thématiques prennent tout leur sens à la lumière de la globalisation et de ses crises multidimensionnelles récentes qui induisent des bouleversements comparables à une « grande transformation » (Polanyi). L'analyse de ces bouleversements pourrait s'appuyer de façon opportune sur les éclairages des économistes hétérodoxes ayant rejoint le laboratoire en 2010-2012. Venant à l'appui des contributions de la sociologie et de la géographie qui occupent une place importante dans le dispositif de recherche, les regards disciplinaires croisés permettront une meilleure caractérisation des fondements institutionnels du capitalisme, de la multiplicité d'acteurs qui le composent et des processus d'innovation sociale face aux inégalités et aux crises.

En outre, la réflexion critique sur les discours de la globalisation et leur appropriation (ou leur rejet) par les différents acteurs est susceptible de servir de toile de fond à la réflexion menée dans les deux autres axes du laboratoire, en contribuant à leur contextualisation historique. Le séminaire du LADYSS « Développement durable et transformations des capitalismes contemporains : du local au

global », auquel participent des chercheurs des trois axes, est un exemple d'interactions thématiques fructueuses dans ce sens. L'expertise des membres de l'axe 1 sur les problématiques de la globalisation et de la transition dans ses différents aspects (politique, économique, énergétique, culturel) est par ailleurs reconnue par les réseaux de chercheurs visant à fédérer la réflexion autour des sciences du territoire (GIS CIST et son axe « Conflits et compromis de la globalisation territorialisée : la gouvernance dans la région européenne élargie aux voisinages ») ou des énergies de demain (LIED), comme en témoigne l'animation de programmes de recherche et de séminaires pluridisciplinaires.

Les approches critiques du discours et des pratiques de la globalisation et l'étude des innovations sociales qui y sont associées prendront appui prioritairement mais non exclusivement sur la zone de l'UE et ses voisinages Est et Sud, champs dans lequel l'axe dispose d'acquis incontestables en matière de recherche (projets européens, coopérations bilatérales, animations de séminaires, publications). L'analyse des transformations aux frontières orientales et méridionales de l'Europe a reçu une impulsion nouvelle après la manifestation des limites de l'intégration européenne et de la globalisation (creusement des inégalités sociales et spatiales, remise en cause des régimes politiques, conflits locaux induits par les politiques de labellisation et de patrimonialisation). Il s'agit donc de poursuivre l'effort de comparaison des discours et de l'appropriation de la globalisation par les acteurs euro-méditerranéens à la lumière du nouveau contexte socio-économique, sans se priver des éclairages apportés par l'étude d'autres zones (Russie, Kazakhstan, Chine, Amérique du Nord, Afrique de l'Ouest), en s'appuyant sur les laboratoires partenaires étrangers et les instances de financement de projets internationaux.

Les apports des recherches menées dans le cadre de l'axe 1 peuvent donc être résumés de la façon suivante :

- une **approche pluridisciplinaire** de la globalisation appréhendée comme phénomène complexe ;
- une **approche historique** et généalogique centrée sur les processus et les rapports dynamiques des acteurs et des territoires (phénomènes de *path dependence/path shaping*, innovations sociales, ...)
- une **approche comparative** à différentes échelles (villes/campagnes, Nord/Sud, Est/Sud,...) ;
- une approche **pragmatique et empirique** fondée sur des analyses de terrain et l'observation des phénomènes émergents.

Ces approches irriguent les travaux des deux programmes de l'axe : *Approches critiques des discours et des pratiques de la globalisation* et *Nouvelles formes de « gouvernance » et gestion durable des territoires : développement local, rural-urbain, innovations sociales*.

Programme 1. Approches critiques des discours et des pratiques de la globalisation

Ce programme regroupe des recherches qui étudieront les processus de recomposition et de construction de nouveaux espaces et « lieux » de la globalisation dans une perspective historique pour comprendre dans quelle mesure l'héritage institutionnel, économique, social, idéologique de ces ensembles est remodelé par les discours, les injonctions et les stratégies des acteurs (entreprises, collectivités locales, filières, organisations intergouvernementales, ONG...).

Une partie des recherches portera sur des questions épistémologiques (le pluralisme en sciences sociales, la vision du temps au cœur de nos représentations de l'univers, du monde vivant et de l'expérience humaine). En prenant pour exemple la crise que connaissent les sciences économiques actuellement, Eric Magnin et Thomas Lamarche questionneront le potentiel de renouveau qu'elles recèlent. A partir du constat que l'hégémonie acquise par un paradigme unique fait obstacle à la progression des connaissances, ils s'interrogeront sur l'intérêt et les différentes dimensions (théorique, méthodologique, disciplinaire) du pluralisme. Nicole Azoulay, quant à elle, examinera la relation entre temps historique et temps logique dans le champ de l'analyse économique contemporaine avant de la confronter aux concepts de temporalité, de durée, de rythme et de tempo proposés par les autres sciences.

Andrée Kartchevsky explorera le potentiel d'intégration de l'économique et du social. D'une part, elle analysera les nouvelles formes d'organisation des entreprises à partir d'une approche des systèmes de relations professionnelles et des règles mobilisées. D'autre part, elle mobilisera la notion de justice pour analyser la production de ces règles et ces normes à fins de gouvernance. Son hypothèse est que le sens de cette justice est historiquement construit au sein de chaque société, ce qui confère au sentiment de justice une certaine plasticité. On peut alors supposer qu'il n'existe pas de principe universel et invariant de justice sociale, pas plus qu'il n'est possible de définir de façon univoque un seul indicateur d'efficacité.

L'importance de l'histoire sera également centrale dans les travaux de Petia Koleva. Un premier projet portera sur l'évolution du rôle sociétal de l'entreprise, en Europe et à ses marges, depuis le XIX^{ème} siècle à nos jours. Il s'agira de cerner la recomposition des relations de l'entreprise avec ses parties prenantes internes et externes, la prise en charge des enjeux environnementaux et, plus globalement, sa contribution à l'identité et à l'attractivité des territoires euro-méditerranéens. Un autre projet avec Artan Fuga (A) visera à étudier la question de la formation des frontières à travers le cas des rivières des Balkans occidentaux qui se sont transformées en barrières qui divisent au lieu d'intégrer politiquement, économiquement et culturellement, les sociétés locales. Enfin, une recherche avec Wanda Dressler (A) portera sur le Kazakhstan et la nature des échanges économiques et scientifiques entre ce pays, l'Orient et l'Occident, dans une perspective historique.

En inscrivant ses travaux dans le champ géographique privilégié par l'axe 1, Yorgos Rizopoulos propose d'étudier la réorganisation des activités d'extraction et de production d'électricité et de gaz naturel, leurs réseaux de transport et de distribution dans l'espace euro-méditerranéen. L'objectif est de dresser un état des lieux des trajectoires récentes d'internationalisation des acteurs intervenant dans ces filières, identifier leurs interrelations et évaluer l'impact de la réglementation. Cette étude s'inscrira dans une problématique de recherche plus générale qui appréhendera les firmes multinationales comme « entrepreneurs institutionnels » majeurs, dans la mesure où leur intervention contribue à l'évolution des règles institutionnelles et du cadre des interactions public/privé. Il s'agira de montrer comment, à travers des processus d'interaction entre groupes d'acteurs organisés, émergent à la fois de nouveaux modes de régulation et de nouveaux conflits d'intérêt à l'ère de la globalisation.

Le thème des conflits dans la globalisation sera abordé par Aline Brochot sous l'angle de l'analyse des effets locaux de la mise en application de la politique des *Paysages culturels* de l'Unesco. Cette recherche vise à prolonger la réflexion antérieure qui avait mis en évidence les paradoxes d'une politique pensée globalement comme bénéfique pour le développement durable des territoires patrimonialisés d'une part et les tensions locales générées par sa mise en œuvre d'autre part. Le travail s'appuiera sur une analyse critique des différents textes officiels de l'Unesco, au regard des situations d'opposition ou de conflits révélés par les médias, par les acteurs de terrain ou les habitants eux-mêmes, pour fournir une approche plus théorique des injonctions de la globalisation et de leurs effets.

Il serait également intéressant de comprendre la façon dont les injonctions de la globalisation, telle que le développement durable, transforment les grands ensembles régionaux. C'est l'ambition d'Eric Canobbio qui travaillera sur les nouveaux « écotones » de développements nordiques-arctiques en étudiant les dynamiques de planification des constructions régionales au Québec et en Norvège suite à de nouvelles politiques de développement entreprises à la fin de la décennie 2000. Ces politiques, qui rompent avec les logiques sectorielles en vigueur, marquent la volonté de proposer des formes inédites de constructions sociales, culturelles, écologiques, scientifiques et économiques. L'objectif sera de mettre en évidence l'évolution des constructions idéologiques produites par les acteurs participatifs en milieu nordique, appliquées à la question du développement régional boréal dans les contraintes, vulnérabilités et adaptabilités spécifiques de ces espaces.

Enfin, une partie des recherches futures de l'axe se centreront sur les crises récentes de la globalisation, notamment dans le contexte des pays en « transition ». Dans le prolongement de ses travaux sur la diversité des capitalismes en Europe, Eric Magnin analysera le clivage entre le capitalisme méditerranéen et le capitalisme rhénan qui apparaît lors des crises économiques et

financières de 2008-2012 ainsi que la place qu'occupent les nouveaux membres de l'UE dans cette « guerre » des capitalismes. Pour leur part, Jean Gardin, Mohamed-Raouf Saïdi (A) et Edouard Morena (A) étudieront les liens entre crise politique et crise rurale au Maghreb. A partir d'observations de terrains faites sur le mode monographique, ils tenteront de saisir ce qui fait la spécificité du rapport qu'entretient le monde rural tunisien au politique en fonction des éléments particuliers de la crise rurale observable en ces lieux. L'enjeu de cette démarche est de dépasser la lecture dichotomique de ce monde, présenté tantôt comme déclencheur des grandes révoltes nationales, tantôt comme un modèle de quiétisme et de subordination. Enfin, Françoise Plet s'intéressera aux crises alimentaires récentes et leurs composantes socio-spatiales en explorant à la fois l'échelle globale et l'échelle locale.

Programme 2. Nouvelles formes de « gouvernance » et gestion durable des territoires : développement local, rural-urbain, innovations sociales

Les recherches développées dans ce programme porteront l'accent sur les modalités et le déploiement de nouvelles formes de gestion des territoires visant à leur « durabilité », que celles-ci relèvent d'une volonté politique (dans une démarche descendante, *top-down*) ou bien de l'émergence de pratiques innovantes de la part des acteurs locaux (démarche ascendante, *bottom-up*).

En partant du constat d'une insuffisance des travaux sur les lieux où se dessinent et se mettent en œuvre les politiques et les actions visant l'intégration régionale, Alphonse Yapi-Diaou s'intéressera plus spécifiquement aux villes, comme lieux singuliers de portage des stratégies d'intégration macrorégionale. L'idée qui mériterait d'être testée à travers une comparaison internationale est que les villes ont un rôle de premier plan de par leur statut, leur nature et les fonctions multiples qu'elles assument à l'échelle des pays à intégrer.

La question des rapports entre le rural et l'urbain occupe une place centrale. Elle sera appréhendée par plusieurs chercheurs, à la fois sous l'angle des formes de coopération existantes (historiques) ou en construction entre ces deux « milieux » et sous l'angle des facteurs de l'émergence d'une conscience nouvelle de la Ville pour son environnement rural qui n'est plus considéré comme une réserve foncière, mais comme une ressource à protéger. Dans le cadre général d'une recherche collective sur la ville vue comme un espace de valorisation des produits des terroirs, Aline Brochot s'intéressera plus spécialement aux rapports de dépendance et d'intérêt mutuels entre les agriculteurs et les restaurateurs dans un espace soumis à de très fortes pressions urbaines, la métropole « azurienne ». A l'articulation de l'économique et du social, Kenjiro Muramatsu (post-doctorant) et Nicole Mathieu proposent d'interroger les usages de l'agriculture, notamment en milieu périurbain, comme facteur de maintien du lien social et d'autonomisation d'individus en situation de vulnérabilité

Les politiques engagées par la Ville pour assurer sa durabilité, aussi bien en termes écologiques qu'économiques ou sociaux seront aussi examinées dans une dimension plus prospective et à une échelle encore peu étudiée, celle des Villes Capitales. A partir de l'exemple des actions menées par les capitales européennes sous le sceau du développement durable, Nicole Mathieu et Pascal Grouiez (A) proposent d'analyser les enjeux sous-jacents à la mise en œuvre de telles politiques et les conditions de l'évolution de ces grandes métropoles vers ce qu'il est désormais convenu d'appeler la « ville durable ». Menée au sein d'un consortium européen, cette recherche comparative vise d'une part à faire des avancées heuristiques dans l'analyse de phénomènes complexes et systémiques et d'autre part à favoriser la construction d'un réseau européen de recherche-action (une analyse comparative de Paris, de Budapest et de Dublin est déjà en place, à laquelle s'ajouteront Helsinki et Moscou). Un autre projet mobilisant Nicole Mathieu et Mohamed-Raouf Saïdi (A) se propose d'étudier le rapport à la ville qu'entretiennent les jeunes en France et au Maghreb en partant de l'hypothèse que les représentations positives ou négatives des lieux agissent comme des miroirs réfléchissants dont les polarités peuvent s'inverser. Le but des enquêtes de terrain est de cerner les effets possibles de ces inversions sur le développement durable et le vivre ensemble sur les deux rives de la Méditerranée.

Toujours à l'échelle d'analyse de la ville, Aline Brochot, en collaboration avec Joëlle Salomon Cavin, chercheuse de l'Université de Lausanne, propose d'étudier de façon comparative les conditions du maintien d'une agriculture « urbaine » au sein des zones métropolitaines de Paris et de Genève. La région Ile-de-France et le canton de Genève ont en effet initié des politiques spécifiquement dédiées à la valorisation de leurs espaces agricoles (tout comme d'autres grandes villes européennes comme Milan et son « district agricole »). Il s'agira d'analyser les ressorts et les attendus de la mise en place de ces politiques qui marquent un véritable retournement dans la façon de considérer l'espace agricole par la Ville. Il s'agira aussi d'établir les termes d'une nouvelle relation entre les acteurs de la ville et de l'agriculture, non plus basée sur des rapports de domination, mais de coopération et de réciprocité.

Une autre question importante intéresse les chercheurs de l'axe, celle des formes de mobilisation des acteurs des territoires et des stratégies mises en œuvre en vue d'assurer un développement équilibré.

La filière viticole française, soumise à des pressions globales extrêmement fortes – concurrence des nouveaux pays producteurs, mise en œuvre de modes de régulation de la production par l'UE (Organisation Commune du Marché du vin), transformation de la demande... – a du trouver de nouvelles formes de valorisation pour pallier les effets négatifs de la « mondialisation » de la production et du retrait relatif de la consommation en Europe. Une des voies choisies a été celle de la valorisation et de la patrimonialisation des paysages viticoles. En prolongement de ses recherches sur les sites viticoles du Patrimoine mondial de l'Unesco, Aline Brochot analysera d'une part les motivations et les enjeux qui sous-tendent la labellisation et, d'autre part, les effets que celle-ci comporte pour le territoire, notamment dans la mise en place d'une forme de gouvernance adaptée à son nouveau statut patrimonial. Françoise Plet, quant à elle, poursuivra ses recherches sur la vitiviniculture en Hongrie à travers l'interprétation diachronique des différentes phases de la privatisation et de ses effets socioéconomiques sur un territoire bien défini par l'aire d'appellation d'origine.

L'opération *L'offre de plateaux de tournage en Seine Saint-Denis : levier de développement territorial, économique et culturel pour le territoire* financé par la Maison des Sciences de l'Homme de Paris Nord auquel participe Nicole Azoulay vise à clarifier les éléments de structuration industrielle et territoriale de lieux qui devraient s'inscrire dans un vaste pôle d'excellence autour de l'image et de la création. L'analyse macroéconomique, institutionnelle et organisationnelle sera prolongée par l'étude des déterminants locaux en matière de gouvernance territoriale et de jeux stratégiques des acteurs économiques et politiques impliqués dans ce projet.

Deux recherches-actions portent plus explicitement sur les acteurs syndicaux en Europe, dans l'objectif de déboucher sur des propositions concrètes. Ainsi, Thomas Lamarche souhaiterait prolonger sa réflexion sur les *Nouvelles figures de la performance à l'école et dans les services publics*. En partant de la question de la mesure qui concerne les biens immatériels, le travail intellectuel et les compétences, cette réflexion déconstruit les modalités d'évaluation issues d'une pensée organisationnelle trop centrée sur la performance pour déboucher sur une analyse sociétale donnant une place importante aux acteurs sociaux tels que les syndicats. Alors que son étude est centrée sur la France, celle de Yorgos Rizopoulos intitulée *Formes contemporaines de l'économie sociale* vise à former les cadres syndicaux de la Confédération Générale des Travailleurs Grecs aux principes et pratiques de l'économie sociale et solidaire.

Synthèse des opérations de recherche en cours et en projet de l'axe 1 (par ordre alphabétique de responsable scientifique)

Fiches des opérations en cours

p. 31

- L'offre de plateaux de tournage en Seine Saint-Denis : levier de développement territorial, économique et culturel pour le territoire ? / Nicole Azoulay
- Séminaire « Les Battements du temps » / Nicole Azoulay
- Traduction et présentation générale de l'ouvrage de Karl Polanyi, *The Livelihood of Man* / Bernard Chavance
- Stratégies territoriales des firmes agro-industrielles et base d'informations sur les agro-industries / Françoise Plet
- Justice et Développement / Andrée Kartchevsky
- Le rôle sociétal de l'entreprise en Europe du XIXe au XXIe siècle : science, technique, industrie / Petia Koleva
- Gestion durable des territoires, développement local et solidaire et Séminaire euro-méditerranéen de recherches en sciences sociales / Nicole Mathieu
- Usage de l'agriculture dans le social : économie de la vulnérabilité / Nicole Mathieu
- Dynamiques socio-spatiales au sein du vignoble de Tokaj (Hongrie) / Françoise Plet
- Risque alimentaire, espace et sociétés / Françoise Plet
- Formes contemporaines de l'économie sociale / Yorgos Rizopoulos

Fiches des opérations en projet

p. 43

- La ville : espace de valorisation des produits des terroirs / Aline Brochot
- Labellisation et patrimonialisation des territoires viticoles : enjeux, effets locaux, gouvernance / Aline Brochot
- Les politiques urbaines de l'agriculture : Paris, Genève / Aline Brochot
- Patrimoine mondial et développement durable : analyse critique de la politique des Paysages culturels de l'Unesco / Aline Brochot
- Réorganisation euro-méditerranéenne de la filière énergie (dans le cadre du projet DynaAP-Europe) / Petia Koleva
- MAJDE : Jeunes en Algérie, au Maroc et en Tunisie : un avenir durable sur les deux rives de la Méditerranée ? / Jean-Paul Billaud
- Stratégies de localisation du patrimoine immobilier et pratiques de ségrégation territoriale (Cas d'études dans les sociétés balkaniques) / Jean-Paul Billaud

Fiches des opérations en cours

L'offre de plateaux de tournage en Seine Saint-Denis, levier de développement territorial, économique et culturel pour le territoire ?

Responsable scientifique du laboratoire : Nicole Azoulay

Financement contractuel :

Maison des Sciences de l'Homme, Paris Nord

Partenaires institutionnels :

MSH Paris Nord, LabSIC, CRESC

Responsables scientifiques du contrat :

Yolande Combès (LabSic paris 13), Olivier Weinstein (CEPN Paris 13)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Cette étude vise à clarifier les éléments de structuration industrielle et territoriale des lieux de tournage du cinéma et de l'audiovisuel sur la Plaine Commune et Saint-Ouen, lieu où est prévu l'inscription d'un vaste pôle d'excellence autour de l'image et de la création. De ce fait seront analysées à partir d'une enquête auprès des entreprises impliquées sur le territoire considéré, les importantes mutations intervenant au niveau des structures financières, des structures de marché (concentration oligopolistique et réseaux), de l'organisation de la production et du rôle des institutions et de la réglementation du cinéma et de l'audiovisuel. Ce niveau d'analyse, à la fois macro-économique, institutionnel et organisationnel sera prolongé par l'étude des déterminants locaux en matière de gouvernance territoriale et de jeux stratégiques des acteurs économiques et politiques impliqués dans ce projet.

Etat d'avancement/Résultats :

Une première journée d'étude a été organisée le 5 juin 2012 sur « les territoires de la créativité » au sein de la MSH Paris Nord qui faisait le point, au travers des différentes interventions, sur le cluster du cinéma et de l'image en Seine Saint Denis. Dans ce cadre, Olivier Weinstein et moi-même avons traité la question des « structures productives et clusters ; le cinéma dans les mutations globales ».

Publications et/ou valorisation :

Sont prévus :

- 1/ Une journée d'études avec les professionnels de l'image et du cinéma en janvier 2013
- 2/ Un colloque scientifique en juin 2013 sur « les territoires des industries de l'image et du cinéma »
- 3/ Une publication eds actes du colloque

Séminaire « Les Battements du temps »

Responsable scientifique du laboratoire : Nicole Azoulay

Financement contractuel :

Centre d'Etudes du Vivant, Université Paris Diderot

Partenaires institutionnels :

CEV, IHP, LADYSS (liste en cours)

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Ouvert

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Le Centre d'études du Vivant est une équipe de recherche de l'Institut des Humanités de Paris, composante de l'université Paris Diderot. Le séminaire « Les Battements du Temps » explore à travers des regards croisés

venant des différentes disciplines, la temporalité, la durée, l'évolution, le rythme, le tempo, au cœur de nos représentations de l'univers, du monde vivant et de l'expérience humaine.

En tant que membre économiste du directoire du Centre d'études du Vivant, je traiterai la thématique « le temps de l'analyse économique » à travers l'examen de la relation entre temps historique et temps logique dans le champ de l'analyse économique contemporaine.

Ce séminaire, inscrit dans la pluridisciplinarité introduit le débat à partir de la contribution d'un discutant d'une autre discipline.

Etat d'avancement :

En cours

Résultats :

Attendus pour février 2013

Publications et/ou valorisation :

En cours

**Traduction et présentation générale de l'ouvrage de Karl Polanyi,
*The Livelihood of Man***

Responsable scientifique du laboratoire : **Bernard Chavance**

Financement contractuel :

Demande d'aide à publication au Centre National du Livre (CNL)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Traduction, histoire de la pensée dans les sciences sociales.

L'objectif est de mettre à disposition des lecteurs francophones un ouvrage essentiel mais peu connu de Karl Polanyi, qui est un livre inachevé de l'auteur, publié de manière posthume aux USA en 1977. *La subsistance de l'homme* comporte deux parties : dans la première l'auteur revient sur des concepts fondamentaux de son approche, notamment la distinction entre économie substantielle et économie formelle, et la "triade catalactique" (commerce-monnaie-marché), dans la seconde il étudie les sociétés "archaïques" (essentiellement la Grèce antique) sous le rapport des "éléments de marché" et des "usages de la monnaie". L'ouvrage doit comporter un index détaillé des matières et des auteurs (plus précis que dans l'édition originale américaine). Une introduction générale à l'ouvrage et à l'oeuvre de K. Polanyi doit compléter l'ouvrage.

Etat d'avancement/Résultats :

Remise du manuscrit final en juin 2011

Publications et/ou valorisation :

OS – Chapitres d'ouvrages scientifiques

Chavance, B., 2011. Traduction et présentation de l'ouvrage de Karl Polanyi, *La Subsistance de l'homme*, Paris, Flammarion.

**Stratégies territoriales des firmes agro-industrielles et base d'informations
sur les agro-industries**

Responsable scientifique du laboratoire : **Françoise Plet**

Financement contractuel :

Aucun

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Doctorants et autres chercheurs

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Observation permanente des systèmes agro-industriels dans le monde, et mise en évidence des évolutions et des stratégies territoriales.

Le travail de veille, d'enrichissement et de mise à jour de la *Base d'informations sur les agro-industries* sera poursuivi. Il s'agit d'un travail de fond qui forme le cœur de mon entreprise de recherche. J'attache une grande valeur à cette démarche, laquelle bien que spécifique dans sa gestion, son suivi, et ses productions, se rattache à l'idée d'observation permanente qui caractérise une partie des activités du LADYSS. La veille est en effet à la fois un outil précieux tant pour la découverte de nouvelles questions de recherche qui ne figurent pas dans les *agendas* des Ministères, de l'Union européenne ou du CNRS, que comme point de départ d'enquêtes et de recherches ciblées. C'est ce travail récurrent qui forme un socle permettant d'aborder à la fois des analyses globales, des analyses sectorielles, des analyses nationales et locales, sur des points très variés du système agro-industriel. Il représente également un patrimoine de données à disposition des chercheurs du laboratoire, et d'autres chercheurs.

Etat d'avancement

Travail, par définition, indéfiniment en cours. Il compte actuellement des fichiers numériques de notes sur les établissements et entreprises de France d'une part, du monde d'autre part, leurs politiques et leurs activités ; un fichier thématique par nature d'activité agricole, rurale, agro-industrielle et par produit ; un fichier diachronique des grands événements ayant des influences potentielles sur les agro-industries ; un fichier par pays des questions agricoles et alimentaires de nature nationale, et divers autres fichiers sur des thématiques telles le lait, le vin, la brasserie, les semences... + un ensemble de fiches papier antérieures à 1990. Le tout représente plusieurs milliers de pages, consultables sur demande.

Publications et/ou valorisation :**OS – Chapitres d'ouvrages scientifiques**

Plet, F. (E), 2010. Chine : une révolution alimentaire ?, in Bué, A., Plet, F. (Eds), *Alimentation, environnement et santé : Pour un droit à l'alimentation*, Paris, Ellipses, 253-270.

OS – Chapitres d'ouvrages scientifiques

Plet, F. (E), 2009. Articles « acides gras », « agropole », « algues - alginates », « alicament », « allégations nutritionnelles », « arbovirus », « bière », « bifidus », « Josué de Castro », « complément alimentaire », « corps gras », « Danone », « ebolavirus », « fièvre catharrale ovine », « foires et salons », « *Les glaneurs et la glaneuse* », « graisses », « HOD », « jardins », « marchés », « nutrition médicale », « MIN », « omega3 », « omega6 », « pôles d'excellence rurale », « prébiotiques », « probiotiques », « technopôle », in *Nourrir les hommes : un dictionnaire*, Neuilly, Atlande.

DO – Directions d'ouvrages ou de revues

Bué, A., Plet, F. (E) (Eds), 2010. *Alimentation, environnement et santé, pour un droit à l'alimentation*, Paris, Ellipses.

C-INV – Conférences données à l'invitation du Comité d'organisation dans un congrès national ou international

Plet F., 2011. Les risques alimentaires : leur gestion par les entreprises de transformation et distribution. Conférence invitée au Centre d'étude de la coopération internationale et du développement, Université libre de Bruxelles, 26 avril.

C-COM – Communications orales sans actes dans un congrès international ou national

Plet, F., 2010. État des lieux sur la région de Tokaj après vingt ans de privatisations. Communication au séminaire commun de la Coopération franco-hongroise *Consommations durables*, Paris, octobre.

Plet, F., 2010. Questions vives en termes de consommations d'espace en Hongrie. Communication au séminaire commun de la Coopération franco-hongroise *Consommations durables*, Budapest, juin.

Interactions avec l'environnement social, économique et culturel**Conférences et débats grand public**

Plet, F., 2009. Présentation de Jean Ziegler, cérémonie de doctorat *honoris causa* attribué à Jean Ziegler, Université de Paris 8, 17 janvier.

Plet, F., 2008. Les industries alimentaires et la santé, conférence aux lycées de Seine-Saint-Denis.

Plet, F., 2008. Participation à la table ronde « Notre alimentation présente-t-elle des risques pour notre santé », *Terre en Tête - Biennale de l'environnement*, Conseil général de Seine-Saint-Denis, Bobigny, septembre.

Interactions avec l'environnement social, économique et culturel

Émissions radiophoniques

Plet, F., 2009. Participation à l'émission *Planète Terre* de Sylvain Kahn, *France Culture*, 14 janvier.

Rayonnement et attractivité académiques

Organisation de colloques

Bué, A., Plet, F., 2008. Organisation et responsabilité scientifique du colloque international *Alimentation, environnement et santé, l'actualité de la pensée et de l'œuvre de Josué de Castro*, Université Paris 8, Ladyss, 15-17 janvier 2009.

Justice et Développement

Responsable scientifique du laboratoire : **Andrée Kartchevsky**

Financement contractuel :

Aucun

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Si l'analyse économique parle plus volontiers de bien être et d'équité, c'est la justice sociale qui intéresse l'économie.

La question centrale du projet en cours est alors : allons-nous vers une éthique globale ou bien l'internationalisation des normes de justice est-elle le simple produit des rapports de force entre nations ?

D'une certaine manière, ces normes n'existent pas plus que la justice elle-même ; elles sont au mieux un idéal-type régulateur de l'action des hommes ; dès lors leur constitution ne peut être qu'un travail collectif. Le facteur le plus critique consiste en l'inégalité de fait entre les acteurs tant collectifs qu'individuels. Cette inégalité s'est creusée avec l'avènement d'instances internationales qui supplantent les Etats et leurs attributs. On peut même supposer que l'internationalisation du développement n'a pas tant fait progresser vers la justice qu'elle n'a développé les bases d'une inégalité accrue encore plus injuste.

Deux questions conjointes se posent : celle de la définition (absolue) du bien et du juste, et celle des relations entre bien et juste, du moins telle que l'analyse la science économique. D'autant que l'internationalisation des transactions marchandes accentue l'écart entre ce qui est « bien » et ce qui est « juste ».

La difficulté résulte du fait que ce qui est recherché, c'est l'intégration d'un universel au sens d'une intransigeance absolue valide pour tout un chacun, et l'international au sens d'une diffusion spatiale au sein de laquelle des conventions et des accords tant économiques, politiques que juridiques entre nations sont admis et reconnus.

Les normes internationales ne pourront être admises qu'à partir du moment où les institutions ainsi que les modes de prises de décision seront démocratisés. Cette démocratisation est le seul moyen de légitimer les normes internationales de justice.

A cet égard, le scientifique et/ou l'expert ne pouvant plus se parer de neutralité par rapport à l'éthique et le politique (ce dernier étant l'expression de nos conceptions de la justice), il faut donc des lieux d'autorité en un sens nouveau : garantie de la qualité des informations, de la solidité des savoirs et de la sincérité de leur interprétation, d'une discipline collective de recherche de diagnostics partagés.

Ce programme permet de rassembler des travaux faisant les liens entre bien et juste en passant par l'équité, ainsi que des approches particulières de problématiques appliquées au(x) développement(s).

Etat d'avancement/Résultats :

En cours

Publications et/ou valorisation :

En cours

Le rôle sociétal de l'entreprise en Europe du XIXe au XXIe siècle : science, technique, industrie

Responsable scientifique du laboratoire : **Petia Koleva**

Financement contractuel :

Projet Paris Diderot

Partenaires institutionnels :

ICT (Paris Diderot), SPHERE (Paris Diderot)

Responsable scientifique du contrat :

Petia Koleva

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Bernard Chavance, Eric Magnin, Thomas Lamarche, Yorgos Rizopoulos, Christian du Tertre

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Le projet vise à mettre en perspective historique et interdisciplinaire le rôle sociétal de l'entreprise, en Europe et à ses marges, en étudiant son évolution et ses formes du XIXe siècle à nos jours. Par sociétal, nous entendons les relations de l'entreprise avec les parties prenantes internes et externes ainsi que sa prise en charge des enjeux environnementaux et sa contribution à l'identité et à l'attractivité des territoires. Les thèmes étudiés concernent : le rôle des utopies sociales et industrielles, la figure sociale et politique de l'entrepreneur, mais aussi les figures parfois concurrentes de l'inventeur et du savant, ainsi que les pratiques solidaires et la contribution de la RSE (Responsabilité Sociale de l'Entreprise) à l'émergence d'un nouveau compromis à l'heure du développement durable.

La méthodologie combine recherches documentaires (archives d'entreprises et d'institutions publiques depuis le XIXe siècle) et études de terrain. Un workshop "Pratiques et défis de l'entreprise sociale" sera organisé en septembre 2012 avec pour objectifs de : 1/ Initier un échange sur les définitions et les pratiques des *entreprises sociales* dans une perspective pluridisciplinaire, comparative et internationale, en s'interrogeant à la fois sur leurs formes historiques et actuelles; 2/ Identifier les « territoires pertinents de l'action » et soulever les difficultés que ce type d'entreprise doit affronter actuellement du point de vue institutionnel et organisationnel; 3/ Étudier l'accueil de ces pratiques par des groupes sociaux spécifiques (organisations syndicales, collectivités territoriales...). En outre, un colloque de clôture du projet est prévu en novembre 2012.

Etat d'avancement/Résultats :

Des journées d'étude sont organisées le 26 et 27 septembre 2012 avec la participation d'une dizaine de spécialistes internationaux.

Publications et/ou valorisation :

En cours

Gestion durable des territoires, développement local et solidaire et Séminaire euro-méditerranéen de recherches en sciences sociales.

Responsable scientifique du laboratoire : **Nicole Mathieu**

Financement contractuel :

- **2005-2008** : Contrat de coopération Haut Conseil Franco-Algérien de l'Enseignement et de la Recherche, Ministère des Affaires étrangères en France, Ministère de l'Enseignement et de la Recherche en Algérie ;
- **2007-2011** : CMEP-PHC TASSILI (Code n° 08MDU 738) ;
- **2009 ...** : AAP CPU/IRD.

Partenaires institutionnels :

Université de Haute-Alsace, Mulhouse (porteurs du projet de coopération) ;
Mouloud-Mammeri, Tizi-Ouzou, Algérie (porteurs du projet de coopération) ;

CRESS (équipe d'accueil, université M.-Bloch, Strasbourg) ;
 UMR GSPE PRISME (université R.-Schuman, Strasbourg, UMR 7012) associée à la MISHA (Maison interuniversitaire des sciences de l'homme, Alsace) ;
 BETA université L.-Pasteur, Strasbourg ;
 UMR 8019 CLERSé de l'Université des Sciences et technologies de Lille I.

Responsables scientifiques du contrat :

Josiane Ritz-Stoessel (Université de Haute Alsace) et Malika Ahmed Zaid Chertouk (Université de Tizi-Ouzou) ;
 Pour le LADYSS : Jean-Paul Billaud, Michel Streith

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Michel Streith, Mohamed Raouf Saïdi (A)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Plusieurs défis sont à l'origine de ce projet :

- Construire une relation enseignement/recherche au plus haut niveau de réciprocité ;
- Exprimer la possibilité d'une confrontation des savoirs de spécialistes du Sud et du Nord sur un objet commun de recherche et sur la base d'une stricte égalité ;
- Affronter la thématique « nouvelle » du Développement Durable en l'articulant avec celle « ancienne » du développement local et solidaire dans une démarche interdisciplinaire heuristique soucieuse des spécificités locales et culturelles des territoires (des milieux) étudiés ;
- Mettre l'accent sur l'intervention de méthodologies adaptées à la complexité de la question en privilégiant un travail d'observation et de recherches empiriques réalisées à partir de points de vues, de disciplines (économie, sociologie, géographie et droit) et d'échelles différentes et complémentaires
- Inscrire cette recherche dans le long terme d'un double point de vue : celui d'une construction continue d'une coopération universitaire et d'échanges scientifiques avec l'Université de Tizi-Ouzou ; celui de la démarche prospective dans laquelle est centrale la question du comment articuler le devenir social et le pilier environnemental dans le futur, en particulier pour les jeunes.

Concrètement, il s'agissait :

i) du point de vue de l'enseignement, d'impulser un travail collectif en vue de l'accompagnement d'un Master sur le thème « Gestion durable des territoires, développement local et solidaire », ce qui s'est traduit par la mise en place de séminaires méthodologiques, mêlant des enseignants-chercheurs, des doctorants et des jeunes chercheurs algériens et français ;

ii) du point de vue de la recherche, de s'approprier la problématique de recherche, choix de terrains spécifiques, enquêtes exploratoires, mêlant également des chercheurs seniors et des jeunes chercheurs.

Etat d'avancement

L'objectif initial : accompagner la réalisation d'un Master Ingénierie territoriale à l'Université de Tizi-Ouzou a été atteint et le Master ouvert en 2011-2012.

Le programme Tassili s'est achevé au 31 août 2011 (cf. Bilan Final années 2008-2009)

Ces deux programmes ont débouché sur la mise en place d'un **séminaire euro-méditerranéen de recherche en sciences sociales**, consortium universitaire soutenu par la CPU et l'IRD (1 séminaire par an)¹¹. La faisabilité de transformation de ce séminaire en un laboratoire euro-méditerranéen de sciences sociales est à l'étude.

Résultats :

Missions et enquêtes de terrain ; Participation à séminaires et colloques ; Encadrement de doctorant et de magistérants ; Enseignant invité (MR Saïdi, 2 mois, décembre 2010, février 2011) à l'université de Béjaïa ; Organisation de deux journées à l'UMR Ladyss 2-3 Février 2010 ; Gestion durable des territoires, développement local et solidaire en Kabylie (en collaboration avec Raouf Saïdi) Université de Nanterre avec la participation de Josiane Stoessel, Maurice Blanc, Francis Kern de l'UHA de Strasbourg.

Publications et/ou valorisation :

¹¹ Construit autour d'un premier noyau alsacien (le Gspe-Cnrs, le Béta-Cnrs et le Cress des universités de Strasbourg et de Mulhouse), il s'est élargi à d'autres partenaires institutionnels (le Ladyss-Cnrs des universités de Paris 1 et Paris 10 ; le Clersé-Cnrs de l'université de Lille 1). Suite au travail d'animation scientifique dans le cadre de la coopération franco-algérienne, ce partenariat s'est concrétisé sur la rive sud de la Méditerranée, d'abord en relation avec les universités en Algérie (université de Tizi-Ouzou, université de Béjaïa et université de Sétif), avant de s'élargir à d'autres partenariats au Maroc (université de Marrakech, université d'Agadir) et, dans le cas présent, vers la Tunisie (université de Tunis). D'autres chercheurs se sont joints à ce projet à titre personnel, P. Lalli (Université de Bologne) ; J. Foucart (Haute-Ecole en travail social de Charleroi) et T. Storrie (Newcastle). Cette initiative est coordonnée par J. Stoessel-Ritz.

DO – Directions d'ouvrages ou de revues

Stoessel-Ritz, J., Blanc, M., Mathieu, N. (E) (Eds), 2012. *Développement durable, communautés et sociétés. Dynamiques socio-anthropologiques*, Bruxelles, Peter Lang.

OS – Chapitres d'ouvrages scientifiques

Mathieu, N. (E), 2012. L'utopie du développement durable et la recherche urbaine. De nouvelles pistes théoriques et méthodologiques, in Stoessel-Ritz, J., Blanc, M., Mathieu, N. (Eds), *Développement durable, communautés et sociétés. Dynamiques socio-anthropologiques*, Bruxelles, Peter Lang, 215-236.

C-INV – Conférences données à l'invitation du Comité d'organisation dans un congrès national ou international

Mathieu, N., (E), 2011. Solidarités et innovations sociales, confrontation d'expériences au Sud et au Nord (avec Raouf Saïdi), Controverses : Innovation/innovation sociale ?, et Espace local et dynamiques d'action, présidence des séances « Innovation sociale et société civile » et « Innovation, réseaux sociaux, échanges et apprentissages ». 3^e colloque euroméditerranéen en sciences sociales et interdisciplinarité *Développement durable, Innovation sociale et Société civile*, Université Cadi Ayyad de Marrakech, 30 novembre-2 décembre.

C-INV – Conférences données à l'invitation du Comité d'organisation dans un congrès national ou international

Mathieu, N. (E), 2010. Engagements individuels, engagements collectifs dans les projets de développement durable. Conférence au colloque international *Développement durable, projets et engagements*, Campus Aboudaou, Université de Béjaïa, 8-9 novembre.

C-INV – Conférences données à l'invitation du Comité d'organisation dans un congrès national ou international

Mathieu, N. (E), 2010. Développement durable et Sociétés : quelles connaissances, quelles perspectives ? et La ville durable, comme objet heuristique de recherche. Conférences au colloque international *Développement durable, Communautés et Sociétés*, Campus Fonderie Mulhouse, 16-18 juin.

C-INV – Conférences données à l'invitation du Comité d'organisation dans un congrès national ou international

Mathieu, N. (E), 2009. Retour réflexif sur ma démarche de recherche : entre critique des systèmes d'interprétation et théorisation par le récit du changement social. Communication au séminaire euro-méditerranéen de recherche en sciences sociales et de formation à la recherche interdisciplinaire *1^{ère} rencontre Développement durable : regards croisés*, Université Abderrahmane Mira de Bejaïa, Algérie, 9-10 novembre.

C-INV – Conférences données à l'invitation du Comité d'organisation dans un congrès national ou international

Mathieu, N. (E), 2008. Propositions méthodologiques. Communication au colloque franco algérien, Séminaire de recherche des équipes partenaires du Programme Tassili *Gestion durable des territoires, développement local et solidaire*, Strasbourg, MSH, 15 octobre.

C-COM – Communications orales sans actes dans un congrès international ou national

Mathieu, N. (E), Saïdi, M.R. (C), 2012. Communication au 4^{ème} *Séminaire euro-méditerranéen en sciences sociales et interdisciplinarité* « Développement durable, citoyenneté et société civile », IRMC, Université de Tunis, 29-30 avril.

Saïdi, M.R. (C), 2011. La « société civile » en France et dans le Maghreb, quelle homologie ? Une réflexion critique. Communication au *colloque euro-méditerranéen en Sciences sociales et Interdisciplinarité* « Développement durable et Lien social », Faculté des sciences juridiques économiques et sociales de Marrakech, 1^{er} et 2 décembre.

Mathieu, N. (E), 2011. L'innovation sociale comme processus de changement déstabilisant : illusions et malentendus à propos du développement durable. Communication au 3^{ème} *Séminaire euro-méditerranéen en sciences sociales et interdisciplinarité* « Développement durable, Innovation sociale et Société civile », 30 novembre-2 décembre, Université C.Ayyad, Marrakech (Maroc).

Saïdi, M.R. (C), 2011. L'appropriation communautaire de la forêt « domaniale » : réflexions autour d'une hystérésis. Cas particulier des Ait-Abbas (Haut-Atlas, Maroc). Communication au *Colloque SHS- Méditerranée*

« Appropriation des ressources naturelles et patrimoniales : compétitions et droits d'accès en Méditerranée », 28-30 novembre, Beyrouth, Liban.

Saïdi, M.R. (C), 2011. L'organisation sociale et spatiale du travail dans les familles paysannes, modalités et principes fondateurs (Tunisie-Maroc). Communication au Séminaire « Travail, famille et mobilités sociales dans le monde rural 15-21^e siècles », Rennes, 19-20 mai.

Saïdi, M.R. (C), 2011. Précarité et solidarité à Sidi Bouzid. Mise en regard du « temps long » et de « l'évènement ». Communication, 16-18 mai.

Mathieu, N. (E), 2010. Développement durable, approche interdisciplinaire : hypothèses de recherche et méthodologie. Communication au 2^{ème} Séminaire euro-méditerranéen en sciences sociales et interdisciplinarité, 10-11 novembre, Université A. Mira de Béjaïa, Algérie.

Saïdi, R. (C), 2010. Quelles solidarités en situation d'incertitude ? Considérations autour du cas des Ait Abbas. Communication au colloque Développement durable, Projets et Engagements, Béjaïa, 8-9 novembre.

Saïdi, R. (C), 2010. Exploration de la petite paysannerie maghrébine, Paul Pascon sur les pistes d'A. Tchayanov. Communication aux journées d'études Alexandre Čaânov (Tchayanov), la paysannerie, l'économie domestique et les sciences humaines, Maison René-Ginouès, Nanterre, 22-23 octobre.

Saïdi, R. (C), 2010. Le fait associatif à l'épreuve de la dynamique sociale. Étude de cas dans la région de Skoura (Moyen Atlas, Maroc). Communication au séminaire Développement durable, Communauté et Sociétés, faculté des sciences économiques, sociales et juridiques, Mulhouse, 16-18 juin.

Mathieu, N. (E), 2009. Constructing an interdisciplinary concept of sustainable urban milieu. Communication à la 2009 Compass Interdisciplinary Virtual Conference, 29 octobre.

Saïdi, M.R. (C), 2009. Commerce frontalier illégal à Fériana : la dynamique locale au défi des logiques nationales et globales. Communication au colloque Les faits et les effets de la mondialisation : La Sociologie et ses frontières, Faculté des Sciences et Techniques, Mohammedia, Maroc, 24-26 juin.

C-ACTI – Communications avec actes dans un congrès international

En gras, production considérée comme de rang A : article long dans un congrès international à comité de sélection considéré comme sélectif par la communauté

Stoessel-Ritz, J., Mathieu, N. (E), 2009. Modernisation des systèmes productifs en agriculture et vulnérabilités des travailleurs en milieu rural, in Actes du colloque CIES O2, Santé et sécurité au Travail, développement et Mondialisation, Université de Bejaia, 6-7 juin, 55-64.

Rayonnement et attractivités académiques

Organisation et animation de séminaire

Equipe française et équipe algérienne, 2009. Co-organisation de Séminaire avec le soutien de l'université de Tizi Ouzou, Tizi Ouzou, 4 novembre.

Equipe française et équipe algérienne, 2009. Co-organisation avec le soutien de l'université de Béjaïa du Séminaire, Développement durable et lien social, Béjaïa, 4 juin.

Usage de l'agriculture dans le social : économie de la vulnérabilité

Responsable scientifique du laboratoire : **Nicole Mathieu**

Financement contractuel :

Research Fellow of the Japan Society for the Promotion of Science (JSPS) (2011-2014)

Partenaires institutionnels :

SEED (Université de Liège, Belgique)

Responsables scientifiques du contrat :

Atsushi Miura (Professeur à l'Université de Saitama, Japon)

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Kenjiro Muramatsu (Post-doctorant), Michel Streith, Aline Bochet, Mohamed Raouf Saïdi (A)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Objectifs : Réinterroger les politiques et les usages de l'agriculture dans le social comme économie de la vulnérabilité. Comprendre le sens de l'autonomie requise et la modalité possible du lien social dans cette économie.

Méthodologie : lecture généalogique des discours philosophiques et politiques sur le thème de la vulnérabilité, associée à l'observation participante des pratiques des acteurs sur des sites d'action.

Etat d'avancement

Deux enquêtes effectuées et closes dans le cadre d'une thèse défendue en juin 2012 (voir infra). Il s'agit du Centre pour la Création de la Vie agri-rurale (Toyota, Japon), et de l'Entreprise de Formation par le Travail Ferme Delsamme (La Louvière, Belgique). Depuis juillet 2012, d'autres enquêtes de terrain sont poursuivies au Japon (déploiement du modèle de l'agriculture de type Ikigai) et en Europe (développement des jardins collectifs en France et en Belgique).

Résultats (provisoires):

Mise en évidence de « compétences d'agir » chez les acteurs de terrain (opérateurs et usagers) telles que celle de compassion et celle d'autonomie sociale, qui sont difficilement mesurables et généralisables au niveau politique.

Publications et/ou valorisation :**ASCL – Articles dans des revues sans comité de lecture**

Muramatsu, K., 2011. Dispositif d'insertion par le maraîchage biologique. Épreuve d'une nouvelle gouvernamentalité. *Pensée Plurielle*, 26, 93-109.

Muramatsu, K., 2009. Action publique locale pour un bien commun : le cas de la politique de l' « Agriculture de type Ikigai » dans le Projet Nô-Life de la Ville de Toyota (Japon). *Cahier du CRESS*, 10, 42-56.

OS – Chapitres d'ouvrages scientifiques

Muramatsu, K., 2012. Dispositif d'insertion par le maraîchage biologique. A la recherche d'un "social durable", in Stoessel-Ritz, J., Blanc, M., Mathieu, N. (Eds.), *Développement durable, communautés et sociétés. Dynamiques socioanthropologiques*, Bruxelles, Peter Lang, 87-98.

Muramatsu, K., 2011. Pouvoirs publics locaux et intégration des personnes âgées : Le cas de Nô-Life à Toyota, in Amemiya, H. (Ed.), *Du Teikei aux AMAP. Le renouveau de la vente directe de produits fermiers locaux*, Rennes, Presse Universitaire de Rennes, Chapitre 5, 103-112.

C-COM – Communications orales sans actes dans un congrès international ou national

Muramatsu, K., 2012. Usage de l'agriculture dans le social : dispositifs, pratiques et formes d'engagement. Communication au XIXe Congrès International des Sociologues de Langue Française, Rabat, Maroc, 6 Juillet.

TH – Thèses

Muramatsu, K., 2012. *Usage de l'agriculture dans le social : Dispositifs, pratiques et formes d'engagement*. Unpublished doctoral thesis, Université de Liège, Liège, Belgique.

Dynamiques socio-spatiales au sein du vignoble de Tokaj (Hongrie)

Responsable scientifique du laboratoire : Françoise Plet

Financement contractuel :

Aucun

Partenaires institutionnels :

Académie des Sciences de Hongrie – centre de sociologie de Budapest ; centres d'analyse régionale de Székesfehérvár et de Miskolc.

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Etablir le bilan de 20 années de recherches en Hongrie, analysant, mais pas seulement, la Hongrie du nord-est, et la vitiviniculture. La démarche a été celle d'une observation continue (en moyenne un séjour d'une semaine par an) par entretiens sur le terrain, et un suivi de la littérature.

Etat d'avancement

Une considérable documentation actuellement à synthétiser dans un ouvrage et d'autres publications.

Résultats :

Une interprétation diachronique des différentes phases de la privatisation et de ses effets socio-spatiaux depuis 1990 sur un territoire bien défini par l'aire d'appellation d'origine, et son voisinage.

Publications et/ou valorisation :

Un ouvrage en cours

C-COM – Communications orales sans actes dans un congrès international ou national

Plet, F., 2010. État des lieux sur la région de Tokaj après vingt ans de privatisations. Communication au séminaire commun de la Coopération franco-hongroise *Consommations durables*, Paris, octobre.

Plet, F., 2010. Questions vives en termes de consommations d'espace en Hongrie. Communication au séminaire commun de la Coopération franco-hongroise *Consommations durables*, Budapest, juin.

Risque alimentaire, espace et sociétés

Responsable scientifique du laboratoire : Françoise Plet

Financement contractuel :

Aucun

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Alain Bué (A), Philippe Gajewski (IR-ITRF-Ladyss), Sabina Russo (D)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Comprendre les composantes complexes de la question du risque alimentaire, tout particulièrement ses composantes socio-spatiales, du niveau très local au niveau mondial, en espaces urbains comme en espaces ruraux ; promouvoir des recherches pour la connaissance de l'accès à l'alimentation, et des risques plus ou moins grands associés.

Ce thème est en interaction étroite avec le thème " Stratégies territoriales des agro-industries " tout en ne s'y limitant pas. Il concerne les diversités des possibilités d'accès des populations à l'alimentation dans la construction des régimes alimentaires aujourd'hui, et les diverses formes de carences ou de risques. Il implique une coopération avec les épidémiologistes compétents en termes de diététique en vue de formuler et de développer des enquêtes qui associent aux paramètres les plus habituels à la fois des localisations précises, des indications de modes de vie et de lieux de vie, y compris en termes de plus ou moins grande mobilité. La nature des règles d'hygiène, observées ou non selon les catégories sociales, les classes d'âge, en termes d'assemblage (restauration) et de consommation finale, devraient être analysées selon les lieux et les cultures, tout comme les composantes relatives aux systèmes de production agricole, aux transformations agro-industrielles, à la logistique dont les transports, aux environnements (pollutions de toute nature).

On utilise tout particulièrement les crises sanitaires avérées afin d'en définir les contextes.

Etat d'avancement

Actuellement, le travail s'oriente vers une géographie des risques perçus et à leurs effets économiques et sociaux en relation aux risques avérés et à l'importance des populations touchées. Après avoir travaillé les épizooties et zoonoses, et la question alimentaire en général, on s'intéressera plus particulièrement aux pollutions accidentelles ou frauduleuses et aux catastrophes dans la perception du risque alimentaire.

Publications et/ou valorisation :**OS – Chapitres d’ouvrages scientifiques**

Plet, F. (E), 2010. Chine : une révolution alimentaire ?, in Bué, A., Plet, F. (Eds), *Alimentation, environnement et santé : Pour un droit à l’alimentation*, Paris, Ellipses, 253-270.

Plet, F. (E), 2009. Articles « acides gras », « agropole », « algues - alginates », « alicament », « allégations nutritionnelles », « arbovirus », « bière », « bifidus », « Josué de Castro », « complément alimentaire », « corps gras », « Danone », « ebolavirus », « fièvre catharrale ovine », « foires et salons », « *Les glaneurs et la glaneuse* », « graisses », « HOD », « jardins », « marchés », « nutrition médicale », « MIN », « omega3 », « omega6 », « pôles d’excellence rurale », « prébiotiques », « probiotiques », « technopôle », in *Nourrir les hommes : un dictionnaire*, Neuilly, Atlande.

DO – Directions d’ouvrages ou de revues

Bué, A., Plet, F. (E) (Eds), 2010. *Alimentation, environnement et santé, pour un droit à l’alimentation*, Paris, Ellipses.

C-INV – Conférences données à l’invitation du Comité d’organisation dans un congrès national ou international

Plet F., 2011. Les risques alimentaires : leur gestion par les entreprises de transformation et distribution. Conférence invitée au Centre d’étude de la coopération internationale et du développement, Université libre de Bruxelles, 26 avril.

Plet F., 2009. Alimentation et santé. Conférence à l’*Année de la France au Brésil*, UFRJ, Paris 8, Rio de Janeiro, juin.

C-ACTI – Communications avec actes dans un congrès international**A paraître**

En gras, production considérée comme de rang A : article long dans un congrès international à comité de sélection considéré comme sélectif par la communauté

Plet, F., à paraître. Alimentation et santé à Paris 8. In *Actes du colloque des 40 ans de Paris 8 au Brésil, Année de la France au Brésil*, 18-20 juin 2009 UFRJ- Université Fédérale de Rio de Janeiro, Brésil.

Interactions avec l’environnement social, économique et culturel**Conférences et débats grand public**

Plet, F., 2008. Participation à la table ronde « Notre alimentation présente-t-elle des risques pour notre santé », *Terre en Tête - Biennale de l’environnement*, Conseil général de Seine-Saint-Denis, Bobigny, septembre.

Émissions radiophoniques

Plet, F., 2009. Participation à l’émission *Planète Terre* de Sylvain Kahn, *France Culture*, 14 janvier.

TH – Thèses

Russo, P.-S., 2009. *Territoires, institutions et politiques publiques en matière de biotechnologies agricoles. Étude comparée Moyenne Garonne/Emilie Romagne*. Thèse de doctorat en géographie, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, Saint-Denis.

Fane, S., 2009. *Questions foncières et conflits d’usage dans la zone d’influence du barrage de Talo dans la région de Ségou (Mali)*. Thèse de doctorat en géographie, Université de Paris 8 Vincennes Saint-Denis, Saint-Denis.

Formes contemporaines de l’économie sociale

Responsable scientifique du laboratoire : Yorgos Rizopoulos

Financement contractuel :

Confédération Générale des Travailleurs Grecs (GSEE-KANEP)

Partenaires institutionnels :

Confédération Générale des Travailleurs Grecs (GSEE-KANEP)

Responsable scientifique du contrat :

Nikos Paizis (GSEE-KANEP)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Organisation d'échanges scientifiques et participation dans la mise en place d'un programme de formation des cadres syndicaux de cette confédération aux principes et pratiques de l'économie sociale et solidaire. La participation du laboratoire prend la forme de co-organisation de journées d'études et de séminaires filmés et diffusés ensuite comme matériel pédagogique au cours des séances organisées au niveau des organisations syndicales de base.

Etat d'avancement/Résultats :

En cours

Publications et/ou valorisation :

En cours

Fiches des opérations en projet

La ville : espace de valorisation des produits des terroirs

Responsable scientifique du laboratoire : **Aline Brochot**

Financement contractuel :

Région Aquitaine – projet ViValTer

Partenaires institutionnels :

Centre d'Etudes des Mondes Moderne et Contemporain (EA 2958) - Université de Bordeaux 3 (coordination) ; Cermahva (EA 4247) – Université François Rabelais de Tours ; -ADES (UMR 5185) – Université de Bordeaux 3 ; CERHIO (UMR 6258) – Université de Rennes ; ISVV – INRA ; FRAMESPA (UMR 5136) – Université Toulouse 2 ; Institut Ausonius (UMR 5607) – Université Bordeaux 3 ; TELEMME (UMR 6570) – Université de Provence ; LARHA (UMR 5190) – Université Grenoble II ; Laboratoire Chrono-Environnement (UMR 6249) – Université de Franche-Comté ; LER (EA 3728) – Université de Lyon 2 ; Université de Pau et des Pays d'Adour.

Responsable scientifique du contrat :

Corinne Marache, maître de conférences en histoire contemporaine - CEMMC-Université de Bordeaux III

Objectifs et méthodologie ou démarche :

L'objectif général de cette opération est de saisir la multiplicité des enjeux et des acteurs à l'œuvre dans le processus actuel de mise en valeur des produits des terroirs en centrant l'analyse sur la ville (du bourg à la capitale provinciale) comme espace de valorisation. Le projet est structuré autour de trois enquêtes thématiques :

- Pouvoirs municipaux et valorisation des produits des terroirs ;
- Ville et renommée des produits des terroirs ;
- Lieux et métiers de la restauration en ville : espaces et acteurs de valorisation des produits des terroirs.

Un colloque, une table ronde, des séminaires ponctueront le travail du collectif de 27 chercheurs.

Résultats attendus :

Cette opération nouvelle est programmée sur trois années à partir de 2012.

Les retombées attendues sont de trois ordres :

- contribuer à une meilleure connaissance du rôle de la ville dans la valorisation des produits des terroirs auprès du monde socio-économique ;
- développer des partenariats entre différentes disciplines et équipes de recherche au niveau national et international ;
- répondre aux préoccupations sociales actuelles concernant l'alimentation et fournir des éléments de réflexion aux acteurs publics.

Labellisation et patrimonialisation des territoires viticoles : enjeux, effets locaux, gouvernance

Responsable scientifique du laboratoire : **Aline Brochot**

Financement contractuel envisagé :

En recherche de financement

Partenaires institutionnels :

Des relations de travail régulières sont déjà engagées avec plusieurs partenaires opérant dans le domaine du patrimoine et des paysages viticoles : ICOMOS-France (Conseil International des Monuments et des Sites) – groupe de travail « Sites, Paysages et Espaces patrimoniaux » ; IFV (Institut Français de la Vigne et du Vin) – « groupe national Paysages viticoles », Epernay ; CEPAGE (Centre de recherche sur l'histoire et la culture du paysage), Bordeaux.

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Cette opération prend la suite de quatre années consacrées à une recherche – financée par le ministère de l'écologie – portant sur les effets locaux d'une inscription sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco dans des sites viticoles européens. Il s'agit de prolonger la réflexion en l'élargissant à de nouveaux territoires et types de labellisation et en faisant porter l'accent, d'une part, sur les motivations et les enjeux qui sous-tendent la labellisation et, d'autre part, sur les effets qu'elle comporte pour le territoire, notamment dans la mise en place d'une forme de gouvernance adaptée à son nouveau statut patrimonial.

Démarche et méthodologie :

Le projet prend principalement appui sur deux modes de labellisation et de patrimonialisation des territoires viticoles : la politique des *Paysages culturels du Patrimoine mondial de l'Unesco* et la *Charte internationale de Fontevraud pour la protection, gestion et valorisation des paysages de la vigne et du vin*.

Il porte à la fois sur l'analyse des politiques elles-mêmes, sur les modes d'expertise présidant à l'attribution des labels, sur les dynamiques territoriales et le jeu des acteurs locaux et sur les formes d'action et stratégies engagées par la filière vitivinicole.

Les terrains d'étude sont les sites viticoles inscrits sur la liste du Patrimoine mondial (ou candidats) et les vignobles adhérents à la Charte de Fontevraud, en France et dans le monde.

Le programme de travail s'articule autour de trois grands volets :

- Analyse documentaire : textes fondateurs, dossiers de candidature, rapports d'expertise, supports de communication, presse... ;
- Entretiens avec les acteurs concernés (institutionnels, élus locaux, viticulteurs, habitants...) ;
- Participation aux actions organisées par les sites viticoles en lien avec leur labellisation.

Les politiques urbaines de l'agriculture : Paris, Genève

Responsable scientifique du laboratoire : Aline Brochot

Financement contractuel :

Programme Hubert Curien « Germaine de Staël » - Ministères des Affaires Etrangères, de l'Enseignement et de la Recherche.

Partenaires institutionnels :

En France : CEPAGE (Centre de Recherche sur l'Histoire et la Culture du Paysage) – Ecole d'Architecture et du Paysage de Bordeaux.

En Suisse : Institut de Géographie et de Durabilité, Université de Lausanne ; HEPIA (Haute Ecole du Paysage) de Genève.

Responsables scientifiques du contrat :

Aline Brochot (pour la France), Joëlle Salomon-Cavin, Institut de Géographie et de Durabilité - Lausanne (pour la Suisse)

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Michel Streith, Julien Blanc (post-doctorant), Joëlle Salomon-Cavin (A)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Ce projet vise à évaluer, de façon comparative, les conditions du maintien et du développement d'une agriculture « urbaine » au sein de grandes zones métropolitaines en France et en Suisse. Dans un contexte général où les politiques agricoles tendent à être définies à un niveau supra-national (PAC) et sont prises dans des enjeux économiques globaux (OMC), nous tenterons d'analyser les facteurs et motifs de la mise en œuvre, de la part des institutions urbaines, de politiques spécifiquement dédiées à la valorisation des espaces agricoles. La recherche sera essentiellement menée dans la Région Ile-de-France et dans le périmètre du projet d'agglomération franco-valdo-genevois (région Genève).

Le programme de travail comporte deux grands volets :

- Analyse des politiques et des programmes d'action menés par les métropoles de Paris et Genève en faveur de l'agriculture ;
- Organisation de séminaires de travail (deux par an alternativement dans chaque pays) réunissant un ensemble élargi de participants : chercheurs, enseignants et étudiants, responsables des collectivités urbaines, agriculteurs et représentants des organismes professionnels.

Résultats attendus :

Cette opération nouvelle est programmée sur deux années à partir de 2013. Les résultats attendus portent sur :

- la compréhension des dynamiques territoriales globales en cours au sein des grandes métropoles ;
- une meilleure connaissance des formes et des modalités de coopération qui peuvent s'établir entre les acteurs de la ville et de l'agriculture ;
- la définition des enjeux de cette coopération, notamment en termes de développement durable.

**Patrimoine mondial et développement durable :
analyse critique de la politique des Paysages culturels de l'Unesco**

Responsable scientifique du laboratoire : **Aline Brochot**

Financement contractuel :

Aucun

Partenaires institutionnels :

ICOMOS-France (Conseil International des Monuments et des Sites) – Groupes de travail « Patrimoine mondial » et « Sites, Paysages et Espaces patrimoniaux ».

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Les résultats de terrain de la recherche « *Paysages d'exception, paysages au quotidien* », menée de 2006 à 2010 dans le cadre du programme « Paysage et Développement durable » du ministère de l'Ecologie incitent à prolonger la réflexion dans une perspective plus théorique et problématique. Se fondant sur l'analyse des effets locaux de la mise en application de la politique des *Paysages culturels* de l'Unesco, cette recherche a, en effet, mis en évidence des lignes paradoxales entre les ambitions affichées par la politique de l'Unesco en faveur du développement durable des territoires patrimonialisés et les conséquences sur le terrain de sa mise en œuvre. Les multiples conflits locaux induits par l'attribution du label et les modes de gouvernance qui en découlent montrent que le discours global est souvent contredit par la réalité locale.

Démarche et méthodologie :

Le travail s'appuiera sur une analyse critique des différents textes officiels de l'Unesco, au regard des situations d'opposition ou de conflit révélées par les médias, par les acteurs de terrain ou les habitants eux-mêmes.

- textes produits par l'Unesco et ses groupes d'experts internationaux sur les « Paysages culturels » du Patrimoine mondial ;
- articles de la presse nationale et locale et des sites internet des territoires labellisés ; analyse des formes de réponse données par le milieu local à la mise en place de la politique de l'Unesco (facteurs d'acceptation ou d'opposition) ;
- études de cas parmi les *Paysages culturels* inscrits ou en phase de candidature.

**Réorganisation euro-méditerranéenne de la filière énergie
(dans le cadre du projet DynaAP-Europe)**

Responsable scientifique du laboratoire : **Petia Koleva**

Financement contractuel envisagé :

Projet AAP ANR « Métamorphoses des sociétés : globalisation et gouvernance »

Partenaires institutionnels :

Université de Technologie de Belfort-Montbéliard, GERPISA, INALCO.

Responsable scientifique du contrat :

Nathalie Kroichvili (UTBM)

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Eric Magnin, Yorgos Rizopoulos.

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Il s'agit d'étudier la réorganisation des activités d'extraction et de production, des réseaux de transport et de la distribution de la filière énergie au niveau de l'espace euro-méditerranéen (notamment gaz naturel et électricité). L'objectif est de dresser un état des lieux des trajectoires récentes d'internationalisation des acteurs intervenant dans les filières électriques et gazières de la zone, identifier leurs interrelations et évaluer l'impact de la réglementation.

MAJDE : Jeunes en Algérie, au Maroc et en Tunisie : un avenir durable sur les deux rives de la Méditerranée ?

Responsable scientifique du laboratoire : **Jean-Paul Billaud**

Financement contractuel envisagé :

ANR Blanc

Partenaires institutionnels :

1) Le partenaire 1 : l'UMR 7012 GSPE de Strasbourg, avec son antenne à Mulhouse, représentée par Josiane Stoessel-Ritz (Coordinatrice du projet).

2) Le partenaire 2 : l'Université de Strasbourg (UdS), qui regroupe l'UMR 7522 BETA avec Francis Kern (professeur et représentant de l'Université de Strasbourg) et Mohamed A.Bchir économiste ENGEES ; et l'EA 1334 du CRESS représentée par Maurice Blanc (professeur émérite de sociologie).

3) Le partenaire 3 : l'UMR 7533 LADYSS Paris-1 et Paris-10, est représentée par Michel Streith (chargé de recherches), Nicole Mathieu (directrice de recherche émérite) et M. Raouf Saïdi (post-doctorant).

4) Partenaire 4 : UMR 8019 CLERSé de l'Université des Sciences et technologies de Lille, représentée par son directeur, Abdelhafid Hammouche, professeur de sociologie.

Responsable scientifique du contrat :

Nicole Mathieu

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Nicole Mathieu, Mohamed -Raouf Saïdi (A)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

L'étude du rapport des jeunes à leurs lieux de vie permet de tester l'hypothèse que les représentations positives ou négatives des lieux agissent comme des miroirs réfléchissants dont les polarités peuvent s'inverser : (dé)valorisation de la ville et/ou de la vie en France, (re)valorisation du village et/ou de la vie au Maghreb, etc. MAJDE analyse les effets possibles de ces inversions sur le développement durable et le vivre ensemble.

Objectif 1 : relation des jeunes aux lieux et à leurs potentiels. La première hypothèse sur les liens des jeunes aux lieux débouche sur une double entrée par le rapport à la ville voisine, dans le contexte des mobilités internes, par le biais du phénomène migratoire.

Objectif 2 : les modes d'engagement et les projets des jeunes. La deuxième hypothèse sur les modes d'engagement des jeunes sera testée à partir des projets d'activité et des pratiques de la vie quotidienne, notamment ceux portés par des femmes :

L'équipe du Ladyss participe à l'ensemble des tâches, elle est responsable, dans l'objectif 2, de la « Tâche 6 : Femmes et métamorphoses des pratiques de la vie quotidienne ».

La méthodologie consiste à mener conjointement des enquêtes de terrain en France et dans les 3 pays du Maghreb :

lieux pays	Ville Campus (5)	Ville Quartier populaire (5)	Bourg rural (2)	Village (1)
Algérie (5)	2 Béjaïa, Tizi-Ouzou	1 Béjaïa	1 Tizi-Rached (région de Tizi- Ouzou)	1 Amizour
Maroc (4)	2 Marrakech, Agadir	1 Marrakech	1 Taliouine (région d'Agadir)	

Tunisie (2)	1 Tunis (ou Sfax)	1 Sidi Bouzid		
France (2)		2 Wazemmes (59) (quartier de Lille) Brossolette (68) (quartier de Mulhouse)		

Stratégies de localisation du patrimoine immobilier et pratiques de ségrégation territoriale (Cas d'études dans les sociétés balkaniques)

Responsable scientifique du laboratoire : **Jean-Paul Billaud**

Financement contractuel envisagé :

Demande à faire auprès de l'Ambassade de France en Albanie, de l'Agence pour la recherche scientifique d'Albanie, de la Mission de l'Union européenne à Tirana.

Partenaires institutionnels :

Université de Tirana (Albanie)
Académie des Sciences (Albanie)

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Artan Fuga (A)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

L'étude du rapport des jeunes à leurs lieux de vie permet de tester l'hypothèse que les représentations positives dans les régions des Balkans occidentaux, habitées par des populations ayant des identités culturelles, ethniques et religieuses diversifiées, les acteurs sociaux locaux : individus, familles, entrepreneurs, collectivités locales, etc., ont tendance à suivre des stratégies immobilières qui les motivent à situer leurs maisons, leurs lopins de terres, leurs terrains, leurs négoce, etc., le plus près possible, spatialement parlant, aux biens immobiliers appartenant à d'autres acteurs sociaux appartenant au même groupe ethnique ou religieux. La recherche de la proximité et du voisinage, en tant que stratégie spatiale, fait appel aux valeurs de la « solidarité fraternelle » entre individus du même groupe socioculturel particulier. Il s'agit d'un espace ouvert à la communication et au dialogue entre les membres du même groupe identitaire et d'un mécanisme d'isolement et de protection, de rupture communicationnelle avec les « autres », les « étrangers ». Ce projet de recherche vise à étudier ces pratiques et stratégies spatiales qui dépassent des rationalités purement économiques et financières jouant ainsi un rôle important dans la conjoncture des prix immobiliers, de la planification urbaine, des fluctuations concernant la rente immobilière, etc.

Axe 2

LES TERRITOIRES DU QUOTIDIEN : REPRÉSENTATIONS, PRATIQUES, PROJETS

Responsable : Anne-Marie LAVARDE, Nathalie LEMARCHAND

Projet de l'axe 2

Pertinence de la thématique

La thématique des « territoires du quotidien » reste celle autour de laquelle l'équipe de l'axe 2, renforcée par l'arrivée de nouveaux membres, cinq depuis 2009, continuera de travailler dans le prochain quinquennal. Le bilan du dernier contrat montre toute la pertinence et la richesse de ce thème pour l'analyse sociale et géographique dans une perspective pluri et interdisciplinaire qui contraint les géographes, les sociologues et psychosociologues à constamment confronter leurs démarches, à renouveler leurs hypothèses et à explorer de nouveaux sujets.

Il convient de préserver ce niveau d'échelle qui vient éclairer d'un autre regard les approches des autres axes qui, à des échelles environnementales plus globales, traitent de « Mondialisation » et d'« Environnement ». En effet, l'on sait maintenant que le processus de mondialisation à la fois affecte et se réalise à l'échelle locale, ce qui a amené, à juste titre, les Anglo-américains à parler de « glocalisation », donc du caractère inséparable du global et du local. Quant à l'environnement, son état comme son analyse, a montré les liens inextricables entre les échelles des territoires, des temporalités, des analyses et des pratiques *paradoxales* « penser global, agir localement ». Dans cette perspective, notre axe qui privilégie l'échelle du quotidien des pratiques et des représentations des individus et/ou des citoyens, ouvre vers des analyses qui visent à comprendre comment les individus (acteurs économiques et sociaux) s'engagent (ou non), en tant que relais « passeurs de frontières » au sens de Marcel Jollivet¹², dans des actions pro-écologiques qui concernent leur vie quotidienne et civique.

L'intérêt scientifique demeurant élevé, l'équipe de recherche en partie renouvelée entend, d'une part, poursuivre les recherches entreprises plus spécialement sur l'habitat, la ville et ses espaces de vie, et d'autre part, explorer de nouveaux sujets tout en contribuant à la réflexion théorique et épistémologique, vers la recherche de démarches et méthodes innovantes.

Enfin, par des terrains de recherche privilégiés se situant autant dans les Nord que les Suds (Amérique, Afrique, Europe, Inde), l'équipe favorise une réflexion croisée sur ce sujet et entreprend ainsi de participer à l'élaboration d'un modèle « mixte » nourri autant des exemples des Nord que des Suds.

Les territoires du quotidien comme objet d'étude

La base initiale de la dynamique collective du projet de l'axe 2 part d'un premier questionnaire qui définit des enjeux théoriques et pratiques inscrits dans l'analyse des liens entre des processus sociaux et des territoires du quotidien : comment l'individu ou les groupes d'individus construisent-ils leur(s) relation(s) à un environnement local considéré comme un contexte de vie territorialisé ?

¹² Jollivet M. (1992). *Sciences de la nature, Sciences de la société. Les passeurs de frontières*. CNRS éditions, 589 p.

La définition du territoire du quotidien renvoie aux deux dimensions temporelle et spatiale qui le constituent. En effet, le territoire correspond à un espace naturel construit socialement et inscrit dans une quotidienneté (Di Méo, 1996 et 1999)¹³. Les perspectives spatiales et temporelles sont donc indissociables. De plus, l'environnement physique (naturel) est conçu comme un territoire de groupes et/ou de communautés qui vivent au quotidien dans un espace donné. Les processus de territorialisation de l'action individuelle et collective, appréhendés à l'échelle du quotidien, expriment ainsi la relation au territoire qui autorise l'analyse en termes d'espace perçus et vécus par les individus et les groupes d'individus. La dimension sociale permet d'examiner le statut de la référence aux groupes/communautés et la manière dont participent les représentations sociales à l'analyse de la relation à l'environnement (urbain et rural). Une importance est donnée à la dimension symbolique et imaginaire des territoires. Sont ainsi abordées les notions de relations au territoire, de représentations, de mémoire collective, d'appropriation de l'espace et d'identité environnementale générée.

Autrement dit, l'analyse du lien entre des processus sociaux individuels ou collectifs territoriaux s'inscrit dans un espace économique social et idéologique (politique). L'entrée par les acteurs économiques et sociaux est donc tout à fait pertinente pour questionner le rapport qui se construit en référence aux « *mondes sociaux du territoire local* » et qui renvoie, en partie, aux effets de la territorialité.

Ces processus de territorialisation de l'action individuelle et collective, seront appréhendés à l'échelle d'un quotidien fait de problèmes locaux ou au travers d'objets particulièrement représentatifs des mutations des sociétés contemporaines comme ceux du développement durable. Au-delà de sa référence temporelle, le quotidien renvoie donc à une contextualisation, celle d'intentions, de représentations, d'actions confrontées à une matérialité et un espace particuliers, bref un territoire, avec entre autres ses ancrages patrimoniaux mais aussi ses transformations constantes. En effet, penser ainsi aux territoires du quotidien s'entend généralement en référence à un territoire d'usage et de pratiques familiers, dont il faut questionner les limites dans le contexte d'une société devant conjuguer avec la mondialisation et transformée par les mutations technologiques.

Cette définition du territoire convient aussi aux multiples recherches de notre axe qui considèrent le *mode d'habiter* comme un des éléments du positionnement social des habitants. Ce besoin de territorialité génère des stratégies territoriales sous-tendues par des normes et des valeurs qui déterminent l'ancrage spatial des populations qui *défendent ce terrain*. Le territoire devient ainsi l'analyseur à la fois des politiques publiques, de l'action sociale et des politiques de santé afférentes, qu'elles soient déclinées dans un contexte urbain ou rural.

Ainsi, la notion d'environnement rapportée au contexte territorial sera comprise comme un complexe à la fois cognitif, matériel, naturel et social, qui entraîne et induit une modification des pratiques sociales et des représentations.

Positionnement scientifique

Comme déjà évoqué, avec l'étude des territoires du quotidien, le LADYSS se distingue, entre autres, dans le paysage de la recherche, sur un thème par nature interdisciplinaire. D'une façon générale d'abord, c'est l'insertion des rapports sociaux dans l'espace qui réunit les chercheurs de cet axe.

Plus particulièrement, l'on pose que les processus de territorialisation de l'action individuelle et collective permettent de prendre la mesure des mutations des sociétés contemporaines, ainsi que de leur rapport à la modernité.

Un intérêt manifeste dans la recherche française avec les travaux d'Henri Lefèvre, mais aussi de Manuel Castells pour ce qui est de l'espace urbain. Plus près de nous, mentionnons les travaux du sociologue anglais Anthony Giddens, sur la structuration, ainsi que de nombreux travaux s'inspirant

¹³ Di Méo, G. (1996). *Les territoires du quotidien*, Paris, L'Harmattan, 207 p. (géographie sociale).

Di Méo, G. (1999). Géographies tranquilles du quotidien. Une analyse de la contribution des sciences sociales et de la géographie à l'étude des pratiques spatiales. *Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 43, n° 118, pp.7593.

du « ANT », Actor-Network-Theory. Pour ces deux derniers, le point de référence est l'individu et ses « négociations » constantes avec la matérialité, mais aussi en lien ou en fonction de l'autre et du système social.

En pratique, c'est donc moins, par exemple, la mondialisation qui intéresse les chercheurs, que ses effets sur les équilibres ou déséquilibres locaux ; c'est donc aussi moins l'urgence environnementale qui nous intéresse, que les nécessités qu'elle impose à l'individu et aux groupes auxquels ils s'identifient, sinon qu'il fait émerger par ses intentions, ses représentations et ses actions. C'est moins les nouvelles technologies qui nous intéressent que les effets de celles-ci sur les rapports que les individus et les groupes entretiennent avec le monde matériel.

Or si l'individu est souvent placé au centre des problématiques, celui-ci est compris comme appartenant à un groupe social, voire professionnel. Les opérations de recherche rassemblées dans cet axe, si elles privilégient les échelles micro- et méso-géographiques, s'intéressent à la production de territoires à travers la confrontation des stratégies d'acteurs et de leurs représentations. Comment la rencontre en un même lieu de ménages en quête de logements et d'emplois, d'entreprises à la recherche de localisations accessibles à un certain coût, de collectivités territoriales porteuses de certains projets, produit-elle du (ou des) territoires, des manières de vivre ensemble ? L'analyse de ces chevauchements, de ces échelles d'organisation, des différents horizons de l'action et du pouvoir, de ces représentations différentes du proche ou du quotidien, est en effet nécessaire si l'on veut comprendre les dynamiques d'évolution des constructions territoriales.

Les représentations socio-spatiales des pratiques urbaines visent à décrire et à identifier la dynamique de la construction socio-cognitive et identitaire des rapports des individus à la ville et à l'environnement bâti. Cette approche montre une préoccupation constante pour l'inscription de l'individu dans un territoire (urbain/rural) qui appelle les notions d'appropriation territoriale, d'identité environnementale, de mobilité, de mode de vivre ensemble, de qualité de vie et de développement urbain durable. A différentes échelles spatio-temporelles (du local au global, du nord au sud), les niveaux explicatifs portent sur les rapports individuels et collectifs qui tiennent compte de la morphologie urbaine, de la position sociétale des acteurs et de l'accès aux ressources, sources d'inégalités et de fragmentations des territoires.

Plusieurs recherches visent à identifier et à comprendre les logiques de construction identitaires des habitants en lien avec les processus d'appropriation symbolique et physique des territoires habités (privés ou collectifs). Le regard croisé avec la dimension de mobilité met l'accent sur les parcours résidentiels propres à chaque individu ou groupe social en situation. Certains travaux portent aussi sur le logement ou l'habitat à partir de son organisation spatiale et temporelle, ce qui permet de mieux comprendre le rapport entretenu par l'individu et son lieu de vie, l'habitat étant considéré comme un analyseur des trajectoires individuelles sur le plan social, affectif et idéologique.

Programmes et sujets

La thématique des territoires du quotidien peut être abordée à partir de plusieurs démarches et sujets particuliers, chacun faisant l'objet d'un intérêt croisé des membres de l'axe. **Le thème fédérateur** est sans contredit l'espace urbain. Plus précisément, il s'agit de la ville et du périurbain, des nouveaux modèles de développement associés à la durabilité sociale et aux *modes d'habiter*. L'articulation de l'espace rural et de l'espace métropolitain est approchée en termes de différences, de fragmentations spatiales et sociales, de milieux et de territoires à réguler politiquement, socialement et géographiquement.

L'axe 2 du LADYSS souligne aussi la priorité d'interroger le rôle des connaissances (scientifiques et de sens commun) dans la construction des modèles d'action au sein des territoires de l'espace public (urbain ou rural) où s'observent les pratiques ordinaires et quotidiennes des acteurs de la société civile, entre autres.

Tous les chercheurs de cet axe partagent une orientation de recherche collective qui, d'un point de vue épistémologique, concerne leurs démarches qui portent sur les choix théoriques et méthodologiques ainsi que sur la dimension fondamentale ou appliquée de certaines recherches.

Thème fédérateur

C'est en effet à l'échelle de la métropole et de ses milieux que nous portons en priorité notre regard. En nous positionnant à cette échelle, ce n'est pas seulement l'analyse du territoire métropolitain dans sa globalité qui est abordée, mais aussi les liens entre les différentes parties de celui-ci. On peut ainsi étudier les relations villes-campagnes ou encore les relations intra-périurbains, tout comme rediscuter de la notion de compacité urbaine. Plusieurs orientations sont par ailleurs privilégiées :

L'habitat et les *modes d'habiter*

Cette orientation reste d'actualité à partir de questionnements déjà abordés lors du précédent contrat quadriennal tel que celui du logement et plus généralement de l'habitat. Les thématiques proposées dans cet axe reflètent une des tendances profondes de l'évolution des sociétés post-industrielles. Dans le système de multi-appartenances qui les caractérise (qui se traduit aussi pour certains par la multi-localité dans l'habitat), les repères identitaires des individus se construisent autrement, et sont plus souvent remis en cause. Le logement, le quartier, le jardin, les commerces et équipements fréquentés, ces lieux autour desquels se construit l'expérience quotidienne des individus jouent un rôle d'autant plus important que les lieux du travail sont, quant à eux, de plus en plus mobiles. À l'ère de l'élargissement des horizons fréquentés réellement ou virtuellement, l'habitat a de plus en plus d'impact dans les constructions identitaires des individus.

L'analyse des territoires du quotidien par ses acteurs (économiques, institutionnels)

Ce niveau d'analyse implique de considérer les territoires du quotidien sous deux angles : soit celui du territoire des habitants, ceux-ci étant traités dans leur diversité fonctionnelle, soit celui des espaces de production économique en les traitant en tant que territoires du quotidien. En effet, les habitants des territoires quotidiens sont autant des individus et groupes sociaux que des acteurs économiques ou institutionnels. Ces territoires sont équipés pour répondre aux besoins des habitants, qu'il s'agisse des services publics ou privés, des services sociaux ou marchands. Dans l'espace urbain ou périurbain, une réflexion s'élabore, portée par les acteurs institutionnels, prônant la participation de l'ensemble des acteurs de ces territoires pour mieux les équiper et les aménager. Ces politiques entraînent cependant des arbitrages qui ne sont pas sans effet sociaux, culturels économiques et sanitaires dans les territoires de réception ou d'exclusion de ces équipements. En exemple, l'accès aux soins territorialisés croise la préservation de la qualité de vie des personnes et les enjeux de la planification sanitaire, au risque de provoquer des inégalités d'ordre spatial et social (pauvreté, précarité psychosociale, stigmatisations et discriminations).

Par ailleurs, le territoire du quotidien n'est pas seulement le lieu de résidence des métropolitains, il s'agit aussi du lieu de travail, là encore un espace de fréquentation quotidien (matériel ou virtuel). Par extension, l'analyse des territoires du quotidien fait intervenir à la fois les notions de *voisinage et de proximité*, spatiales et sociales et celles qui suscitent l'adhésion (ou l'exclusion) au territoire marqué. Est-il un territoire d'appartenance ? Constitue-t-il un territoire de relations ? D'échanges ? Quels sont les marqueurs signifiants ? Enfin, *les rythmes temporels* font également l'objet d'une attention particulière. Ils sont de différentes natures et couvrent des espaces variés : le temps des courses, le temps du travail, des navettes travail/habitation, enfin, le temps des loisirs.

Images, technologies et paysages des territoires du quotidien

Les territoires de vie des sociétés humaines, qu'ils soient inscrits dans l'espace urbain ou le périurbain sont le résultat d'un entremêlement d'activités, de déplacements et d'usages. Les équipements de ces territoires, leur aménagement, induisent nécessairement une pratique issue du croisement des intérêts des acteurs, des transformations matérielles et des moments d'usages. S'en dégagent des formes singulières et une manière d'être et de faire, en divers lieux et en divers temps, que l'on peut associer à des paysages, que l'on peut décrire et qui ouvrent la porte à une caractérisation proche d'une typologie. Sur un autre plan, la présence accrue des nouvelles technologies de la communication bouleverse les rythmes et les territoires du quotidien. Mais elles sont aussi à l'origine de nouvelles pratiques, et donc renvoient à une recomposition des territoires, à l'échelle des individus et des groupes, si petits soient-ils. Les « tweeters » par exemple peuvent faire déplacer des gens en un temps rapide, pour une fête ou pour une contestation. Ils peuvent briser les rythmes et bouleverser les

territoires du quotidien comme les itinéraires. Sorte de territoire virtuel du quotidien (phénomène du moins en croissance), qui se matérialise dans les lieux et l'espace, formant ainsi de véritables territoires sociaux et culturels.

Orientations collectives : questions théoriques et méthodologiques

Par l'entremise de séminaires, peut-être d'un colloque, et d'échanges réguliers, les chercheurs ont le souci de maintenir constant la réflexion sur la(es) théorie(s) et les concepts nécessaires ou utiles à l'analyse du quotidien et des territoires du quotidien. La confrontation des regards disciplinaires (sociologiques, psychosociologiques, géographiques et autres), appelant des théories et méthodologies diverses construisant cet objet de recherche là, permettraient de faire varier les niveaux d'analyse et les contextes. Ceci dans une perspective pluri- et transdisciplinaire conforme aux traditions de recherche du LADYSS.

Suivant les démarches de recherche des chercheurs de l'axe 2, plusieurs méthodes ont été éprouvées, d'autres restent à parfaire et à tester. En principe, ces chercheurs font usage de méthodes qualitatives dans une perspective compréhensive visant le sens des actions des acteurs/individus ou groupes d'individus en situation. Cette posture se cale sur des procédures rigoureuses qui supposent un examen constant de celles-ci (récits de vie, ethnographies, auto ethnographies, parcours commentés, enquêtes photographiques etc.), sans négliger les méthodes quantitatives et notamment celles en complémentarité avec les premières.

Plus précisément, l'observation *in situ* des pratiques habitantes est souvent triangulée avec des méthodes d'enquêtes auprès des populations concernées par des phénomènes spécifiques (cas de la santé, des vulnérabilités sociales et environnementales liées à des situations dites de précarité psychosociale...). Les procédures qui permettent l'étude des représentations sociales varient (focus groups, récits de vies, etc.). Par ailleurs, les corpus sont divers car issus de bases de données géographiques, géomatiques, iconographiques, journalistiques ou extraits d'études de textes ou de consultation d'archives.

Synthèse des opérations de recherche en cours de l'axe 2

(par ordre alphabétique de responsable scientifique)

Fiches des opérations en cours

p. 54

- Inventaire géophotographique des grandes routes.
Vers la constitution de nouvelles « archives de la planète » / Olivier Archambeau
- Agrifirme / Eve Anne Bühler
- Processus d'appropriation des enjeux de biodiversité par les agriculteurs dans le cadre de la mise en place d'un observatoire de la biodiversité / Eve Anne Bühler
- Dynamique des structures urbaines et de l'habitat à Katmandou (Népal) / Annick Hollé
- Représentations sociales des SDF dans la presse quotidienne gratuite (2004-2008) et dans les médias télévisuels: de l'analyse de contenu thématique à l'analyse de données textuelles (logiciel ALCESTE) / Anne-Marie Lavarde
- Contexte résidentiel et environnement socio familial : une approche psycho environnementale de la qualité de vie urbaine de familles habitant en région parisienne / Anne-Marie Lavarde
- De l'invisible au visible dans la ville, de l'urgence au quotidien : Représentations sociales du " SDF " en ville et pratiques sociales. Approche qualitative / Anne-Marie Lavarde
- Consommations durables, France-Hongrie (Projet n°23799) / Nathalie Lemarchand
- « Le Dimanche à Paris en 2030 »/ Nathalie Lemarchand
- TOUCH « Transport Orientations Urbanisme Climat Habitat » / Nathalie Lemarchand
- Mise en place et consolidation d'un réseau international de recherche sur la distribution / Nathalie Lemarchand
- Contexte de résidence et accessibilité à l'offre de santé périnatale: recensement et étude des naissances hors structures en Bourgogne / Hugo Pilkington
- Recherche exploratoire autour de la notion de « quartier thérapeutique » / Hugo Pilkington
- Les agricultures péri-urbaines en Afrique, entre réponse aux vulnérabilités socio-économiques et intégration aux marchés / Bouziane Semmoud
- Nouvelles économies rurales à la périphérie des métropoles du Sud : cas d'Addis-Abeba (Ethiopie) et de Nairobi (Kenya) / Bezunesh Tamru
- Partage sexué de l'espace, aménagement et développement urbain dans le monde arabo musulman et l'espace migratoire de la France : De Rabat, Istanbul ou Le Caire aux banlieues françaises, quel parallèle possible ? / Marion Tillous
- SUCH Sentiers Urbains, Connexions & Hub pour la marche à Paris / Marion Tillous
- Dynamique territoriale à la périphérie des métropoles dans les Suds (PÉRISUD) / Alphonse Yapi-Diahou

Fiches des opérations en cours

**Inventaire géophotographique des grandes routes.
Vers la constitution de nouvelles « archives de la planète »**
Responsable scientifique du laboratoire : **Olivier Archambeau**

Financement contractuel :

A redéfinir chaque année

Partenaires institutionnels :

- Pôle image du département de géographie Université Paris 8
- Société de Géographie
- Société des Explorateurs Français

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Annick Hollé

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Il s'agit de réaliser un inventaire géophotographique des grandes routes de la planète, de construire un modèle de représentation numérique des espaces de la route à l'aide de l'image fixe et animée. Il s'agit de réactualiser à l'aide des technologies les plus avancées le concept « d'archives de la planète » initié par Jean Brunhes et Albert Kahn au début du XXe siècle mais également de répondre au devoir d'inventaire iconographique des paysages et des activités humaines que suggèrent les fondements de la discipline "géographie" et de lancer la mise en production systématique de films géographiques sur ces espaces si particuliers.

L'utilisation courante de la photographie aérienne, de la vidéo ou des images satellites a changé les rapports traditionnels entre le texte et l'image fixe ou animée. C'est désormais l'image qui peut constituer le point de départ de l'enquête, c'est elle qui peut fournir les premiers indices et les premières questions. L'image animée ou la photographie perd son statut d'illustration pour devenir un support, une technique de recherche à part entière. Sans perdre sa fonction pédagogique, l'image acquiert aussi une fonction euristique.

Paradoxalement, force est de constater que l'effort initié par Jean Brunhes n'a pas été poursuivi. Les *géophotographes* et les *géocinéastes* sont finalement peu nombreux et dispersés. L'objectif est également de montrer, à l'heure des supports de recherche et de diffusion numérique, qu'il est sans doute temps de repenser l'intégration de ces collections et de ces productions audiovisuelles disparates dans un système cohérent.

Ce projet est fondé sur le montage d'une grande expédition par an et de travaux de terrain systématiques. Il représente également une continuité de mes études engagées depuis 10 ans au travers de stages de terrain et d'expéditions au long cours.

Résultats attendus :

Publications, cours/enseignements, documents visuels, films, etc.

Publications et/ou valorisation :

PAT – Productions artistiques théorisées

Archambeau, O., 2011. *It was the Route 66*, film de 52 minutes. Film réalisé dans le cadre du programme de recherche Inventaire géophotographique des grandes routes de la planète. Écriture et réalisation Olivier Archambeau, Paris, E.G.F. Production.

Archambeau, O., 2010. *Free coffee for drivers*, film de 52 minutes. Film réalisé dans le cadre du programme de recherche Inventaire géophotographique des grandes routes de la planète. Écriture et réalisation Olivier Archambeau, Paris, E.G.F. Production.

Archambeau, O., 2007. *La Route 40*, film de 22 minutes. Film réalisé dans le cadre du programme de recherche Inventaire géophotographique des grandes routes de la planète. Écriture et réalisation Olivier Archambeau, Paris, E.G.F. Production.

Agrifirme

Responsable scientifique du laboratoire : Eve Anne Bühler

Financement contractuel :

Programme ANR Jeunes chercheurs

Partenaires institutionnels :

ANR – UMR Dynamiques Rurales

Responsable scientifique du contrat :

François Purseigle (ENSA Toulouse)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Caractérisation des formes d'organisations sociales et économiques associées à l'agriculture de « firme ». Notre démarche vise à rendre compte de l'émergence d'une nouvelle forme d'agriculture impensée encore aujourd'hui par la « communauté » des ruralistes. Le développement d'une agriculture hautement capitaliste installée sur les marchés des matières premières, de nouvelles formes de propriété du capital agricole, et l'arrivée de nouveaux acteurs témoignent de l'apparition de formes d'organisations sociales et économiques de l'agriculture en rupture avec les formes familiales jadis consacrées par les grandes politiques de la seconde moitié du vingtième siècle. A l'échelle du globe et à côté d'une agriculture familiale « sociétaire et abstraite » aux logiques oscillant entre une approche strictement financière et patrimoniale apparaissent des agricultures de « firme » plus abouties portées par de nouveaux investisseurs (industries agro-alimentaires, fonds privés, Etats) qui souhaitent soit disposer d'une maîtrise totale de leur approvisionnement en matières premières agricoles et/ou de sécuriser de nouveaux placements financiers. Notre ambition est de confronter une analyse sociologique des mondes agricoles dans la globalisation aux approches développées par les économistes, les géographes et les gestionnaires. La mobilisation interdisciplinaire autour de ce projet tient au souhait de caractériser, dans des contextes différents, le groupe des agriculteurs de firme selon les réponses qu'il apporte de manière identique ou contradictoire aux nouveaux systèmes de contraintes et d'opportunités qui s'imposent à lui : globalisation et ouverture des marchés agricoles, situations d'incertitudes et de controverses autour de la gestion des écosystèmes, nouvelle donne énergétique. Le programme scientifique porté par la jeune équipe cherchera à répondre à deux défis majeurs, celui de la construction d'un cadre d'analyse interdisciplinaire et celui de l'analyse compréhensive d'une nouvelle forme d'agriculture en France et dans le monde.

Etat d'avancement :

Démarrage en janvier 2011 – fin en décembre 2013

Résultats :

En cours

Publications et/ou valorisation :

En cours

Processus d'appropriation des enjeux de biodiversité par les agriculteurs dans le cadre de la mise en place d'un observatoire de la biodiversité

Responsable scientifique du laboratoire : Eve Anne Bühler

Financement contractuel :

Phase 1 : Convention Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche

Phase 2 : Financement CASDAR (Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt), en partenariat avec l'APCA et le MNHN.

Responsables scientifiques du contrat :

Eve Anne Bühler

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Richard Raymond (jusqu'en 2012)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Dans le cadre du plan d'action agriculture de la Stratégie nationale pour la biodiversité, le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche cherche à connaître et à suivre l'évolution de la biodiversité présente dans les exploitations agricoles françaises à travers la mise en place d'un observatoire de la biodiversité dans les espaces agricoles. Ce travail est confié au Muséum National d'Histoire Naturelle (UMR 7204 CERSP).

Phase 1 : La phase de test qui s'est déroulée sur les années 2010 et 2011 a proposé des protocoles d'observation de la biodiversité et de collecte de données naturalistes à plusieurs groupes d'agriculteurs volontaires. Dans cette opération de sciences participative, le Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche a confié au laboratoire LADYSS une recherche sur l'acceptabilité des protocoles par les agriculteurs. Elle a pour objectif d'évaluer à la fois les facteurs d'implication des agriculteurs envers la conservation de la biodiversité présente dans leur exploitation et l'implication possible du monde agricole dans l'entreprise de science participative proposée. Il s'agit, au travers des questionnaires et entretiens proposés tout au long de la démarche, de cibler les motivations, les réticences ou les difficultés des agriculteurs envers cet objet. Cette recherche comporte un volet axé sur la compréhension des comportements des agriculteurs envers la biodiversité et sa gestion dans les territoires, et un volet plus technique d'évaluation de faisabilité des protocoles d'observation.

Phase 2 : La phase de test débouche maintenant sur un dispositif de plus grande ampleur, concourant progressivement à l'assise nationale de l'observatoire. Il s'appuie sur l'APCA et un ensemble de réseaux d'acteurs locaux, premiers relais des agriculteurs, sous la houlette d'une coordination nationale. Dans cette opération de sciences participatives, l'APCA a confié au laboratoire LADYSS une recherche sur l'engagement des agriculteurs et sur l'évolution de leurs savoirs à propos de la biodiversité. Il s'agit, au moyen d'enquêtes par questionnaires, d'envisager la façon dont l'engagement des agriculteurs dans l'observatoire pourrait s'inscrire dans la durée et pourrait participer à l'acquisition de connaissances associées à leur participation.

Etat d'avancement :

Phase 1 : Juin 2010 à juin 2011

Phase 2 : Avril 2012 à avril 2013

Résultats :

Phase 1 : - Séminaire de restitution après des animateurs de l'observatoire et du comité de pilotage en décembre 2011. Plusieurs restitutions indirectes par les porteurs de l'observatoire auprès des animateurs de réseau.

- Mise en évidence des principales raisons de l'engagement, correspondant pour une part à un sentiment de responsabilité sociale ou environnementale des agriculteurs face à la biodiversité, et d'autre part à une possible instrumentalisation professionnelle des actions envers la biodiversité. Les résultats identifient ensuite les principaux facteurs de l'engagement dans l'observatoire participatif. Ils ont trait à la confiance dans le dispositif et les acteurs qui le portent ainsi qu'aux liens qu'ils peuvent établir entre leur activité professionnelle et cette participation.

Phase 2 : en cours

Publications et/ou valorisation :**AP – Rapports scientifiques**

Bühler, E.A., Raymond, R., 2011. *Mise en place d'un observatoire de la biodiversité en milieu agricole. Les facteurs sociaux de la participation*. Rapport d'étude pour le ministère de l'Agriculture, Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires, sous-direction de la biomasse et de l'environnement, novembre, 28 p.

Dynamique des structures urbaines et de l'habitat à Katmandou (Népal)

Responsable scientifique du laboratoire : **Annick Hollé**

Financement contractuel :

Aucun

Partenaires institutionnels :

CNAS (Center for Nepalese and Asian Studies, Tribhuvan University - Kathmandu ; Geography Department, Tribhuvan University

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Mesurer l'impact des transformations sociales actuelles du Népal à travers les changements de l'organisation spatiale de la capitale (Katmandou), aux différentes échelles urbaines.

Le Népal traverse actuellement une crise profonde. Entre 1991, année des premières élections libres depuis 30 ans, et aujourd'hui, pas moins de 20 gouvernements plus ou moins de coalition se sont succédés à la tête du pays, la corruption s'est développée à tous les niveaux. Après une rébellion maoïste qui a tourné en guerre civile après 2001, l'instauration de l'Etat d'urgence en 2004 a bloqué institutionnellement le pays pendant quatre ans : plus d'élection, pas de gouvernement, pas de maire à la tête de la capitale. Plusieurs aspects du développement de la ville rendent compte de ce contexte chaotique : la prolifération simultanée des villas luxueuses et des bidonvilles, une spéculation foncière effrénée, la mauvaise maîtrise des réseaux de distribution et des services municipaux impliquant une hiérarchie entre les quartiers, l'apparition de quartiers sécurisés en réponse au sentiment d'insécurité de la population...

Sans entrer dans les considérations politiques de la situation nationale, une étude de l'évolution de cet espace urbain permet dans une certaine mesure d'évaluer la transformation radicale et les aspirations de la société aujourd'hui.

Etat d'avancement :

Lors de ma dernière mission j'ai axé mes enquêtes et relevés sur plusieurs thématiques :

- la vulnérabilité sociale ;
- la démantèlement de la ceinture maraîchère au profit des projets de planification urbaine.

Résultats :

En cours

Publications et/ou valorisation :**OS – Chapitres d'ouvrages scientifiques**

Hollé, A., 2009. Approche culturelle comparée des vulnérabilités sociales : Népal, Japon, in Becerra, S., Peltier, A. (Eds), *Risques et environnement : recherches interdisciplinaires sur la vulnérabilité des sociétés*, Paris, L'Harmattan, 129-142.

C-INV – Conférences données à l'invitation du Comité d'organisation dans un congrès national ou international

Hollé, A., 2011. Urban dynamics of Kathmandu : brief history and current evolution. Communication à l'Institut français de Pondichéry, février.

Hollé, A., 2011. Katmandou, quel patrimoine pour quelle mémoire. Conférence organisée par l'Association culturelle Népal-France, Paris, 12 janvier.

C-ACTI – Communications avec actes dans un congrès international

En gras, production considérée comme de rang A : article long dans un congrès international à comité de sélection considéré comme sélectif par la communauté

Hollé, A., 2011. Réflexion autour de la notion de « vulnérabilité », in Fort, M., Ogé, F. (Eds), *Actes du colloque international « Risques naturels en Méditerranée occidentale », 16-21 novembre 2009, Carcassonne*, Paris PRODIG-CNRS, 528 p.

PV – Publications de vulgarisation**Ouvrages de vulgarisation**

Hollé, A., 2010. *Katmandou, la ville aux mille visages*, Lascelles, Éditions de La Flandronnière.

Représentations sociales des SDF dans la presse quotidienne gratuite (2004-2008) et dans les médias télévisuels: de l'analyse de contenu thématique à l'analyse de données textuelles (logiciel ALCESTE)

Responsable scientifique du laboratoire : Anne-Marie Lavarde

Financement contractuel :

Aucun

Partenaires institutionnels :

CNRS et la Société IMAGE – Max Reinert

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Montrer à partir d'une recherche empirique l'apport analytique du logiciel « Alceste » pour l'étude des représentations sociales cristallisées dans deux corpus médiatiques (extraits de presse et de documents d'archives INA- notice d'émissions TV sur le thème).

Ces deux supports servent par excellence la construction des discours dits de « sens commun » autour d'un objet polémique « la question des SDF » qui sera considérée ici comme un « *moment discursif* ».

Selon l'auteur de la méthode « ALCESTE » dite Analyse des Lexèmes Cooccurrents dans les Énoncés Simplifiés d'un Texte, Max Reinert (1999), ce logiciel permet de cartographier les principaux lieux communs d'un discours, « communs » dans le sens où ils sont plus souvent « habités » par les énonciateurs.

Etat d'avancement :

Analyse des résultats en cours.

Résultats :

En cours de synthèse et rédaction.

Publications et/ou valorisation :

Un article en projet.

**Contexte résidentiel et environnement socio familial :
une approche psycho environnementale de la qualité de vie urbaine de familles
habitant en région parisienne**

Responsable scientifique du laboratoire : Anne-Marie Lavarde

Financement contractuel :

Aucun

Partenaires institutionnels :

Ecoles de la ville de Boulogne Billancourt.

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Cette étude empirique et exploratoire vise à identifier les facteurs qui sont liés à la qualité de vie des familles citadines vivant en région parisienne (perceptions et représentations du contexte résidentiel, des modes de vie familiaux en ville).

Méthode :

Il s'agit d'une enquête psychosociale menée sur 2 sites géographiques contrastés (un quartier ZEP et un quartier non ZEP de la ville de Boulogne-Billancourt).

Les outils :

- L'échelle sur les événements de vie stressants (Robin, 1999) ;
- L'échelle de "satisfaction" et "attachement" au contexte résidentiel (Ratiu, 1997) ;
- Questionnaire sur le mode de vie de la famille.

Etat d'avancement :

Analyses en cours.

Publications et/ou valorisation :

Un article en projet.

De l'invisible au visible dans la ville, de l'urgence au quotidien : Représentations sociales du " SDF " en ville et pratiques sociales
Approche qualitative

Responsable scientifique du laboratoire : **Anne-Marie Lavarde**

Financement contractuel :

Aucun

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Autour d'une analyse de cas « exemplaire » d'une personne SDF rencontrée *in situ*, l'objectif de cette étude sera de mettre en évidence plusieurs « thèmes » significatifs d'une « façon de voir, de penser et de s'occuper » de la personne qui n'a pas de domicile fixe.

L'analyse des discours portés par les différents partenaires sociaux impliqués dans la prise en charge de ces personnes renvoient à des paysages imaginaires contrastés suivant le groupe social d'appartenance, véritables ancrages de représentations sociales.

Méthode :

Entretiens semi-directifs (individuels et entretiens de groupe) menés auprès des différents représentants des groupes sociaux susvisés.

L'observation *in situ* sera focalisée sur les pratiques liées à la prise en charges des personnes « SDF ».

Analyse de contenu thématique du discours.

Etat d'avancement :

Analyse des données en cours.

Publications et/ou valorisation :

Monographie à venir

Consommations durables, France-Hongrie (Projet n°23799)

Responsable scientifique du laboratoire : **Nathalie Lemarchand**

Financement contractuel :

CNRS/MTA

Partenaires institutionnels :

MTA Académie des Sciences de Hongrie, Institut de Sociologie.

Responsable scientifique du contrat :

N. Lemarchand (France), Viktoria Szirmai (Hongrie).

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Ève-Anne Bühler, Françoise Plet, Alphonse Yapi-Dihaou, Marion Tillous, Claire Toqué (D).

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Cette opération s'inscrit dans la continuité d'une collaboration scientifique entre le LADYSS et la MTA, le précédent programme ayant porté sur **Cadres de vie, modes de vie et comportements spatiaux dans les régions urbaines contemporaines**.

Le projet de cette collaboration porte sur la « consommation durable ». La consommation est un processus essentiel qui touche l'ensemble des nos sociétés, qu'il s'agisse des « sociétés de consommation » des pays riches ou les sociétés des pays en voie de développement.

Notre projet comprend la définition de la "consommation durable" et l'étude des modes de consommation durable dans les régions urbaines françaises et hongroises selon les groupes socio-économiques et leur localisation dans l'espace urbain.

Démarche : La recherche initiée par cet échange de chercheurs vise surtout dans un premier temps à dégager des définitions et des positions communes aux deux équipes, à partir de recherches exploratoires en France et en Hongrie, aux fins de lancer ultérieurement un programme de recherches plus élaboré sur cette question, avec une position comparatiste plus affirmée, qui devrait alors s'élargir aux Amériques et à l'Afrique subsaharienne. Le premier travail commun consiste à examiner les conceptions de « consommation durable », et ses nuances selon les langues et les pays, à partir d'une analyse critique de la littérature, et d'enquêtes. Il s'agit par là d'identifier les différentes acceptions de « consommation durable » et la manière dont elle investit, ou non, la société selon les lieux et les milieux. Il faut cependant préciser que les chercheurs concernés sont d'accord, au préalable, sur une définition du terme consommation qui inclue toutes les formes d'utilisation de biens de services et d'équipements, y compris publics ou immatériels.

Etat d'avancement :

Le projet est dans sa deuxième et dernière année.

Résultats :

L'objectif de la première année était, par l'interconnaissance des travaux des membres des deux équipes et le débat, de permettre des projets ultérieurs plus ciblés vers l'objectif commun de développer des recherches sur la « consommation durable ». Deux séminaires communs, élargis à d'autres chercheurs, ont été organisés lors des séjours respectifs des chercheurs français en Hongrie, et des chercheurs hongrois en France.

A partir du bilan de notre première année, la réflexion s'est poursuivie autour de cette thématique, afin de mieux comprendre les processus d'une consommation que l'on pourrait qualifier de « durable ». Lors de la réunion de conclusion de la première année d'échanges, deux projets ont été envisagés afin d'approfondir l'analyse de la « consommation durable » avec de nouveaux partenaires. Il s'agit :

1-d'organiser un séminaire élargi sur la consommation durable à Budapest avec l'Institut Français de Budapest, et

2-de réaliser la publication de nos travaux dans un ouvrage collectif.

Au cours de l'année 2011, un nouvel échange de chercheurs s'est déroulé à l'Institut de la recherche sociologique à Budapest et au Laboratoire Ladyss à Paris 8. Au cours de ces échanges, de nouveaux travaux ont été présentés tels que ceux liés à la question des déplacements dans les espaces périurbains et leurs effets en matière de consommation durable. Ce séminaire pourrait être aussi une première étape à la mise en place d'un réseau de recherche international sur cette thématique qui pourrait s'associer pour déposer des projets de recherches internationaux.

Publications et/ou valorisation :

Rayonnement et attractivités académiques

Communications séminaires

Présentations Ladyss aux séminaires communs :

Bühler, E.-A., Consommations alimentaires : quelles durabilités ?, Communication.

Lemarchand, N., Le développement des centres commerciaux à la périphérie des villes, Communication.

Lemarchand, N., Projet d'étude sur les centres commerciaux de l'Agglomération de Budapest, objet et méthodes, Communication.

Plet, F., Questions sur la consommation hongroise du point de vue d'une chercheuse française : immobilier, foncier, agriculture, alimentation, Communication.

Plet, F., Bilan de la mission de terrain de juin 2010, « Consommation et terres viticoles en Tokaj (Hongrie) », Communication.

Tillous, M., Transports et étalement urbain, Communication.

Yapi-Diahou, A., Présentation des travaux en cours sur la périurbanisation des Suds, programme de recherche réalisée dans le cadre d'une ANR Périssud, Communication.

Ly Hamidou, M. (D), Justice environnementale entre inégalités sociales et "consommation" spatiale : l'exemple de New York et Dakar, Communication.

Macaba, A. (D), La perception du risque dans les zones péri-urbaines : l'exemple de Muputo (Mozambique), Communication.

Toqué, C. (D), Consommation durable et bien-être, Communication.

« Le Dimanche à Paris en 2030 »

Responsable scientifique du laboratoire : **Nathalie Lemarchand**

Financement contractuel :

Contrat Mairie de Paris

Partenaires institutionnels :

IUP, Université Paris Est ; Institut d'Urbanisme de Reims ; Université de Bordeaux ; Université de Montréal et l'Observatoire SITQ du développement urbain et immobilier ; Institut National de la Recherche Scientifique du Québec.

Responsable scientifique du contrat :

Nathalie Lemarchand

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Marion Tillous

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Cette recherche vise à interroger les transformations des rythmes urbains parisiens et plus généralement métropolitains. A Paris, on assiste à une multiplication et à une extension horaire des offres culturelles et sportives, de même qu'à un renforcement des événements d'ordre ponctuel ou récurrent, prenant souvent place dans l'espace public.

Par ailleurs, notre questionnement amène à une analyse comparative. Montréal offre un intéressant terrain de comparaison. Nord-américaine par son développement et son rythme urbain, les Montréalais et plus largement les visiteurs peuvent accéder à un ensemble d'activités le dimanche : festives, culturelles ou sportives, mais aussi commerciales. Montréal offre aussi l'intérêt de mettre en relief l'effet de la saisonnalité.

4 axes de recherche et méthodologie

1. Territoires

Ce premier axe interroge les changements géographiques à l'œuvre, depuis une trentaine d'années. Quels sont les espaces touchés par ces changements dominicaux ? Deux méthodes seront employées. Tout d'abord, il paraît nécessaire de cerner l'offre urbaine dominicale : les lieux de la ville ouverts, les types d'activités qui y sont proposés aux différentes saisons. Des observations seront ensuite menées sur un échantillon de sites.

2. Activités

Ce deuxième axe vise à comprendre quelles sont les particularités de ce jour spécifique et ce qu'il représente pour les citoyens ordinaires. La méthode de l'entretien semi-directif sera privilégiée pour cette analyse, complétant certaines enquêtes quantitatives déjà menées (Credoc, 2008). L'approche privilégiée s'attache plus aux vécus, aux perceptions, aux représentations des individus. La parole apparaît alors comme matériau privilégié.

3. Urbanisme

Ce troisième axe interroge les manières dont ces recompositions temporelles sont intégrées dans les pratiques urbanistiques. La méthodologie pourra être conduite en trois phases : des entretiens avec des acteurs majeurs de l'urbanisme, des entretiens et l'analyse de documents produits par les politiques temporelles locales et l'analyse de documents de planification ou de prospective territoriale.

4. Quelles représentations ?

Les arts, à travers le cinéma, la photographie, la peinture et la littérature peuvent également nous renseigner sur l'évolution de cette journée, sur la façon dont elle est perçue et vécue. Aussi, la collection de films sur Paris, du Forum des Images, sera systématiquement examinée et cataloguée, tandis qu'un repérage sera effectué sur les collections des musées parisiens (Orsay, Carnavalet) et qu'une anthologie (poésies, extraits de romans) sera réalisée sur le thème du dimanche.

Etat d'avancement (prévisionnel) :

<u>Étapes méthodologiques</u>	Durée (durée totale : 2 ans)
Revue de littérature Recueil de données Élaboration des grilles d'entretien	8 mois
Élaboration des chronocartographies Enquête ethnographique Passation et retranscription des entretiens	6 mois
Exploitation de l'ensemble des données Rédaction du rapport final	10 mois

Résultats/Publications et/ou valorisation :

Les résultats seront diffusés dans le cadre de séminaires et journées d'études organisés entre les universités de Paris 8, de Paris Est et de Bordeaux 3 et en collaboration avec l'Université de Montréal et l'INRS. Un dossier de la revue Urbanisme sera consacré au sujet du « dimanche dans les grandes métropoles ». Les moyens de diffusion habituels des chercheurs seront employés à la diffusion des résultats tels que rapports et articles. Enfin une exposition est également envisagée sur les représentations du dimanche dans les arts (peinture, photographie, romans, poésie).

TOUCH « Transport Orientations Urbanisme Climat Habitat »

Responsable scientifique du laboratoire : Nathalie Lemarchand

Financement contractuel :

Aucun

Partenaires institutionnels :

Communauté Urbaine de Dunkerque ; Agence d'Urbanisme et de Développement de la Région Flandres-Dunkerque (AGUR) ; Centre d'Etudes Techniques de l'Équipement (CETE Nord-Picardie) ; Université du Littoral Côte d'Opale.

Responsable scientifique du contrat :

A-P Hellequin, Université du littoral Côte d'Opale, IMN.

Objectifs et méthodologie ou démarche :

L'un des enjeux principaux du plan local d'urbanisme est de proposer une évolution de la forme urbaine pour atténuer les incidences de l'étalement urbain sur le secteur de l'agglomération. Consommateur de terres agricoles, coûteux en aménagement et en gestion de réseaux, générant des mobilités subies, l'étalement urbain semble aujourd'hui, souffrir d'un bilan énergétique dispendieux. Il est apparu pendant des décennies comme une des consécutions de l'élus aménageur et pour l'habitant la finalisation d'une ascension sociale conduisant à la propriété par la construction d'une maison individuelle. Il pourrait devenir le lieu demain, de la marginalisation des entités économiques qui n'auront pas pu s'adapter aux nouveaux enjeux. Les plans sectoriels d'aménagement, s'ils ont un caractère réglementaire et opposable, ne permettent pas toujours une évolution des mentalités. En revanche, ils peuvent anticiper et accompagner l'évolution.

L'enjeu semble donc d'améliorer la connaissance sur les interactions entre formes urbaines et émission de gaz à effet de serre afin de faire de ces documents d'urbanisme des documents programmatiques et réglementaires mais aussi des documents pédagogiques à visée prospective et d'anticipation. L'objectif du projet est de construire, à travers des travaux de recherche, et sur la base d'un consortium « un porter à connaissance territorial » qui constituerait une aide à la décision tant pour la Communauté Urbaine de Dunkerque et les communes de son périmètre, que pour les territoires voisins (notamment les communes du SCOT).

Etat d'avancement :

Capitalisation des travaux de recherche existants, et capitalisation des études et actions portées à l'échelle de la Communauté Urbaine de Dunkerque ; enquête de terrain.

Résultats :

En cours

Publications et/ou valorisation :

En cours.

Mise en place et consolidation d'un réseau international de recherche sur la distribution

Responsable scientifique du laboratoire : **Nathalie Lemarchand**

Financement contractuel :

Financements ponctuels MSH Paris-Nord

Partenaires institutionnels :

MSH Paris Nord ; CEPN-CNRS/Paris13 ; CEMI /EHESS ; Paris Dauphine.

Responsables scientifiques du contrat :

Nathalie Lemarchand, Cédric Durand (CEPN -CNRS/Paris13) et CEMI (EHESS).

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Philippe Moati

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Ce projet vise d'abord à la consolidation d'un Réseau Interdisciplinaire de recherche crises et mutations de la Distribution (RID). Il s'agit d'établir un "état des savoirs" et de construire des pratiques de recherche partagées en vue d'éclairer les enjeux des transformations du secteur de la grande distribution pour les villes.

Ce projet se propose ensuite de présenter les conséquences de la révolution commerciale en cours sur les espaces urbains. D'un côté, une logique dominée par l'offre est porteuse d'une évolution du secteur qui combinerait et compléterait la commercialisation de biens par des services. Il s'agira donc d'abord de présenter les conséquences de cette transformation en ce qui concerne l'organisation spatiale et l'évolution des pratiques urbaines. Les contradictions en termes de fragmentation de l'espace urbain qu'elle est susceptible de générer devront aussi être spécifiées. Les enjeux pour les villes de cette transformation de l'organisation du secteur seront aussi explorés à une série d'autres niveaux : demande de services publics et sociaux, sécurité, relation des villes avec les territoires qui les entourent, contestations et alternatives, impact environnemental... Il s'agit donc de faire apparaître l'évolution du secteur comme un processus ouvert dont les diverses issues possibles peuvent avoir des conséquences contrastées. Ce faisant, ce projet contribuera aussi à informer les politiques publiques, notamment celle des villes, sur la manière dont elles peuvent anticiper et peser sur ce processus.

Démarche : En s'appuyant sur le Réseau Interdisciplinaire de recherche crises et mutations de la Distribution qui s'est constitué cette année (<http://www.mshparisnord.org/rid/rid.htm>) ce projet vise à développer une nouvelle collaboration centrée sur les enjeux pour l'espace urbain de la révolution commerciale que tente de mettre en œuvre les acteurs de la grande distribution.

Etat d'avancement :

Organisation d'une deuxième journée d'étude le 5 mai 2011, construction d'un site dédié au réseau.

Résultats :

1^{ère} journée d'étude, fondation réseau, création d'un comité d'animation du RID.

Publications et/ou valorisation :

- 1-Journées d'étude juillet 2010, lancement du réseau printemps 2011 ;
- 2-Deuxième journée d'étude du RID, le 5 mai 2011, campus Jourdan de l'ENS ;
- 3-Un site et un annuaire ;
- 4-Un colloque organisé en 2011 ;
- 5-A partir des trois rencontres des chercheurs du RID (2 journées d'étude et un colloque) une publication collective engagée fin 2011 ;
- 6-dépôt d'un projet de recherche national et/ou européen en 2012.

Contexte de résidence et accessibilité à l'offre de santé périnatale: recensement et étude des naissances hors structures en Bourgogne

Responsable scientifique du laboratoire : **Hugo Pilkington**

Financement contractuel :

MSH Paris Nord/UMR 09/2-3-1

Partenaires institutionnels :

UMR Inserm S953, LAB'URBA EA 3482 Institut d'urbanisme de Paris

Responsable scientifique du contrat :

Hugo Pilkington

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Vincent Godard

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Ce projet vise à réaliser un travail de recensement des naissances hors structures en Bourgogne, c'est-à-dire au domicile ou lors du transport vers la maternité, auprès du SAMU et des pompiers d'une part, et des maternités du département d'autre part. Par là même, il contribuera à compléter les bases de données existantes (PMSI et états civils) et à améliorer l'identification des territoires présentant des difficultés d'accès aux soins lors de l'accouchement, ainsi que l'évaluation des politiques de santé périnatales.

Etat d'avancement :

En cours

Résultats :

1. Etablissement de contacts avec les organisations locales le recueil des données (SAMU, pompiers, maternités et centre de Protection Maternelle et Infantile).
2. Réalisation du recueil des données (travail de terrain auprès des organisations et des structures de Bourgogne)
3. Analyse des données et rédaction du rapport par deux étudiants de Master dans le cadre de leur mémoire.

Publications et/ou valorisation :

ACL – Articles dans des revues internationales ou nationales avec comité de lecture répertoriées par l'AERES ou dans des bases de données internationales (en gras avec un facteur d'impact)

Charreire, H., Combiere, E., Michaut, F., Ferdynus, C., Blondel, B., Drewniak, N., Le Vaillant, M., Pilkington, H., Amat-Roze, J.M., Zeitlin, J., à paraître. Une géographie de l'offre de soins en restructuration : les territoires des maternités en Bourgogne, *Cahiers de Géographie du Québec*, 55, 156.

Recherche exploratoire autour de la notion de « quartier thérapeutique »

Responsable scientifique du laboratoire : **Hugo Pilkington**

Financement contractuel :

BQR Pôle Ville Université Paris 8/UMR Ladyss 7533

Partenaires institutionnels :

Université Paris 8 (Vincennes – Saint Denis), MSH Paris Nord.

Responsable scientifique du contrat :

Hugo Pilkington

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Marion Tillous

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Cette recherche exploratoire vise à tester la validité opératoire de la notion de « quartier thérapeutique », c'est-à-dire favorisant l'amélioration de l'état de santé d'un individu ou de groupes d'individus. Il interroge l'organisation, les structures et la morphologie urbaines en tant que créatrices d'espaces (lieux et réseaux) potentiellement thérapeutiques. Cette recherche exploratoire souhaite : tester la validité opératoire de la notion de « quartier thérapeutique » et constituer un réseau de chercheurs à l'échelle internationale sur le thème du « quartier thérapeutique » en vue de la rédaction d'un futur programme de recherche.

La méthodologie est déclinée en deux temps :

- L'organisation d'une session lors du Congrès Annuel de l'AAG en février 2012 (Association of American Geographers) ;
- L'organisation d'un séminaire de cinq séances (auprès de la MSH Paris Nord), entre les mois de février et de juin 2012.

Etat d'avancement :

En cours

Résultats :

En cours

Publications et/ou valorisation :**Rayonnement et attractivités académiques****Organisation et animation de séminaire**

Pilkington, H., Tillous, M. 2012. Organisation et animation de la session "Therapeutic neighborhoods: uses of urban public space and health", Annual Meeting of the Association of American Geographers, New York, 26 février.

Pilkington, H., Tillous, M. 2012. Organisation et animation du séminaire de recherche pluridisciplinaire *Recherche exploratoire autour de la notion de « quartier thérapeutique »*, Université Paris 8 (Vincennes – Saint-Denis), Ladyss, MSH Paris Nord, Saint-Denis.

Les agricultures péri-urbaines en Afrique, entre réponse aux vulnérabilités socio-économiques et intégration aux marchés

Responsable scientifique du laboratoire : **Bouziiane Semmoud**

Financement contractuel :

Appel à projet PARI (Programme d'aide à la recherche innovante), 2010 – 2012, Paris 8.

Partenaires institutionnels :

Universités africaines : Abidjan, Bamako, Tunis, Agadir, Oum El Bouaghi et Oran.

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Bezunesch Tamru, Alphonse Yapi-Diahou, Perrine Duroyaume (D).

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Le projet explore, dans une démarche comparative entre Maghreb et Afrique au sud du Sahara, les rapports espaces urbains-espaces ruraux en accordant au thème de l'agriculture périurbaine une place de choix. Une équipe formée de chercheurs de Paris 8, de Côte d'Ivoire, du Mali, de Tunisie, du Maroc et d'Algérie, met au cœur de sa démarche la question de l'alimentation de la ville, et plus généralement celle de la sécurité alimentaire, et la discussion du paradigme de la ruralisation des villes encore vivace comme de la ville prédatrice au profit d'une démarche qui recherche les interactions. On y aborde l'ampleur diverse et les formes de redéploiement des activités agricoles en travaillant sur les stratégies d'acteurs ruraux et urbains, ainsi que les modes de territorialisation qu'entraînent les fortes interférences urbaines et rurales.

La méthode repose sur la mobilisation de données selon une démarche privilégiant deux temps. Le premier consistera à croiser, à partir d'une recension de travaux récents effectués dans les régions concernées, les différentes approches de ces activités agricoles et/d'élevage dans le périurbain. Il s'agit de faire ressortir les courants dominants à confronter avec les évolutions en cours. Dans un second temps, on s'intéressera – par observations et recueil de données, entretiens, questionnaires ... – à la redistribution des activités agricoles, aux

pratiques des différents acteurs (agriculteurs, élus, techniciens...) ainsi qu'aux réglementations foncières, environnementales, fiscales ou agricoles. On interrogera en particulier les effets de la proximité et des réseaux multiples dans lesquels ces espaces sont désormais enserrés.

Etat d'avancement :

Lancement du projet en mars 2011

Résultats :

Séminaire organisé 17 et 18 mars 2011

Publications et/ou valorisation :

En cours

**Nouvelles économies rurales à la périphérie des métropoles du Sud : cas d'Addis-
Abeba (Ethiopie) et de Nairobi (Kenya)**

Responsable scientifique du laboratoire : **Bezunesh Tamru**

Financement contractuel :

Université Paris 8 au titre d'une aide à la recherche ou BQR.

Partenaires institutionnels :

Centre Français des Etudes Ethiopiennes ; University of Addis-Ababa ; Addis-Ababa/Finfinni Surrounding Special zone Agency ; University of Nairobi.

Responsable scientifique du contrat :

Bezunesh Tamru

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Bouziane Semmoud, Alphonse Yapi-Diahou, Perrine Duroyaume (D).

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Les relations ville-campagne font partie des thèmes classiques de la recherche géographique. Dans les pays en voie de développement comme l'Ethiopie et le Kenya, les chercheurs notent une relation très déséquilibrée et favorisant la ville. Ceci a entraîné une certaine emprise urbaine sur le foncier et sur une grande partie de l'économie rurale. Les campagnes peuvent donc être considérées comme des pourvoyeuses de produits agricoles, de main-d'œuvre ou de réserves foncières. L'environnement reste aussi au centre des interrogations avec des situations de nuisances multiples dont les villes seraient à l'origine. Il s'avère ainsi que les relations ville-campagne demeurent un domaine d'interactions complexes où entrent en jeu autant des réflexions d'ordre économique et social que des postures politiques voire idéologiques.

Actuellement, l'insuffisance de l'offre en produits agricoles entraîne un investissement massif dans l'agriculture des pays les plus pauvres. La demande touche une gamme très variée de produits : les plantes ornementales, les denrées commerciales classiques, le vivrier ou les biocarburants. La pression internationale sur la demande se traduit par une forte spéculation sur les produits agricoles et par une course effrénée pour l'accès aux terres rurales exploitées ou mises en réserve.

La relation ville-campagne contemporaine doit être relue au travers de cet enjeu moderne où de nouveaux acteurs issus des pays émergents et/ou pétroliers jouent un rôle important. Les zones rurales proches des villes et des voies de communication deviennent ainsi des aires d'intenses concurrences faisant grimper leur valeur foncière. La présente étude propose l'analyse de cette situation en comparant le cas de deux pays voisins, le Kenya et l'Ethiopie.

Cette étude cherche donc à interroger les nouvelles tendances d'accaparements fonciers au travers de ces trois objectifs et questionnements.

- Cartographier l'évolution d'un phénomène plus médiatique que connu ;
- Un urbain demeuré local et un rural mondialisé ? Quelles recompositions spatiales ?
- Quel avenir pour les migrations internes, les espaces des flux en question ?
- Foncier : quels types d'accaparements et vers quels renouvellements des systèmes ?

Etat d'avancement :

Début du programme, premières observations dans les périphéries d'Addis-Abeba.

Résultats :

En cours

Publications et/ou valorisation :

A venir

**Partage sexué de l'espace, aménagement et développement urbain dans le monde arabo-musulman et l'espace migratoire de la France :
De Rabat, Istanbul ou Le Caire aux banlieues françaises, quel parallèle possible ?**

Responsable scientifique du laboratoire : **Marion Tillous**

Financement contractuel :

Université Paris 1 (au titre de la politique scientifique de l'Université pour la période 2008-2010 – reconduit jusqu'à la fin de l'année 2011).

Partenaires institutionnels :

Université Paris 8 (Vincennes – Saint-Denis)

Responsable scientifique du contrat :

Gaëlle Gillot Université Paris 1 (Iedès) – UMR Géographie-Cités (Cria)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

L'objectif initial du projet était de travailler sur les pratiques urbaines dans les pays du monde en développement, et notamment sur celles des femmes, pour recueillir des éléments d'intelligibilité sur les situations des villes du Nord. Le nouveau partenariat entre Gaëlle Gillot et Marion Tillous (qui a rejoint le projet au début de l'année 2011) a été l'occasion d'une focalisation sur les espaces publics dédiés à la mobilité, en particulier ceux où a été instaurée une séparation Homme-Femme. La démarche de l'enquête croise observation directe et entretiens semi-directifs.

Etat d'avancement :

Terrains en cours

Résultats :

A venir

Publications et/ou valorisation :

A venir

SUCH Sentiers Urbains, Connexions & Hub pour la marche à Paris.

Responsable scientifique du laboratoire : **Marion Tillous**

Financement contractuel :

Programme Paris 2030

Partenaires institutionnels (partenaires et soutiens) :

- Mairie du XII^e arrondissement de Paris
- SAEMES
- Ville de Rome, par les soins de l'Université La Sapienza / Facoltà di Architettura "Ludovico Quaroni" / Laboratorio del Dipartimento di Architettura (DiAR)
- Laboratoire CRESSON (Centre de recherche sur l'espace sonore et l'environnement urbain), Grenoble.

Responsable scientifique du contrat :

Sabine Chardonnet-Darmaillacq, ENSA Paris-Malaquais.

Objectifs et méthodologie ou démarche :

L'objectif de cette enquête est de déterminer les conditions dans lesquelles les modes dits actifs, et plus particulièrement la marche à pied, pourraient prendre une part majeure au sein des déplacements parisiens, de façon à contrebalancer le poids hégémonique de l'automobile. Deux axes sont particulièrement envisagés : la conception d'un réseau de sentiers aussi lisibles qu'un réseau de transport collectif ; l'aménagement et l'offre de services dédiés à la marche le long de ces sentiers.

Etat d'avancement :

Analyse et synthèse des résultats en cours

Résultats :

A venir (hiver 2012-2013)

Publications et/ou valorisation :

Chardonnet-Darmaillacq, S., (équipe Paris 2030), 2012. Figures de marcheurs, Table ronde au Colloque *Le Génie de la marche*, Cerisy, juin, <http://www.ccic-cerisy.asso.fr/marche12.html>

Publication des résultats à venir

Dynamique territoriale à la périphérie des métropoles dans les Suds (PÉRISUD)

Responsable scientifique du laboratoire : **Alphonse Yapi-Diahou**

Financement contractuel :

ANR-IRD

Partenaires institutionnels :

ANR, AIRD, PRODIG, Université de Cocody (Abidjan), VST (Equipe de recherche, ENS Abidjan, Université de Bouaké)

Responsable scientifique du contrat :

Jean-Louis Chaléard (PRODIG)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Le programme consiste à étudier la périphérie des métropoles des Suds. Ces espaces ont déjà été étudiés dans le passé. Il s'agit de proposer une nouvelle approche tenant compte :

- De l'évolution des savoirs et des approches tant sur les villes que sur les campagnes
- De l'évolution du monde contemporain et particulièrement de la mondialisation.

Comme hypothèse de départ, le programme suggère : les mutations des périphéries dans les métropoles des Suds montrent une adaptation aux logiques de métropolisation et révèlent une complexité sociale et spatiale croissante

Le programme est structuré autour de quatre thèmes à savoir :

- Les périphéries dans la division sociale de l'espace urbain : les périphéries deviennent-elles aujourd'hui des territoires de diversification et de confrontation sociales ?
- L'évolution des réseaux : sont-ils des facteurs de différenciation des espaces urbains ?
- Les recompositions rurales aux franges urbaines : y a-t-il création d'espaces originaux à partir de la recomposition d'espaces à dominante rurale ?
- La gouvernance des périphéries : y a-t-il adaptation des modes de gouvernance et de leurs échelles d'action à la spécificité des espaces périphériques des métropoles des Suds.

La méthode est définie à plusieurs niveaux, celui des métropoles d'abord, des thèmes ensuite, et enfin de la démarche. A l'échelle de la métropole, se pose la question de la définition des périphéries et des choix de cas considérés comme les plus « représentatifs. »

Pour chaque thème, il fallait mettre en place une grille d'analyse commune qui soit applicable à toutes les périphéries.

Cette perspective imposait d'adopter au plan de la démarche un langage commun dans le but de résoudre la question des limites des périphéries, de cartographier les phénomènes à travers l'élaboration de cartes

thématiques sur des bases identiques, et de rechercher des indicateurs quantitatifs communs pour faire face entre autres aux problèmes des sources, de vocabulaire (ex. : « habitat précaire »).

Enfin des ateliers thématiques et/ou par métropoles se réunissent périodiquement pour échanger et débattre des différents points du programme.

Etat d'avancement :

Enquêtes de terrain en cours d'achèvement

Résultats :

Plusieurs étudiants de master (Paris1, Paris8, Cocody, Mexico, Lima) sont formés dans le cadre de ce programme. Quatre thèses de doctorat sont en cours à l'université de Cocody.

Publications et/ou valorisation :

OS – Chapitres d'ouvrages scientifiques

Yapi-Diahou, A., Adjoba Koffi, M., Brou Koffi, E., Assi Yassi, G., à paraître. Les périphéries abidjanaises : territoires de redistribution et de relégation, in collection Grafigéo, Paris, Prodig.

DO – Directions d'ouvrages ou de revues

Yapi-Diahou, A. (Ed.), à paraître. *Terres en capitale, terres d'Etat : les capitales d'Afrique de l'Ouest face au défi foncier*, Abidjan, Bamako Ouagadougou, Éditions du CODESRIA.

Axe 3

ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT : VERS UN NOUVEAU PARADIGME ?

Responsables : Marianne COHEN, Jean GARDIN

Projet de l'axe 3

Positionnement et contexte scientifiques

Les recherches menées dans le cadre de l'axe 3 sont caractérisées par deux points importants, d'une part une cristallisation autour des questions d'environnement, d'autre part un traitement de ces questions par le croisement de différents regards disciplinaires. Ce croisement s'opère par l'association de chercheurs de différentes disciplines du laboratoire dans une même opération de recherche¹⁴, et par l'association entre les chercheurs de l'axe 3 et des laboratoires du secteur Science **dans la moitié des opérations de notre projet quinquennal**. Cette démarche caractérise et individualise l'axe 3 depuis la fondation du LADYSS. Il s'agit pour nous d'en tirer tous les enseignements, de les capitaliser, et en même temps de faire évoluer nos problématiques. Et de contribuer ainsi à l'axe transversal¹⁵ du prochain contrat, par une réflexion théorique et méthodologique issue de notre pratique d'une « large » interdisciplinarité¹⁶. Parallèlement, une stratégie complémentaire consiste à traiter des questions d'environnement par un regard délibérément centré sur les sciences humaines et sociales, et ainsi à contribuer à une 'pluridisciplinarité de contrepoint' sur les questions d'environnement (cas de la **deuxième moitié des opérations de ce projet**). Cette double stratégie de recherche constitue un atout et une originalité de l'axe 3.

Cette exigence est portée par les enseignements tirés de nos travaux mais également par la recherche d'un positionnement original dans un champ de recherche, « l'environnement », de plus en plus disputé entre les secteurs scientifiques, et à l'intérieur de ceux-ci entre les équipes de recherche. De ce point de vue, l'expérience acquise est précieuse alors que la crise écologique contemporaine impose aux chercheurs une interdisciplinarité effective. En témoignent à la fois l'émergence des *sustainability science*¹⁷, de notions comme les *systèmes couplés sociétés-écosystèmes*¹⁸ et le foisonnement de nouvelles institutions et programmes transversaux internationaux sensés porter cette exigence¹⁹. Une analyse critique montre toutefois que la composante sociale de ces systèmes couplés est souvent

¹⁴ 44 % des opérations en cours et en projet de l'axe 3

¹⁵ Axe transversal : « Les rapports sciences sociétés à l'épreuve du terrain : interdisciplinarité, jeux d'échelles, démarches comparatives, incertitudes, normes »

¹⁶ Voir la discussion sur pluridisciplinarité entre sciences sociales et interdisciplinarité allant jusqu'aux sciences du vivant (Jollivet, 2002) dans le § Axe transversal. L'interdisciplinarité peut être « étroite » ou « large » (van Dusseldorp, D. & S. Wigboldus 1998),

¹⁷ Voir par exemple Kates et al., 2001. Sustainability science. *Science* 292, 641–642.

¹⁸ Par exemple, les travaux de Walter et al. 2004 ou de Folke et al., 2006 sur l'application des notions de résilience et d'adaptabilité au changement global aux systèmes couplés sociétés-écosystèmes, et leur salutaire critique par Hélène Thomas (Réseau Terra, n°13, 2008). Signalons également le Séminaire *Sociétés et ressources renouvelables. Temps et espace des crises environnementales* co-organisé par Yves Luginbuhl (Beck, Luginbuhl et Muxart, Eds, 2006).

¹⁹ Si l'on s'en tient aux programmes liés au changement global, outre les travaux du GIEC (2007), citons L'IHDP (*Earth System Governance: People, Places and Planet*, Bierman et al., 2009), mettant en oeuvre le *Global Land Project*, en association avec l'IGBP (*International Geosphere-Biosphere Program*), le ESSP (*Earth System Science Partnership*), avec plusieurs projets : GWSP (*Global Water System Project*), *Digital Water Atlas*, CCAFS (*Climate Change, Agriculture and Food Security*, 2009, en association avec le CGIAR, Groupe consultatif sur la recherche internationale agricole), le NCAP (*Netherlands Climate Assistance Program*), et RESCUE (*Responses to Environmental and Societal Challenges for our Unstable Earth*), programme de l'ESF (*European Science Foundation*).

pensée et traitée dans une perspective dynamique par analogie aux trajectoires d'écosystèmes (*adaptive cycle metaphor*²⁰), et non en prenant en compte sa logique propre. Ceci conduit à laisser les habitants ordinaires, les agriculteurs ou autres acteurs locaux en dehors de la compréhension de ces systèmes. C'est justement le projet de l'axe 3 que de porter et de contribuer à la compréhension de ces logiques d'acteurs dans des systèmes complexes et caractérisés par de nombreuses incertitudes face à la crise écologique²¹ et climatique²², et de dépasser le problème (le phantasme ?) de l'instrumentalisation des sciences sociales au service de recherches pilotées depuis le secteur Science.

Les titres que nous avons donnés à l'axe 3 au cours des précédents contrats²³ traduisent la progression de nos problématiques, dont la complexité est de plus en plus affichée et assumée, de même que la visée théorique et méthodologique qui les sous-tendent. Notre définition de l'environnement a évolué, depuis un « problème » à la fois socialement construit et matériel, puis un objet pouvant réorienter les analyses et problématiques socio-spatiales, enfin une opportunité pour renouveler la question des inégalités sociales, par l'intermédiaire des thèmes des inégalités écologiques et de la justice environnementale. Le titre choisi pour ce contrat, « Environnements et développement : vers un nouveau paradigme ? », met au premier plan le lien que nous cherchons à établir au sein des territoires entre les questions d'environnement, de développement économique et d'équité sociale. L'objectif est de progresser dans la prise en compte de la complexité des questions d'environnement, accrue par le lien croissant entre leur expression locale et la dimension globale, en s'appuyant sur la palette de disciplines des chercheurs de l'axe 3²⁴. Loin d'une déclaration de principe (aujourd'hui quasi-obligée dans le nouveau contexte de la recherche), d'une interdisciplinarité déclamatoire correspondant dans les faits à des juxtapositions de postures disciplinaires, voire individuelles, la démarche retenue par les chercheurs de l'axe 3 est bien de se saisir conjointement d'un même objet de recherche.

L'intégration de l'économie dans notre traitement des questions d'environnement correspond à un véritable progrès, tant le pilier économique du **développement durable** était jusqu'à présent abordé de façon subsumée aux piliers social et environnemental²⁵. La prise en compte des logiques économiques et des nouveaux modèles de production (économie de la fonctionnalité), de consommation collaborative et des normes (responsabilité sociale des entreprises) qui leur sont associées renouvelle drastiquement notre questionnement, notamment dans le cadre de plusieurs séminaires programmés dans le projet de l'axe 3²⁶. Des notions émergentes, comme les **services écosystémiques**, seront mobilisées et soumises à une analyse critique à la fois d'un point de vue théorique et par la confrontation avec des cas d'étude concrets²⁷. La notion de **paysage**, centrale dans les approches de plusieurs chercheurs de l'axe 3, sera renouvelée par la mise à l'épreuve de ces réflexions croisées avec l'économie²⁸, mais également avec l'histoire²⁹ et l'écologie et la santé³⁰. Cette structuration interne du collectif de chercheurs n'empêche pas l'existence d'opérations plus recentrées sur des individus ou des petits collectifs, par exemple traitant des **dimensions socio-politiques et culturelles**

²⁰ Holling and Gunderson (2002)

²¹ Voir les nombreuses opérations traitant de la question de la biodiversité, de même que celles traitant de la gestion de l'eau dans les villes

²² Programmes CCTV, Regyna, et Erosion éolienne et changement climatique

²³ « Environnement », « Environnement, territoires et sociétés : la construction de nouveaux liens », « L'environnement, vers un nouveau paradigme ? »

²⁴ Biogéographie, géographie humaine, sociologie, anthropologie, et depuis 2010 économie

²⁵ Par exemple, en intégrant des paramètres économiques dans les enquêtes réalisées auprès d'exploitants agricoles sur leur perception des risques liés à l'eau, programme Crique (voir bilan)

²⁶ Séminaire d'économie Politique, Thomas Lamarche et Eric Magnin ; Séminaire Ladyss Paris 7 *Développement durable et transformations des capitalismes contemporains : du local au global* / Thomas Lamarche (géographie, sociologie et économie); Séminaire du Cercle de l'Observatoire Société et Consommation sur la consommation collaborative / Philippe Moati ; Inégalité, Approches macro méso micro. Secteur, territoire, revenus / Thomas Lamarche

²⁷ Opérations CCTV2, Trames Vertes Urbaines

²⁸ L'opération Patermed vise ainsi à évaluer le rôle du paysage dans la valorisation des produits agricoles et la compétition territoriale

²⁹ Opérations Figuig, Image et Paysage

³⁰ Opérations Connaissance des paysages de la France, Les paysages méditerranéens sont-ils encore méditerranéens ?, Paysage, espace vivant ?, Epidémiologie de la borréliose de Lyme

du développement durable³¹, à travers le prisme d'un objet végétal³². Il en est de même d'opérations qui cherchent à formaliser les méthodes et les processus sociaux favorisant une plus large **participation** du public à la gestion de la biodiversité ou la réduction des émissions carbone des villes³³.

Les réflexions conduites lors du contrat 2009-2013 constituent des acquis importants en vue de la prise en compte de nouvelles thématiques comme l'adaptation au changement climatique. D'un point de vue méthodologique, il s'agit de mettre en œuvre des pratiques de recherche qui en appellent à la **mise en regard de terrains** (que ce soit dans le rural ou dans l'urbain) Nord/Sud dans la mesure où les inégalités de développement ne peuvent que poser des questions très importantes eu égard aux possibilités d'adaptation et relativement aux enjeux de la dette écologique qui font des pays du Nord les principaux pollueurs et des pays du Sud souvent les plus touchés (eu égard notamment à leur fragilité)³⁴.

Depuis quelques années à peine, les différences perçues entre problèmes d'environnement mineurs et majeurs se sont estompées, notamment avec la prise en compte croissante des relations d'interdépendance du local au global et de la complexité des systèmes écologiques. Les sociétés au Nord et au Sud sont entrées dans une ère où les questions d'environnement sont devenues synonymes de catastrophes potentielles. La globalité de ces problèmes est rarement remise en question même si leur origine anthropique est sujette à de multiples débats (à l'instar du changement climatique). De la nature en ville, question qui intéressait essentiellement les collectivités locales et leurs prérogatives en termes de cadre de vie, nous sommes passés à la biodiversité « urbaine », problématique générale évoquant une crise majeure, à savoir la 6^{ème} extinction des espèces ; de la qualité de l'air, nous sommes passés à l'adaptation au changement climatique ; plus que de prévenir le changement climatique (mitigation), il s'agit désormais d'adapter réseaux et structures aux évolutions inéluctables du climat. De la question des rapports des sociétés agraires aux risques liés à leurs ressources naturelles, nous sommes passés à celle de leur résilience et de leur adaptabilité face au changement climatique.

Aujourd'hui, l'effort consiste à prendre en compte des problèmes globaux dans un contexte de crise (climatique, biodiversité) et de les localiser, par exemple, à l'échelle des systèmes urbains, ce qui permet également de comprendre les logiques d'acteurs à ces échelles locales. Il est bien évident que de tels travaux posent de nombreux problèmes notamment en termes d'échelles ou même de gouvernance ou de gouvernement des territoires. Il est remarquable que, dans ce contexte, encore une fois pourrait-on penser, la dimension sociale des problématiques environnementales s'efface au profit de leur traitement scientifique et technique, voire ingénierial. Parlant d'adaptation au changement climatique, il s'agit de prendre en compte l'évolution des réseaux urbains (transports, etc.), mais plus rarement les populations elles-mêmes. De même, l'adaptation au changement climatique de régions agraires est d'abord pensée par les décideurs à travers l'impact de ce changement sur le rendement agricole, plus rarement sur les agriculteurs eux-mêmes.

Le point fort de l'axe 3 est donc de proposer sur la question de l'environnement une contribution spécifique relevant des sciences sociales par rapport aux autres sciences. Notre collectif représente largement la diversité de ces sciences sociales et le spectre des collaborations avec le secteur Science s'est lui aussi élargi : autrefois essentiellement représenté par les sciences du vivant (et notamment l'écologie), il inclut à présent les sciences de la terre (hydrologie, géologie³⁵) et de l'atmosphère (climatologie³⁶). Le rattachement récent du Ladyss au **GIS Climat, Environnement et**

³¹ Opérations BiBop, Territoires de la Citoyenneté, Art, environnement et enjeux esthétiques du développement durable, Investigating cultural sustainability

³² Opérations Marchandisation du végétal, Le rapport au végétal dans le monde des roses/Blandine Veith

³³ Opérations OPTIQ-BIODIVERSITE, PROMOV (Prospective des modes de vie urbains et facteur 4)

³⁴ Plusieurs opérations de recherche situées dans les pays du Sud pourront contribuer à cette réflexion (Monde des roses – Kenya-, Désertification et changement climatique –Argentine-, Territoires de la citoyenneté, Modernidade e desenvolvimento –Brésil-, Groundwater Arena –Maghreb-, Gascam (Cameroun) et être mis en perspectives avec les recherches menées dans le pays du Nord (en Europe et aux USA)

³⁵ Opérations CiteSage, Trajectoires de l'impact des métropoles sur l'eau (C. Carré), Gis Erosion en Montagne, Paysage, espace vivant ?

³⁶ Opérations CCTV2, Regyna (dans le cadre du GIS Climat, Environnement et Société) et Désertification et changement climatique en Argentine

Société, justifié par la nécessité d'intégrer les sciences humaines et sociales dans les études sur le changement climatique constitue un signal fort de ce positionnement au sein de la communauté scientifique. Ces collaborations interdisciplinaires aboutissent, en aval à des publications communes entre différentes disciplines, critère d'évaluation reconnu de l'interdisciplinarité³⁷.

Programmes de recherche

On peut énoncer quatre programmes susceptibles de faire l'objet de regards croisés qui favorisent l'élargissement du champ de recherche de l'axe 3 dans le sens de son enrichissement problématique.

- Nouveaux modèles de développement et questions environnementales
- Nouvelles agricultures et leurs ressources face au changement global
- Changement global et vécu local : les enjeux du downscaling/upscaling dans une vision interdisciplinaire
- Paysages et processus couplés sociaux et naturels.

1. Nouveaux modèles de développement et questions environnementales

Ce programme de recherche associe à part quasi-égales des séminaires de réflexion et des contrats sur des objets de recherche plus finalisés. Il illustre notre volonté de rechercher des articulations entre une approche économique et géographique des questions d'environnement, et de favoriser les échanges et réflexions croisées entre des recherches opérationnelles, d'autres opérations plus exploratoires, et des forums d'échanges d'expérience et de réflexion théorique.

Par exemple, l'opération Trames Vertes Urbaines³⁸ a un double objectif : opérationnel (mise en place de référentiels pour la politique des Trames Vertes et Bleues) et d'acquisition de connaissances (perception de ces nouvelles politiques par les acteurs ; accès, usages et perception de la biodiversité urbaine ; organisation spatiale de la biodiversité urbaine). Il en est de même pour l'opération Prospective des modes de vie urbains et facteur 4³⁹, qui vise à comprendre les facteurs d'évolution des comportements citoyens générateurs de GES. L'opération Heliomed a quant à elle pour but d'explorer les enjeux de gouvernance et de choix organisationnels et technologiques du Plan Solaire Méditerranéen.

Ces opérations vérifieront comment les enjeux d'environnement constituent une nouvelle forme de qualification des territoires (ex. écologisation de l'espace) dans la compétition de plus en plus aigüe s'exerçant entre les villes par exemple et dont les enjeux sociaux restent à révéler. Cette intégration des territoires dans l'évaluation économique est justement l'un des axes forts du courant de l'économie de la fonctionnalité, ce qui prête à des échanges lors des séminaires organisés par les économistes⁴⁰. De même, l'émergence des nouvelles formes de consommation collaborative pourra être mise en regard avec les évolutions des comportements des citoyens générateurs de GES. A contrario, il sera intéressant de confronter de nouvelles formes de valorisation non monétaire des territoires, comme la prise en compte de la dimension esthétique ou culturelle⁴¹, avec la grille de lecture de l'économie hétérodoxe. Symétriquement, le champ de l'environnement couplé avec celui de territoire s'avèrent féconds pour mettre à l'épreuve le pluralisme en économie, la notion de développement durable, d'inégalités ou encore celle de consommation collaborative portés par le courant de l'économie hétérodoxe.

³⁷ Parmi les opérations de recherches en cours et en projet ayant déjà publié, la moitié d'entre elles ont des publications cosignées par des auteurs de différentes disciplines

³⁸ Evaluation des trames vertes urbaines et élaboration de référentiels : une infrastructure entre esthétique et écologie pour une nouvelle urbanité / Nathalie Blanc

³⁹ PROMO, N. Blanc

⁴⁰ Séminaire d'économie Politique / Thomas Lamarche et Eric Magnin, Séminaire du Cercle de l'Observatoire Société et Consommation sur la consommation collaborative/ Philippe Moati, Inégalité, Approches macro méso micro. Secteur, territoire, revenus. / Thomas Lamarche, Séminaire Ladyss Paris 7 *Développement durable et transformations des capitalismes contemporains : du local au global* / Thomas Lamarche

⁴¹ Opérations Art, environnement et enjeux esthétiques du développement durable et COST (N. Blanc)

2. Nouvelles agricultures et leurs ressources face au changement global

Ce programme regroupe des opérations de recherche (10) ayant pour point commun l'exploration des nouveaux enjeux de l'agriculture (ou de la sylviculture) contemporaine face au changement global. Ce changement global se manifeste par la pression de la mondialisation économique, le désengagement des états et les nouvelles normes (culturelles, environnementales) promues par les institutions internationales ou nationales, dans un contexte marqué par la crise de la biodiversité et des ressources. Le choix des terrains et des agro ou sylvo-systèmes où seront testées ces questions sera propice à des mises en regard entre pays du Sud et du Nord, entre des agricultures orientées vers des produits de niche (oléiculture, phoeniculture, production de roses), de placement financier (forêts des banques et des assurances) ou en crise (viticulture, élevage), voire à des cas de territoires où les enjeux agricoles productifs s'effacent au profit de dynamiques d'exurbanisation⁴² ou de patrimonialisation.

L'analyse de systèmes productifs, tel que la culture des roses développée au Kenya à partir d'un système de licences, amène à repositionner les relations Nord-Sud par rapport à des enjeux tels que la marchandisation du vivant et une certaine idée de la biodiversité (les jardins et le vivant horticole)⁴³. La patrimonialisation des paysages en voie d'abandon par l'homme, étudiée au Nord dans le précédent contrat, est abordée au Sud, où les zones rurales sont également soumises à un processus d'exode rural important et de déconstruction de leurs paysages culturels⁴⁴. Le vivant importé car conçu au Nord, mais reproduit et cultivé au Sud, avant d'être commercialisé au Nord donnera l'idée des circulations Nord/Sud dans la construction des marchés⁴⁵. Ces programmes s'appuieront également sur des réflexions méthodologiques concernant les méthodes de l'enquête sociale⁴⁶. Un contrepoint intéressant est constitué par le cas des forêts des banques et des assurances en France⁴⁷, exemple extrême de nouvelle pratique s'appuyant sur des ressources foncières et naturelles tout en étant pilotée par une logique d'économie financière.

L'analyse de terrains confrontés à une crise des ressources permettra d'explorer la notion de résilience⁴⁸, à partir des interactions entre les politiques publiques, les acteurs locaux et des contraintes physiques (ex. sécheresse). Il s'agira d'évaluer la résilience de nouvelles formes d'agriculture irriguées (Maghreb, Nordeste du Brésil) ou d'agro-élevage en sec transformé par de nouvelles politiques publiques cherchant à augmenter la résistance des populations rurales à la sécheresse⁴⁹. Se situant également dans le domaine méditerranéen, deux autres programmes aborderont la dimension culturelle, territoriale et paysagère des agrosystèmes comme une forme de résistance ou d'adaptation à la mise en concurrence croissante des produits et des territoires. L'un des paramètres permettant de distinguer ces produits est la qualité paysagère et écologique qui leur est associée, notamment leur « méditerranéité » (s'opposant à leur banalisation paysagère et floristique)⁵⁰. Dans ces régions très convoitées (héliotropisme), mais aussi dans celles qui sont proches de grandes métropoles, la dynamique d'exurbanisation pourrait vider les paysages agricoles de leur contenu économique et social et réécrire les règles de gouvernance territoriale⁵¹.

⁴² Cette question est centrale dans les opérations *Exurbanisation et nouvelles ruralités dans le Sud des Appalaches* et PATERMED

⁴³ Le rapport au végétal dans les mondes des roses : marchandisation et patrimonialisation/Blandine Veith

⁴⁴ Programme L'oasis de Figui, patrimoine mondial de l'humanité / Marianne Cohen

⁴⁵ La marchandisation du végétal : la propriété intellectuelle et l'organisation de la production des roses coupées au Kenya

⁴⁶ Approche biographique et analyse des processus sociaux, B. Veith

⁴⁷ Etienne Grésillon

⁴⁸ Très largement mobilisées dans les recherches sur le changement environnemental, voir plus haut.

⁴⁹ Opérations Groundwater ARENA (Maghreb, J.P. Billaud) et Modernidade y desenvolvimiento (Nordeste du Brésil, M.Cohen)

⁵⁰ Opérations Paysages et Terroirs Méditerranéens (PATERMED) / Stéphane Angès, *Les paysages méditerranéens sont-ils encore méditerranéens ?* / Marianne Cohen

⁵¹ Opérations Patermed/Stéphane Angès et *Exurbanisation et nouvelles ruralités dans le Sud des Appalaches* / Anne Sourdril

3. Changement global et vécu local : les enjeux du downscaling/ upscaling dans une vision interdisciplinaire

Notre objectif est de prendre en compte des problèmes globaux dans un contexte de crise (climatique, biodiversité) et de les localiser. Ce jeu d'échelle, downscaling ou upscaling, constitue un véritable enjeu scientifique et opérationnel, afin de réfléchir à des modalités de participation, d'appropriation des connaissances et de décision par les acteurs locaux tout en parvenant à évaluer les effets sociaux et écologiques locaux du changement global. Ce programme regroupe 13 opérations de recherche, 8 d'entre elles traitent de la question de l'appropriation locale des enjeux de la crise de la biodiversité, et 5 se réfèrent aux réponses des sociétés et des territoires à la crise des ressources (eau) et au changement climatique.

Les opérations portant sur la biodiversité s'intéressent aux méthodes et processus sociaux permettant une meilleure implication des partenaires de la biodiversité forestière⁵², des habitants ordinaires des espaces du quotidien ou des espaces ou espèces protégés⁵³ afin de concevoir des politiques de biodiversité plus participatives, plus enracinées dans les cultures locales et plus efficaces. Une telle analyse peut également s'appuyer sur l'élaboration de scénarii, afin de comparer les ressorts cognitifs des stratégies d'acteurs, selon leur connaissance (ou non) des conséquences de leurs choix de pratiques de gestion des territoires sur la biodiversité. Dans le prolongement de nos acquis sur la confrontation entre matérialité écologique et immatérialité sociale, il s'agira de mettre en regard la contribution à la biodiversité de certains espaces ou de certains groupes fonctionnels (insectes pollinisateurs et espèces végétales entomogames⁵⁴, oiseaux⁵⁵) par l'écologie et la biogéographie, et leur perception et connaissance par les acteurs concernés (professionnels et habitants) par les sciences cognitives.

Les opérations portant sur les ressources en eau et le changement climatique s'intéressent aux modalités de partage des connaissances entre les acteurs scientifiques et les acteurs locaux, gestionnaires ou praticiens, et notamment les conditions nécessaires de la mise en place d'un processus de démocratie technique entre ces partenaires. Cette question se pose soit dans le cadre de l'application de nouvelles normes internationales, telle la Directive Cadre Européenne sur l'eau⁵⁶, soit dans la perspective d'un échange de connaissances entre acteurs et scientifiques à propos du changement climatique⁵⁷. Parallèlement, ces opérations ont l'ambition de produire des connaissances concernant les effets du changement climatique à l'échelle locale sur différents compartiments des systèmes⁵⁸, grâce notamment aux collaborations entre les chercheurs du Ladyss et ceux du secteur Science.

4. Paysages et couplages de processus sociaux et naturels

Ce dernier programme de recherche regroupe une série d'opérations (6) ayant pour point focal les paysages et l'élaboration de méthodologies permettant de les saisir comme des objets dynamiques, résultant de processus couplés sociaux et naturels. Il s'agit d'opérations localisées dans des espaces circonscrits et caractérisés (forêts⁵⁹, montagne méditerranéenne), dans lesquels on cherche à comprendre les relations entre la dynamique et la circulation des éléments vivants du paysage (plantes,

⁵² Opération Optic-Biodiversité/hervé Bredif

⁵³ Opérations Les Parcs nationaux étatsuniens à l'heure du développement durable / Annick Hollé et BALKABAS *Les Balkans par le bas* / Jean Gardin

⁵⁴ Opération SERVICEFLORE / Marianne Cohen

⁵⁵ Gascam 2 / Anne Sourdril, terrains ruraux comparés Nord-Sud

⁵⁶ Opération SCITESAGE - Participation de la communauté scientifique à l'application de la DCE à l'échelle territoriale des SAGE / Catherine Carré et Analyse des trajectoires à long terme de l'impact d'une mégapole en développement sur son milieu aquatique : exemple de Paris, Berlin, Milan et Bruxelles / Catherine Carré

⁵⁷ Opération Regyna/Marianne Cohen (Espagne) et CCTV^o2 / Anne Sourdril (France-USA)

⁵⁸ Par exemple les sols dans l'opération Désertification par érosion éolienne des sols dans la région pampéenne semi-aride en Argentine : impact des changements climatiques et environnementaux sur les sols et aspects socio-économiques/Stéphane Angles.

⁵⁹ Opération Le bois de Vincennes et ses habitats / Etienne Grésillon

animaux, parasites⁶⁰), et les dynamiques sociales et cognitives (pratiques, perceptions, connaissance et apprentissage notamment des risques sanitaires) et/ou d'autres processus (ex. l'érosion⁶¹).

D'autres opérations seront réalisées dans des espaces plus vastes ou dans des collections d'espaces, avec l'ambition d'améliorer les méthodes de description des paysages français et d'intégrer ces descripteurs dans une base de données unifiée à l'échelle nationale, de développer une réflexion méthodologique sur l'apport de l'image pour une approche pluridisciplinaire entre historiens, civilisationnistes et géographes de la lecture et de l'étude du paysage⁶² ou d'améliorer les méthodes de modélisation des relations homme-paysage-espèces vivantes⁶³.

Il s'agit là d'orientations nouvelles dans l'étude des paysages, qui constituent une progression par rapport aux recherches menées au cours des contrats précédents, s'appuyant sur des technologies⁶⁴ et des protocoles normés pour proposer des méthodologies reproductibles d'étude de paysages, vus non comme des décors, mais comme des objets hybrides et évolutifs, porteurs des enjeux environnementaux contemporains. Nous continuerons, par l'intermédiaire de ce programme de recherche d'explorer la portée heuristique de cette notion pour porter la compréhension des systèmes couplés sociétés-écosystèmes face au changement global et pour lancer des ponts entre les conceptions écolo-centrée et socio-centrée du paysage⁶⁵.

⁶⁰ Opération Épidémiologie de la borréliose de Lyme dans les forêts franciliennes et actions de prévention / Vincent Godard

⁶¹ Opération GIS Erosion en montagne/Marianne Cohen

⁶² Opération Images et paysages/S.Angles, M.Cohen et E. Gresillon

⁶³ Opération Paysage, espace vivant ? / Marianne Cohen

⁶⁴ Géoréférencement, geotracking, géomatique, métrique des paysages, etc..., grâce à la plateforme technique du Pôle Image, dont le Ladyss est utilisateur

⁶⁵ Voir par exemple, publiés dans la même revue (*Landscape Ecology*) les travaux de Buijs, Antrop et Luginbuhl (2006, vision anthropocentrée) et ceux de Wu & Hobbs (2002, vision biocentrée), ainsi que le Programme INTELS qui propose des pistes pour une approche interdisciplinaire du paysage

Synthèse des opérations de recherche en cours et en projet de l'axe 3

(par ordre alphabétique de responsable scientifique)

Fiches des opérations en cours

p.79

- Paysages et Terroirs Méditerranéens (PATERMED) / Stéphane Anglès
- Analyse de la résilience des nouvelles formes d'agricultures irriguées à partir des eaux souterraines au Maghreb (Groundwater ARENA) (2012-2015) / Jean-Paul Billaud
- (BipPop) Biens Publics dans les Politiques Publiques / Jean-Paul Billaud
- Les Territoires de la Citoyenneté au Brésil (2012-2013) / Jean-Paul Billaud
- CARHYCE (Caractérisation hydromorphologique des cours d'eau) / Clélia Bilodeau
- Art, environnement et enjeux esthétiques du développement durable / Nathalie Blanc
- Evaluation des trames vertes urbaines et élaboration de référentiels : une infrastructure entre esthétique et écologie pour une nouvelle urbanité / Nathalie Blanc
- *Investigating cultural sustainability (European Cooperation Brussels in the field of Scientific and Technical Research)* / Nathalie Blanc
- Prospective des modes de vie urbains et facteur 4 (PROMOV), 2009-2013 / Nathalie Blanc
- OPTIQ-BIODIVERSITÉ : Outils et Processus pour une Territorialisation Intégrée de la Qualité de la Biodiversité / Hervé Brédif
- SCITESAGE - Participation de la communauté scientifique à l'application de la DCE à l'échelle territoriale des SAGE / Catherine Carré
- Analyse des trajectoires à long terme de l'impact d'une mégapole en développement sur son milieu aquatique : exemple de Paris, Berlin, Milan et Bruxelles / Catherine Carré
- GIS Erosion en montagne / Marianne Cohen
- L'oasis de Figuig, patrimoine mondial de l'humanité / Marianne Cohen
- Régionalisation des précipitations et impacts hydrologiques et agronomiques (REGYNA) / Marianne Cohen
- *Modernidade e desenvolvimento : atualizando pesquisas antigas* / Marianne Cohen
- SERVICEFLORE / Marianne Cohen
- BALKABAS *Les Balkans par le bas* / Jean Gardin
- Épidémiologie de la borréliose de Lyme dans les forêts franciliennes et actions de prévention / Vincent Godard
- Le bois de Vincennes et ses habitats / Etienne Grésillon
- Les Parcs nationaux étatsuniens à l'heure du développement durable / Annick Hollé
- Séminaire d'économie Politique / Thomas Lamarche et Eric Magnin

- Séminaire Ladyss Paris 7
Développement durable et transformations des capitalismes contemporains : du local au global / Thomas Lamarche
- Séminaire du Cercle de l'Observatoire Société et Consommation sur la consommation collaborative/ Philippe Moati
- Exurbanisation et nouvelles ruralités dans le Sud des Appalaches / Anne Sourdril
- Changement Climatique et Trame Verte Urbaine (CCTV2) / Anne Sourdril
- Approche biographique et analyse des processus sociaux / Blandine Veith
- Le rapport au végétal dans les mondes des roses : marchandisation et patrimonialisation / Blandine Veith
- La marchandisation du végétal : la propriété intellectuelle et l'organisation de la production des roses coupées au Kenya / Blandine Veith

Fiches des opérations en projet

p. 109

- Désertification par érosion éolienne des sols dans la région pampéenne semi-aride en Argentine : impact des changements climatiques et environnementaux sur les sols et aspects socio-économiques/Stéphane Anglès
- Couplage de processus biotiques, anthropiques et géomorphologiques sur les marais salés de la Baie du Mont Saint Michel / Clélia Bilodeau
- Images et paysages. Pour une approche pluridisciplinaire de la lecture et de l'étude du paysage/Cohen, Anglès, Gresillon
- Les paysages méditerranéens sont-ils encore méditerranéens ? / Marianne Cohen
- Paysage, espace vivant ? / Marianne Cohen
- Les forêts des banques et des assurances : un bien financier / Etienne Grésillon
- Inégalité, Approches macro méso micro. Secteur, territoire, revenus. / Thomas Lamarche
- HELIOMED (2012-2014) / Yorgos Rizopoulos
- Gascam 2 / Anne Sourdril

Fiches des opérations en cours

Paysages et Terroirs Méditerranéens (PATERMED)

Responsable scientifique du laboratoire : Stéphane Anglès

Financement contractuel :

ANR SYSTERRA

Partenaires institutionnels :

TELEMME — Aix-en-Provence (UMR 6570); INRA— INNOVATION — Montpellier (UMR 951); CERPA— Nancy (EA 1135); ESPACE — Nice et Aix-en-Provence (UMR 6012); INRA-DIAPC — Montpellier (UMR 1097).

Responsable scientifique du contrat :

Stéphane Anglès

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Marianne Cohen, Michel Streith, Etienne Grésillon, Clélia Bilodeau, Frédéric Alexandre (A), Michel Godron (A), Ogun Siner (D)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Le programme PATERMED a pour objectif de placer les paysages de la vigne et de l'olivier au cœur des systèmes agricoles de la France méditerranéenne par une promotion au profit de la qualité de ces paysages au sein de leurs terroirs.

Les paysages de vignobles et d'oliveraies constituent de précieux atouts grâce à leurs valeurs agricoles, esthétiques, historiques et culturelles. Face à une conjoncture économique difficile et une forte concurrence foncière, la viticulture et l'oléiculture doivent assurer leur pérennité dans un cadre qualitatif dans lequel les paysages jouent un rôle majeur. Les paysages de la vigne et de l'olivier contribuent ainsi au développement durable des territoires au sein desquels ils s'insèrent.

Les objectifs scientifiques du projet PATERMED :

- L'analyse des paysages de la vigne et de l'olivier et de leurs caractères patrimoniaux et écologiques afin de dresser un inventaire et de mettre au point une méthodologie scientifique mobilisable pour l'élaboration d'un atlas des paysages de la vigne et de l'olivier ;
- L'analyse des paysages de la vigne et de l'olivier et leur articulation avec leurs terroirs. Les travaux du projet mèneront à une réflexion approfondie concernant la préservation et l'aménagement des paysages pour un ancrage territorial et un développement durable des activités viticoles et oléicoles dans leurs territoires.
- L'analyse de l'articulation entre paysages de la vigne et de l'olivier et leurs terroirs et des mutations opérées dans les territoires.

Etat d'avancement :

Programme de 4 ans (2010-2013) commencé en janvier 2010.

3 réunions générales ont été mises en place en février 2010 et 2011 et mars 2012.

Les équipes des recherches ont débuté leurs programmations, notamment la réalisation des travaux de terrains de cartographie et de modélisation.

Résultats :

Résultats attendus à l'issue du programme :

- L'élaboration d'un atlas des paysages de la vigne et de l'olivier en France méditerranéenne ;
- Une approche scientifique en vue d'une orientation qualitative des paysages viticoles et oléicoles ;
- La mise au point d'une recherche de simulation des paysages de la vigne et de l'olivier dans un contexte de concurrence foncière ;
 - Une caractérisation des terroirs établie par une typologie synthétique et quantifiée mobilisable dans des documents de développement territorial ;
 - La conception et diffusion d'outils d'ingénierie paysagère pour la préservation et l'aménagement de la qualité des paysages de la vigne et de l'olivier en liaison avec des acteurs locaux.

Publications et/ou valorisation :**C-ACTN – Communications avec actes dans un congrès national**

Angles, S., Consales, J.-N., Minvielle, P., à paraître. L'olivier dans les jardins périurbains du Pays d'Aubagne : une nouvelle forme d'oléiculture ? in *Actes des XXII^e Journées scientifiques de la Société d'écologie humaine « Jardins, espaces de vie, de communication et de biodiversité »*, Brest, juin 2010.

Angles, S., Minvielle, P., à paraître. Les paysages de la vigne et de l'olivier : un patrimoine à développer ? Les exemples provençaux et andalous, in *Actes du colloque « Patrimoine culturel et désirs de territoires : vers quels développements ? »*, Université de Nîmes, 25-27 février 2010.

**Analyse de la résilience des nouvelles formes d'agricultures irriguées
à partir des eaux souterraines au Maghreb
(Groundwater ARENA) (2012-2015)**

Responsable scientifique du laboratoire : **Jean-Paul Billaud**

Financement contractuel :

ANR (Programme Changements environnementaux planétaires et sociétés)

Partenaires institutionnels :

CIRAD, CNRS, ENAM, ENSA, IAV, IRD, IRSTEA.

Responsable scientifique du contrat :

Marcel Kuper (CIRAD)

Responsable scientifique du laboratoire :

Jean-Paul Billaud (responsable du task 3/5)

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Zhour Bouzidi (D)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

L'objectif du projet est de développer une approche intégrée pour (i) analyser la vulnérabilité et la capacité d'adaptation de la « groundwater economy » en Afrique du Nord face aux changements environnementaux, économiques et sociaux (ii) mettre en place une démarche participative pour accompagner une gestion adaptative. L'objet central concerne 3 territoires dont l'irrigation est tributaire d'aquifères importants dans le Maghreb. Il s'agit d'identifier et d'analyser les facteurs de perturbation qui ont un impact négatif sur la dynamique des aquifères et leur relation avec les territoires et les sociétés. Cette recherche part de l'hypothèse de la « Resilience Alliance » selon laquelle la gestion des systèmes complexes – le cas de la « groundwater economy » – est caractérisée par l'incertitude et l'imprédictibilité, ce qui nécessite une gestion adaptative permanente. La démarche participative – sur la base d'une co-construction entre recherche et société – vise à offrir une démarche renforçant ces capacités d'adaptation inhérentes à la gestion d'un système complexe.

La méthodologie retenue procède de la configuration interdisciplinaire de l'équipe de recherche qui associe des hydrogéologues, des agronomes et des chercheurs en sciences sociales (économie, anthropologie, géographie et sociologie). La mise en synergie de ces différents points de vue disciplinaires s'effectuera à partir d'échanges sur les 2 concepts de l'adaptation et de la mitigation qui sont au cœur des enjeux de connaissance mais aussi de développement propres à la gestion de la « groundwater economy ».

Etat d'avancement :

Un premier séminaire s'est tenu du 6 au 8 mars 2012 à l'Institut Agronomique et Vétérinaire de Rabat (Maroc). 3 groupes thématiques ont partagé objectifs et méthodes : (i) usages de l'eau et dynamique des ressources (ii) vulnérabilités et résiliences des aquifères (iii) les « communautés » de l'eau face aux changements globaux. Une journée a été consacrée à une visite de l'un des terrains retenus pour la recherche (la plaine du Saïss). Un programme de travail (dont les sujets de thèses et les post-docs) a été mis en place. Le prochain atelier de travail aura lieu à l'automne en Tunisie.

(BipPop) Biens Publics dans les Politiques Publiques

Responsable scientifique du laboratoire : **Jean-Paul Billaud**

Financement contractuel :

ANR Systerra

Partenaires institutionnels :

UMR CEASEA, Agrosup Dijon - Laboratoire Agriculture comparée, Agroparistech.

Responsable scientifique du contrat :

Marielle Berriet-Sollicec (UMR CESAER, Agrosup Dijon)

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Catherine Darrot (A), Sandrina Perreira (Post-doc), Giorgis Diane (D)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Le premier objectif est de revisiter les principales conceptions économiques autour des BP. Il s'agira d'identifier différents référentiels théoriques mobilisés dans le débat public pour définir et justifier la notion de biens publics. Chaque référentiel sera relié à différentes batteries d'indicateurs permettant d'évaluer la production de BP par l'agriculture.

Le second objectif visera à évaluer la production de biens publics par divers systèmes d'exploitation européens. Une pré-classification des exploitations européennes sera établie sur une base statistique qui permettra de choisir des cas d'étude, afin d'établir une typologie définitive des systèmes d'exploitation agricoles observables dans l'Union. Quatre pays sont retenus pour les études de cas : France, Allemagne, Royaume-Uni et Pologne. Ces études de cas doivent fournir deux types de données et de résultats :

- Des données qualitatives permettant de comprendre les logiques présidant aux décisions des familles d'agriculteurs rencontrées ;
- Des données chiffrées permettant d'évaluer la production de biens publics par ces exploitations selon plusieurs référentiels identifiés au cours de la tâche 2, sur la base des indicateurs également définis au cours de la tâche 2. Pour chaque type d'exploitation de la typologie obtenue, on obtiendra ainsi une vue d'ensemble de la production de biens publics appréhendée selon ces différents référentiels.

Le troisième objectif porte sur les politiques publiques agricoles :

- Analyser et interpréter comment la notion de BP a été historiquement prise en compte par la PAC et les débats qui la concernent ;
- Interroger l'état du débat politique et les rapports de force en jeu lors des débats sur la réforme de la PAC de 2013 ;
- S'interroger sur la place des régions dans la gestion des BP.

Etat d'avancement :

Projet démarré en janvier 2011, pour 3 ans (fin décembre 2013).

1^{er} meeting collectif du projet en janvier 2011, second en mai 2011.

Résultats :

Etat de l'art. en cours, aspects opérationnels de la méthodologie en cours

Publications et/ou valorisation :

A venir

Les Territoires de la Citoyenneté au Brésil (2012-2013)

Responsable scientifique du laboratoire : **Jean-Paul Billaud**

Financement contractuel :

FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation)

Partenaires institutionnels :

CNRS UNIVERSITES FEDERALES du Parana et de Pernambuco.

Responsables scientifiques du contrat :

Nazare Baudel Wanderley (Université Fédérale de Pernambuco) et Osvaldo Heller da Silva (Université Fédérale du Parana).

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Magda Zanoni (A)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

En février 2008, le Gouvernement Fédéral met en place le Programme des Territoires de la Citoyenneté qu'il conçoit en rupture avec les politiques publiques traditionnelles, afin de combattre plus efficacement la pauvreté et la désintégration sociale qui lui est liée. L'objectif de cette recherche n'est pas d'évaluer cette politique selon les critères habituels de l'évaluation des politiques publiques mais de mener une analyse critique des pratiques et des expériences innovantes qui lui sont liées (ou non). Il s'agit donc d'examiner le rôle de la politique des Territoires de la Citoyenneté (120 territoires identifiés) dans la réduction ou, au contraire, dans l'approfondissement des asymétries d'accès aux ressources des politiques publiques. Parmi toutes les situations d'action, celles relevant d'une action collective constituent un indicateur fort pour mesurer le degré d'innovation sous-jacent au référentiel initial, dans la mesure où elles sont plutôt investies par les « acteurs faibles », ceux précisément qui sont la justification d'une telle politique.

Sur le plan méthodologique, on se focalise sur les situations d'action, dans la mesure où elles mettent à l'épreuve la construction de collectifs (en émergence ou déjà là) au travers de leur traitement de « problèmes territoriaux ». On analyse également le fonctionnement d'une instance spécifique (le Collegiad) créée pour l'animation locale de cette politique. Deux Etats ont été retenus : Pernambuco au nord et Parana au sud.

Etat d'avancement :

La participation au colloque de Brasilia (22-25 mars 2010) qui a réuni des milliers d'acteurs de ces territoires a constitué le point de départ de cette recherche. Les 2 équipes se sont réunies du 23 au 27 avril à Curitiba (Parana) pour la mise au point d'un calendrier de travail. Deux journées ont été consacrées à une visite d'un territoire de la citoyenneté dont l'assistance aux travaux d'un Collegiad. Un site intranet consacré aux échanges d'informations et de textes a été mis en place. Une visite analogue est prévue à l'automne dans l'Etat de Pernambuco.

CARHYCE**(Caractérisation hydromorphologique des cours d'eau)**

Responsable scientifique du laboratoire : Clélia Bilodeau

Financement contractuel :

ONEMA (Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques)

Partenaires institutionnels :

Laboratoire de Géographie Physique UMR 8591 CNRS – Paris 1
Direction générale de l'ONEMA, Vincennes
Pôle ONEMA-IRSTEA, Aix en Provence
IRSTEA Antony / IRSTEA Lyon.

Responsables scientifiques du contrat :

Frédéric Gob (Laboratoire de Géographie Physique UMR 8591 CNRS – Paris 1)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Le thème du programme CARHYCE (Caractérisation Hydromorphologique des Cours d'Eau) est le développement d'indicateurs hydromorphologiques soutenant l'écologie des cours d'eau. Cette étude fait partie d'un projet de recherche appliquée sur la dynamique des systèmes fluviaux mené sous la direction de Frédéric Gob, maître de conférences à l'Université Paris 1, avec la collaboration de l'ONEMA (Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques) et de l'IRSTEA.

Le but de l'étude est d'apporter un nouvel éclairage sur les liens entre altérations hydromorphologiques et biodiversité aquatique des cours d'eau français, en prenant en compte les pressions d'origine anthropique à l'échelle locale et régionale. Ces questionnements sont particulièrement urgents dans le contexte de l'application de la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE). L'ONEMA applique depuis plus de 2 ans le protocole national de Caractérisation Hydromorphologique des Cours d'Eau (CarHyCE). La base de données rassemble aujourd'hui un grand nombre de mesures physiques (largeurs, profondeurs, débits, substrats, etc.) de plusieurs centaines de cours d'eau français. A partir de ce jeu de données, il est maintenant possible de calculer de nombreux paramètres hydromorphologiques, tels que le débit ou la puissance spécifique. Grâce à des analyses statistiques en cours (ACP, analyse discriminante, classification hiérarchique), ces données permettent la construction de modèles hydromorphologiques de référence.

Etat d'avancement :

Mi-parcours (début : mai 2011)

Résultats :

Des modèles hydromorphologiques de référence sont définis à l'échelle régionale, sur la base des paramètres morphologiques du lit à plein bord de cours d'eau considérés comme non perturbés par des activités anthropiques. Pour les cours d'eau altérés, l'écart aux modèles de référence peut être quantifié et il est ainsi possible d'évaluer l'état hydromorphologique des tronçons.

Les altérations physiques ainsi mises en évidence pourront être confrontées aux données sur la biodiversité des communautés aquatiques, en particulier des peuplements de poissons et macro-invertébrés. Ce projet de recherche appliqué permettra à terme de définir au cas par cas l'échelle d'intervention efficace et l'état de référence hydromorphologique local, afin de calibrer au mieux les actions de restauration des cours d'eau.

Publications (et/ou valorisation) :**C-COM – Communications orales sans actes dans un congrès international ou national**

- Bilodeau, C., Gob, F., Albert, M.-B., Belliard, J., 2012. Quantification of physical alteration of water courses from hydromorphological regional models across the French territory, for their evaluation and their ecological restoration. Communication à la 11th European Geosciences Union General Assembly, Vienne, Autriche, 22-27 avril.

Art, environnement et enjeux esthétiques du développement durable

Responsable scientifique du laboratoire : Nathalie Blanc

Financement contractuel :

Aucun

Partenaires institutionnels :

(Selon collaboration – voir infra)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

L'objectif est développer des partenariats et des réseaux créatifs de coopération sur ce thème : plusieurs opérations sont en cours dont une qui concerne les rapports entre littérature et environnement.

Avancement et valorisation :**Interactions avec l'environnement social, économique et culturel**

2011-Lecture et musique en situation avec A. Bourget, Domaine Départemental de Chamarande, 38 rue du Commandant Arnoux, 91730 Chamarande (91).

2010-Collaboration dans le cadre du 3ème volet de « Parties Prenantes » et d'une expérimentation proposée par l'École des Arts Politiques, Sciences Pô Paris. Prenant comme point de départ la question de la ZAC Paris-Rive Gauche, cette future école propose une expérimentation de travail dans le cadre de « Parties Prenantes ». Exposition présentée du 16 au 30 janvier.

2010-Collaboration avec le Collectif l'Infusoire <http://linfusoire.free.fr> (A. Bourget, G. Bruni, L. Masson, M. Babin, P. Brioude, G. Hauray). Commande publique de la Mairie de Nantes "L'Art en Partage 2009-2010". C'est dans ta nature / Jardins partagés / Intervention dans le cadre du programme "C'est dans la nature 2009-2010" - créations partagées - jardins partagés" proposé par la mairie de Nantes.

- Une création autour d'un axe fort : l'installation paysagère (scénographie/jardins) et la prise en compte des questions environnementales à l'échelle environnementale ;
- Une création qui, dans son essence même, repose sur les interactions avec la population locale : pas de produit fini pré-conçu, mais un processus artistique dans un milieu paysager, mais également social et urbain ;
- Une création qui s'appuie sur une phase d'approche, de projections, de rencontres avec les acteurs locaux. Il s'agit d'organiser le travail et les liens dans des périodes de construction, présentation et d'action.

2009-Collaboration avec Amaury Bourget, musicien :

- dans la le cadre de la Biennale internationale des poètes en Val-de-Marne qui, en mai 2009, a organisé une nuit de poésie à Gare au Théâtre à Vitry qui est un lieu de création ;
- dans la le cadre de l'exposition "Ecoplasties, cosmogonies non-domestiques", Le Macareux, 13-15, rue du Croissant, 75002 Paris.

2008-Collaboration avec Gilles Bruni, éco-artiste, sur le site de la communauté d'agglomération de Béthune dans le cadre d'un travail de valorisation de la Chartreuse des femmes de la commune de Gosnay et de son site. Création qui a pour objet de rendre perméables poésie et environnement du site, via la création d'un CD avec la collaboration d'Amaury Bourget...

**Evaluation des trames vertes urbaines et élaboration de référentiels :
une infrastructure entre esthétique et écologie pour une nouvelle urbanité**

Responsable scientifique du laboratoire : **Nathalie Blanc**

Financement contractuel :

ANR - projet 2008, Ville durable - volet 3 : « Environnement et risques ».

Partenaires institutionnels :

- Paris : UMR7204 CERSP, CNRS/MNHN Paris 6 ; USM304 CBNBP, MNHN ; Ecole pratique des hautes études ; UMR7206, CNRS/MNHN, Paris 7 ;
- Montpellier : UMR5175 CEFE, CNRS ; Université; ENSA ;
- Rennes : IFR90 CAREN, CNRS ; Universités de Rennes 1 et 2 ; Agrocampus /Inra ; EA2241 LAS, Univ. Rennes 2 ;
- ERL7230 LIVE, Université de Strasbourg ;
- UMR151 LPED, Université de Provence/IRD ;
- UMR6116 IMEP, CNRS Marseille ; Université Aix-Marseille ; Université d'Avignon/IRD ;
- Cirad.

Responsables scientifiques du contrat :

Philippe Clergeau (MNHN) et Nathalie Blanc.

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Hervé Brédif, Marianne Cohen, Etienne Grésillon, Teddy Arrif (A), Philippe Boudes (A).

Objectifs et méthodologie ou démarche :

L'objectif est de développer les connaissances naturalistes et anthropo-socio-géographique afin d'alimenter les projets de Trame verte urbaine impulsés par la Loi Grenelle 2 de l'environnement.

Etat d'avancement / Résultats :

Toutes les tâches ont été terminées dans les temps et un colloque aura lieu les 18 et 19 octobre 2012.

Tâche 0 : Animation scientifique et administrative :

Animateurs : Philippe Clergeau (MNHN) & Nathalie Blanc (Ladyss)

Organisation interne : plusieurs réunions transversales ont été tenues, tant scientifiques que logistiques. Nombreuses présentations du programme dans les villes partenaires mais aussi à différentes réunions scientifiques et de gestionnaires.

Tâche 8 : Evaluation des besoins et contraintes des collectivités territoriales pour une intégration des trames vertes dans les projets d'urbanisme.

Animatrice : Nathalie Blanc (LADYSS).

L'objectif de la tâche 8 est d'élaborer un référentiel sur les trames vertes urbaines qui offre aux gestionnaires des savoirs et des outils afin qu'ils inscrivent durablement la biodiversité dans leurs projets d'aménagement. Pour cela cette étude doit intégrer aussi bien l'univers sensible des citoyens que celui, technique, des praticiens de la trame verte, avec pour objectif de construire un langage partagé entre les scientifiques, les habitants, et les gestionnaires. Pour mener à bien ces travaux, un post-doctorant est financé depuis le 1er février 2011 par le Ministère de l'écologie et du Développement durable dans le cadre du Plan National « Restaurer la nature dans la ville ». Les résultats sont confortés par un post-doctorat sur « GIS Climat, environnement, société / ANR Trame Verte » : Politiques urbaines, trames vertes et changement climatique : Synergies dans l'élaboration et l'application des politiques territoriales de trame verte et de lutte contre le changement climatique.

Publications et/ou valorisation :

ACL – Articles dans des revues internationales ou nationales avec comité de lecture répertoriées par l'AERES ou dans des bases de données internationales (en gras avec un facteur d'impact)

Glatron, S., Grésillon, E., Blanc, N., à paraître. Les trames vertes pour les citoyens : une appropriation contrastée à Marseille, Paris, Strasbourg, *Développement durable et territoires*, dossier Blanc, N., Glatron, S., Schmitt, G., Trames vertes urbaines : une place pour des recherches en sciences humaines et sociales ?

Simonet, G. (D), Blanc, N., 2012. L'adaptation de la gestion des espaces naturels urbains aux changements de la variabilité climatique régionale : exemple de Paris et Montréal, *Vertigo*, Hors-série 12, <http://vertigo.revues.org/11861> ; DOI : 10.4000/vertigo.11861.

Cohen, M., Baudoin, R., Palibrk, M., Persyn, N., Rhein, C., 2012. Urban biodiversity and social inequalities in built-up cities: new evidences, next questions. The example of Paris, France, *Landscape and Urban Planning*, Volume 106, Issue 3, 15 June 2012, Pages 277–287.

Pellissier, V., Cohen, M., Boulay, A., Clergeau, P., 2011. Birds are sensitive to landscape composition and configuration also within the city centre, *Landscape and Urban Planning*, 104, 181-188.

ACLN – Articles dans des revues avec comité de lecture non répertoriées par l'AERES ou dans des bases de données internationales

Blanc, N., Clergeau, P., 2010. Installer une trame verte dans la ville ? Le point de vue des chercheurs ?, *Urbanisme*, numéro spécial « La démarche Écocité. Villes durables en projet », 36, 55-59.

ASCL – Articles dans des revues sans comité de lecture

Blanc, N., 2010. Quand la nature s'invite en ville, *TDC (Textes et documents pour la classe)*, numéro « La biodiversité », 1001, 22-23.

Blanc, N., 2010. Les trames vertes : vers un nouveau dessin urbain ?, *Liaison Énergie Francophonie*, 86, 154-159, <http://www.iepf.org/ressources/ressources-pub.php?id=1>, Institut de l'énergie et de l'environnement de la francophonie.

Blanc, N., 2010. Une nouvelle gestion de l'espace urbain, *T comme territoire*, 2, 42-44, ETD.

OS – Chapitres d'ouvrages scientifiques

Cohen, M. et al., à paraître. Fonctionnements biologiques et pratiques des espaces verts à Paris, in Clergeau, P., Blanc, N. (Eds), *Des Trames vertes dans la ville ?*, Paris, Éditions du Moniteur.

Blanc, N. et al., à paraître. L'objet trame verte et les questions humaines et sociales, in Clergeau, P., Blanc, N. (Eds), *Des Trames vertes dans la ville ?*, Paris, Éditions du Moniteur.

Blanc, N. et al., à paraître. Croisement de regards scientifiques : quel paysage pour la ville de demain ?, in Clergeau, P., Blanc, N. (Eds), *Des Trames vertes dans la ville ?*, Paris, Éditions du Moniteur.

Blanc, N., *et al.*, à paraître. Quelles modalités de gouvernance ?, in Clergeau, P., Blanc, N., (Eds), *Des Trames vertes dans la ville ?*, Paris, Éditions du Moniteur.

Blanc, N., à paraître. Quelle place pour les trames vertes et bleues en aménagement ? Un entretien avec Johanna Sery, in Nussaume, Y., Perysinaki A.-M., Sery J. (Eds), *La Maison individuelle. Vers ou envers des paysages soutenables ?*

Blanc, N., 2010. La nature dans la ville, in *La France en villes*, Neuilly-sur-Seine, Atlande, 127-133.

DO – Directions d'ouvrages ou de revues

Blanc, N., Glatron, S., Schmitt, G., à paraître. Trames vertes urbaines : une place pour des recherches en sciences humaines et sociales ?, *Développement durable et territoires*.

Clergeau, P., Blanc, N. (Eds), à paraître. *Des Trames vertes dans la ville ?*, Paris, Éditions du Moniteur.

C-INV – Conférences données à l'invitation du Comité d'organisation dans un congrès national ou international

Blanc, N., 2010. L'art du désaccord : entre pratiques et représentations de l'environnement. Conférence au séminaire transversal de doctorat (ED 180) *Controverses environnementales*, Sorbonne, 4 décembre.

Blanc, N., 2010. Effets aléatoires de la prise en compte de la biodiversité dans l'aménagement des territoires : Quelle gestion en bien commun de la biodiversité dans les territoires ? Conférence au séminaire *Controverses environnementales : Biodiversité et Politique*, séminaire d'automne du programme « Territoires, environnement et citoyenneté », Montpellier, 24-27 novembre.

Blanc, N., 2010. La ville durable entre rêve et réalité. Table ronde aux *Journées de l'économie*, Lyon, ENS, 9-11 novembre.

Blanc, N., 2010. La demande et le besoin de nature : effet de mode et défi pour l'action publique. Conférence au colloque *Nature et ville : quelle nouvelle donne à l'heure du Grenelle II ?*, CNFPT, Maison Diocésaine, Aix-en-Provence, 21 octobre.

Blanc, N., 2010. Biodiversité : quel changement de regard et de pratique pour l'aménagement du territoire ? Conférence à la formation Ekopolis proposée par l'Union régionale des CAUE d'Ile-de-France *Territoire & Biodiversité : Comment l'enjeu de la biodiversité peut amener à un changement de regard et de pratique pour l'aménagement du territoire ?*, Paris-La Villette, 18 octobre.

Blanc, N., 2010. Intégration de la nature dans les systèmes spatiaux du territoire métropolitain français : la démarche « Territoires 2040 » de la DATAR. Atelier de prospective *Biodiversité et Territoires Durables 2030*, Paris, MEEDDM, 7 octobre.

Blanc, N., 2010. Les trames vertes : vers un nouveau champ d'expertise ? Conférence au séminaire international *Recherche scientifique, formation supérieure et politiques publiques pour un développement durable des grandes villes* organisé par le réseau « Développement durable des villes : le rapport entre l'urbain et la nature », Kazan, juin.

C-COM – Communications orales sans actes dans un congrès international ou national

Decaudin, B., Cohen, M., Baudoin, R., Palibrk, M., 2012. Analyse des relations entre données géographiques et données floristiques en vue d'une cartographie de la Trame Verte et Bleue dans la Ville de Paris. Communication au Séminaire du GDR MAGIS *Approches méthodologiques en géomatique pour la cartographie de la Trame Verte et Bleue (TVB)*, CNAM, Paris, 24 février.

Blanc, N., Glatron, S., 2011. Interdisciplinary perspectives on ecosystem services and the common practices of urban spaces. Communication à Biosphere 2 and the Joint International Unit on Water, Environment and Policy (CNRS-UMI), Friday, December 9, Tucson (Arizona).

Blanc, N., Glatron, S., 2011, Greening the cities. Communication au Dept of geography of Arizona university and the Joint International Unit on Water, Environment and Policy (CNRS-UMI), Tuesday, December 8, Tucson (Arizona).

Blanc, N., Eudes, E. 2011. Investigating cultural sustainability in France, COST Action-Investigating Cultural Sustainability, Participant research and perspectives – Homework for Tallinn workshop, 23-25 november.

Blanc, N., 2011. De la biodiversité planifiée à la biodiversité vécue. Communication aux Ateliers « Développement durable et territoires », 6^e édition « Biodiversité et participation citoyenne », Écopole-Centre d'initiatives permanent pour l'environnement-CPIE Pays de Nantes, 10 novembre, Nantes.

Blanc, N. et al., 2011. Écologies urbaines 2. Communication au séminaire résidentiel du PIRVE, 10-11 octobre, Dourdan.

Blanc, N., 2011. Des pistes de travail sur le thème de l'adaptation au changement climatique. Communication à la Table ronde 3 : « Le bien-être peut-il être mesuré ? », Séminaire d'automne du programme « Territoires, environnement et citoyenneté » : « Controverses environnementales: Biodiversité et Politique », CNRS-CEMAGREF, 6-9 septembre, Aix-les-bains, Villa Marlioz.

Blanc, N., 2011. Participation à la table ronde « Scaling up : from climate change to Policy », *World Summit Ecocity*, Montreal Urban Ecology Center, 22-26 août.

Blanc, N., 2011. Biodiversité en ville : problématique, question, solutions. Communication à la cinquième séance du séminaire *Ville Durable : les savoirs en action*, École nationale des travaux publics de l'État (ENTPE), 22 mars, Lyon.

Blanc, N., 2011. La biodiversité dans les écoquartiers : histoires de paysages au quotidien. Communication au colloque international *Paysages de la vie quotidienne. Regards croisés entre la recherche et l'action*, 16-18 mars, Perpignan (France) - Girona (Catalunya, Espagne).

Investigating cultural sustainability (European Cooperation Brussels in the field of Scientific and Technical Research)

Responsable scientifique du laboratoire : Nathalie Blanc

Financement contractuel :

COST IS1007, 2001-2015.

Partenaires institutionnels :

COST and 22 COST member states (AT, BE, BG, CH, CY, DE, EE, ES, FI, FR, FYROM, GR, HR, IL, IS, IT, NL, NO, PL, PT, RS, UK had accepted the Action's Memorandum of Understanding (MoU).

Responsable scientifique du contrat :

Dr. Katriina Soini, Univ. Jyväskylä, Finlande.

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Due to its broad definition and understanding "culture" can be regarded as a fundamental issue, even a precondition to be met on the path towards Sustainable Development (SD) that is necessary to get to grips with in our various European societies. Yet the theoretical and conceptual understanding of culture within the general frames of sustainability remains vague. Consequently, the role of culture in the political framework of sustainable development is poorly operationalised. Therefore, the ultimate goal of this proposed COST-Action is to increase understanding of and determine the role of culture in SD based on multidisciplinary principles.

The work will be carried out 1) by investigating and operationalizing the concept of culture in the context of SD through multidisciplinary approaches and analyses; 2) by examining the best practices for bringing culture into policy and practical domains, and 3) by developing means and indicators for assessing the impacts of culture on SD. The results of the Actions will be exploited by the scientific community, policy makers, administrative personnel and practitioners working with sustainability and culture from the EU to the local level.

Etat d'avancement :

Des rencontres ont lieu une fois par an, donnant lieu à des états de l'art selon les thèmes abordés ; un travail de rédaction d'un ouvrage collectif a été entrepris. Emeline Eudes, post-doctorante, et chercheure associée au LADYSS, a entrepris durant l'été 2012 une mission d'analyse des mobilisations environnementales

accompagnées de réalisations artistiques en Islande. Une bourse post-doctorale R2DS a été demandée à la région Ile-de-France en accompagnement de l'ensemble de ces démarches.

Prospective des modes de vie urbains et facteur 4 (PROMOV), 2009-2013

Responsable scientifique du laboratoire : **Nathalie Blanc**

Financement contractuel :

Programme interdisciplinaire Énergie, CNRS, 2010-2012.

Partenaires institutionnels :

ESO, UMR 6590 ; CMH, UMR 8097 ; GRS, UMR 5040 ; CNRS, LTMU, UMR 7136 ; CNRS, CITERES, HESS ; Ministère de l'écologie, du développement durable, du transport et du logement ; Maison de la recherche en sciences sociales, Rennes ; Bureau d'études Energie Demain ; Bureau d'études Futur Facteur 4.

Responsable scientifique du contrat :

Cyria Emelianoff, maître de conférences HDR, ESO-Le Mans, UMR 6590, Université du Maine.
En collaboration étroite avec Carine Barbier, IDDRI, Institut du Développement Durable et des Relations Internationales.

Objectifs et méthodologie ou démarche :

La division par quatre des émissions de CO₂ d'ici 2050 est un objectif aujourd'hui largement partagé. Elle impose une mutation profonde des villes, en particulier des formes urbaines et des modes de vie, éléments structurants de l'empreinte énergétique et environnementale des villes. Le projet de recherche vise en premier lieu à analyser l'évolution des modes de vie des urbains, inducteurs de comportements générateurs de gaz à effet de serre, et à identifier les variables-clés de cette évolution. Cette analyse sera conduite à travers un état de l'art à l'échelle internationale et des ateliers de travail sollicitant chercheurs et experts. Sur la base de cette observation, un exercice de construction de visions de modes de vie à l'horizon 2050 sera développé en ateliers et au sein du comité de pilotage. La traduction littéraire de ces visions permettra d'esquisser et de comparer des « récits de vie » selon leur capacité à produire une société « post-carbone » ou pas. Ces visions du futur en 2050 seront ensuite traduites en scénarios quantifiés qui évalueront l'impact en termes de consommation d'énergie et d'émissions de CO₂.

La démarche est d'une nature résolument prospective et vise à dessiner des images différentes du futur, à les mettre en débat et à en tirer *in fine* des enseignements pour l'action.

L'apport du LADYSS au programme concerne spécifiquement l'inventaire des possibles en matière de modes de vie 2050, à travers une analyse des œuvres littéraires de science-fiction projetant des futurs imaginaires et des modes de vie créatifs.

Etat d'avancement :

Le travail de l'ensemble du groupe est terminé et a donné lieu à un rapport.

Publications et/ou valorisation :

Plusieurs publications sont en cours en français et en anglais

ASCL – Articles dans des revues sans comité de lecture

Blanc, N., Sander, A., 2011. La Cyborgue, un avenir possible entre nature et culture, *TINA*, 8, 82-98.

Blanc N., Sander, A., 2011. Du temps et du dessin de la nature.

AP – Rapports scientifiques

Dobré, M., Emelianoff, C., Authier, J.-Y., Blanc, N., 2012. *Prospective des modes de vie urbains et facteur 4*. Laboratoire Théorie des Mutations Urbaines (LTMU), Programme Énergie du CNRS.

OPTIQ-BIODIVERSITÉ : Outils et Processus pour une Territorialisation Intégrée de la Qualité de la Biodiversité

Responsable scientifique du laboratoire : **Hervé Brédif**

Financement contractuel :

Programme 2010 « Biodiversité, gestion forestière et politiques publiques » MEEDDM et le GIP ECOFOR

Partenaires institutionnels :

Institut Technologique FCBA, ENS Lyon UMR 5600 Environnement, Ville et Société (équipe de Paul ARNOULD).

Responsables scientifiques du contrat :

Marc Valenzisi et Alain Bailly, Institut Technologique FCBA.

Objectifs et méthodologie ou démarche :

La question des outils et processus propres à faciliter l'intégration de l'enjeu biodiversité par les acteurs des territoires est au cœur du présent projet. L'originalité du projet repose sur le fait qu'il s'intéresse aux outils et processus qui permettent de mobiliser les ressorts positifs d'implication des acteurs : cette voie de recherche, à ce jour peu explorée, conduit à concevoir des politiques de prise en charge de la biodiversité partagées par les acteurs de la forêt et du bois, ce qui doit garantir une meilleure implication des partenaires et une plus grande solidité du partenariat dans la durée.

Le projet s'appuie sur des démarches de recherche-action conduites dans plusieurs territoires forestiers français : Haut-Allier, Plateau de Millevache, PNR du Morvan. Il combine différents types d'outils et de processus : 1. des outils de facilitation stratégique développés pour conduire des actions en situation complexe et multiacteurs ; 2. des outils cartographiques et géomatiques permettant le partage des connaissances, l'échange entre acteurs, la simulation de scénarios... ; 3. des expertises relevant du champ de l'économie (évaluation des coûts induits par les actions de prise en charge de la biodiversité, étude des modes de contractualisation) et éventuellement du droit de l'environnement.

Etat d'avancement :

Réunion de lancement prévue le 15 septembre 2011

Résultats :

A venir

Publications et/ou valorisation :

A venir

SCITESAGE - Participation de la communauté scientifique à l'application de la DCE à l'échelle territoriale des SAGE

Responsable scientifique du laboratoire : **Catherine Carré**

Financement contractuel :

APR Eaux et territoires 2010

Partenaires institutionnels :

Programme Interdisciplinaire de Recherche sur l'Environnement de la Seine - PIREN-Seine ; SAGE 2 Morin.

Responsable scientifique du contrat :

Gaëlle Tallec (CEMAGREF)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Ce projet vise à favoriser la mise en cohérence des territoires, à travers un certain nombre de questions posées sur la gestion de l'eau des petites rivières urbaines d'Ile-de-France. Son objectif est de définir et mettre en

évidence les conditions de mise en place d'un processus de démocratie technique, associant la communauté scientifique travaillant sur la Seine et son bassin et les gestionnaires locaux impliqués dans les SAGE. Deux SAGE seront particulièrement étudiés : celui des 2 Morin et celui de l'Orge-Yvette.

Ce projet doit permettre d'apporter des éléments de réponse à l'intérêt d'une implication de la communauté scientifique dans les processus de gestion de l'eau au niveau local. Il se propose d'effectuer un travail d'analyse et de synthèse sur ce sujet, qui permettra d'évaluer le rôle de la communauté scientifique dans les questions de gestion locale de l'eau et, à travers un processus de co-construction de la recherche entre les chercheurs du PIREN-Seine et les acteurs de la Commission locale de l'eau, l'influence de la recherche sur les processus délibératifs.

Etat d'avancement :

Démarrage

Résultats :

A venir

Publications et/ou valorisation :

Carré, C., 2011. Publication InfoSage 2011, http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/article.php3?id_article=79.

Analyse des trajectoires à long terme de l'impact d'une mégapole en développement sur son milieu aquatique : exemple de Paris, Berlin, Milan et Bruxelles

Responsable scientifique du laboratoire : **Catherine Carré**

Financement contractuel :

PIRVE, 2010-2012

Partenaires institutionnels :

Sisyphé : Structure et Fonctionnement des Hydrosystèmes Continentaux, UMR 7619, CNRS-UPMC

Centre d'Histoire des Techniques et de l'Environnement, EA 3716, CNAM

LSCE : Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement, UMR 8212

LEESU : Laboratoire Eau Environnement et Systèmes Urbains, UMR MA-102

Cemagref-HBAN

UMR 8586, PRODIG

UMI 3157, Tucson, Arizona

ULB, Bruxelles

Humboldt-Universität, Berlin

Université de Milan et IRS Milan, CNR

Responsable scientifique du contrat :

Jean-Marie Mouchel (UMR Sisyphé 7619, CNRS-UPMC)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

In order to understand the long-term trajectories of cities and their waters (19th-20th centuries), we decided to compare 4 European cities, with a particular pattern: they are densely populated and / or heavily industrialized cities, that have developed on rather small or slow rivers, which were hardly able to withstand such a high pressure. We therefore focused on water qualities: how were the natural waters of these cities perceived since the 19th century, who denounced a change in water qualities and what were the consequences of such an awareness? With water quality as the main focus, the study deals with three objects: the rivers and waters of the city, the city and its infrastructures, the society; and two specificities: interdisciplinary approaches and comparative studies. The comparisons are either on a temporal or on a spatial point of view. For each period, we compared the knowledge on water qualities by different groups of actors: population, experts. We also compare our current view of the quality vs. perceived quality at the time. Finally, we focus on particular places with mixed and potentially conflicting activities, which are present in the 4 cities: places for recreation and amenities, for water intake and water release, for transportation, with heavy industries, popular for the quality of their landscape.

Etat d'avancement / Résultats :

Bases de données historiques de l'évolution de la qualité d'un fleuve très fortement urbanisé (1873-2010).

Expérimentation du concept européen DPSIR en milieu urbain.

Mise en évidence :

- des liens étroits entre la perception, l'analyse et la déclaration d'une qualité environnementale ;
- d'un état critique du milieu naturel ;
- du décalage progressif et croissant entre la perception de la qualité environnementale par le public (riverains, utilisateurs) et la qualité analysée et déclarée par les institutions, qui varient suivant l'époque, suivant des normes qui fluctuent à long terme et qui sont de plus en plus complexes.

Prise en compte des facteurs biologiques et morphologiques et pas seulement physico-chimiques dans l'impact de la ville sur le milieu, en montrant l'émergence progressive de cette construction selon les époques et selon les cours d'eau, voire leurs segments.

GIS Erosion en montagne

Responsable scientifique du laboratoire : **Marianne Cohen**

Financement non contractuel :

Axe 3, Université Paris Diderot, GIS Erosion en Montagne, Irstea.

Partenaires institutionnels :

Irstea, Membres du GIS Erosion, Pôle Image, Agebio.

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Clélia Bilodeau, Frédéric Alexandre (A), Sonia Randrianarisoa (D).

Objectifs et méthodologie ou démarche :

On se questionne ici sur le rôle que joue la végétation dans le contrôle des processus érosifs en montagne, en fonction du contexte climatique, des politiques paysagères et de l'action humaine (reboisements, déprise pastorale ou poursuite voire développement des activités agricoles), de l'échelle régionale à l'échelle locale. Des méthodologies de terrain (grands transects) sont associées à une analyse des paysages par photointerprétation et géomatique. Dans le cas des paysages érodés mis en culture (Madagascar), on étudie le rôle des pratiques agricoles dans le contrôle de l'érosion.

Etat d'avancement : Après une première phase dédiée à l'analyse du couvert végétal à l'échelle du massif alpin, et de la région des Baronnies, et à ses relations avec l'érosion et le climat, une deuxième phase de recherches associe Marianne Cohen et Sonia Randiranoaso (doctorante) au groupe de travail sur « Végétation et érosion », animé par Freddy Rey (Irstea). M. Cohen a participé au jury de thèse de Melanie Burylo (rapporteur) et fait partie du Comité de Pilotage de la thèse d'Amandine Erktan (CEMAGREF) et à celui de Nathalie Thommeret (LGP).

Travaux en cours : a) en collaboration avec F. Rey, M. Burylo, et A. Erktan : rôle des stratégies des plantes, calcul des traits cumulés des communautés végétales, dans le contrôle de l'érosion, dynamique de la végétation post-restauration écologique ; b) thèse Sonia Randrianarisoa : rôle des pratiques agricoles à Madagascar dans le contrôle de l'érosion.

Etat d'avancement / Résultats :

France : A l'échelle régionale, le rôle de l'érosion dans l'organisation spatiale de la flore ligneuse est masqué par celui du climat ; la flore ligneuse s'avère donc un mauvais indicateur des relations entre végétation et érosion. A l'échelle locale, la physionomie de la végétation (espèces dominantes, taux de recouvrement, disposition spatiale), la couverture du sol par la végétation et la litière et la richesse floristique sont de bons indicateurs de l'intensité de l'érosion. L'indice des traits cumulés de Grime (1997) a montré son intérêt pour évaluer la « performance » des communautés végétales vis-à-vis de l'érosion.

Madagascar : les pratiques agricoles dans les lavakas (grandes ravines) constituent une forme d'ingénierie paysanne, qui permet de valoriser des milieux dégradés pour l'agriculture vivrière et commerciale, et d'améliorer les sols érodés par des pratiques adaptées.

En projet : modélisation des relations entre érosion hydrique et succession végétale dans un bassin versant expérimental, à partir de données lidar et d'un maillage de transects de végétation.

Publications et/ou valorisation :**C-COM – Communications orales sans actes dans un congrès international ou national**

Cohen, M., Feton, R., 2012. Communautés végétales et érosion. Une application de l'indice des traits cumulés de Grime. Communication aux *Journées Scientifiques du GIS Erosion Draix-Bleone*, Draix, 14 et 15 juin.

C-AFF – Communications par affiche dans un congrès international ou national

Randrianarisoa, S., Randriamanga Ratsivalaka, S., Gunnell, Y., Cohen, M., 2010. Lavaka et pratiques paysannes dans le Moyen-ouest de Madagascar. Poster présenté aux *XII^{es} Journées scientifiques du réseau Télédétection de l'AUF.*, Monastir, 23-25 novembre.

L'oasis de Figuig, patrimoine mondial de l'humanité

Responsable scientifique du laboratoire : Marianne Cohen

Financement contractuel :

Université Paris Diderot (Ladyss, BQR)

Partenaires institutionnels :

UMR ANHIMA, Ecole d'Architecture, Municipalité de Figuig, Pôle Image.

Responsable scientifique du contrat :

Jean-Pierre Vallat (UMR ANHIMA, Univ. Paris 7)

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Gwenaëlle Janty (D)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

En vue de la préparation du dossier de classement Unesco de l'oasis de Figuig par une équipe pluridisciplinaire de l'Université Paris Diderot, à la demande de sa municipalité, on s'est intéressé à la contribution de la palmeraie au patrimoine culturel de l'oasis. Pour cela, on a caractérisé l'évolution de la palmeraie depuis 1983 (par photo-interprétation et géomatique), et on a cherché à en connaître les causes, en combinant plusieurs méthodes (recherche de données, enquêtes, intégration dans un SIG, traitements géomatiques et statistiques).

Etat d'avancement :

Les travaux de Gwenaëlle Janty, engagés dans le cadre de son master, se poursuivent en thèse de doctorat (2^{ème} année).

Résultats :

La palmeraie a connu une évolution différente dans l'espace de l'oasis, essentiellement en fonction de son état antérieur en 1983 et de l'appartenance des parcelles au réseau d'irrigation. L'évolution des ressources en eau, ou celle de la démographie, expliquent mal les évolutions de la palmeraie. Les enquêtes mettent en évidence le rôle des savoirs locaux et des modes de partage de l'eau, ainsi que les points de blocage qui leur sont liés. La patrimonialisation en cours de la palmeraie (inscription Unesco en cours) entre en contradiction avec les projets de modernisation agricole basés sur l'irrigation par goutte à goutte en cours de mise en place par les autorités marocaines.

Publications et/ou valorisation :**ACLN – Articles dans des revues avec comité de lecture non répertoriées par l'AERES ou dans des bases de données internationales**

Janty, G. (D), Del, A., à paraître. Apports d'un SIG pour l'analyse des relations spatiales réseau d'irrigation patrimoine bâti : le cas de l'oasis de Figuig, Maroc, *Bibliothèque d'étude (BiEtud) de l'Institut français d'archéologie orientale*, Le Caire.

C-ACTI – Communications avec actes dans un congrès international

En gras, production considérée comme de rang A : article long dans un congrès international à comité de sélection considéré comme sélectif par la communauté

Gillot, L., Del, A., Cohen, M., Vallat, J.P., Janty, G. (D) *et al.*, à paraître. Patrimoine et développement local : Pratiques institutionnelles et pratiques sociales, Coll. International Icomos, XVII^e Assemblée Générale, UNESCO, Paris, 28/11 au 1/12.

Janty, G. (D), Del, A., Cohen, M., 2011. Modélisations géométriques plurielles d'un espace agricole en évolution. Application à la palmeraie de l'oasis de Figuig (Maroc), in *Actes du colloque SAGEO'2011*, ICC, 7 Juillet, Paris, http://www.geo.univ-avignon.fr/PublicationsEnLigne/Papiers_SAGEO2011_JantyGetAI-03-2012.pdf.

Janty, G. (D), Godron, M. (A), Cohen, M., 2011. La palmeraie de Figuig : paysage de l'eau, patrimoine de l'humanité ? in *Actes du colloque international « Usages écologiques, économiques et sociaux de l'eau agricole en Méditerranée : quels enjeux pour quels services ? »*, Université de Provence, 20-21 janvier 2011, <http://www.lped.org/actes-du-colloque-eau-agricole/theme3.html>, 11 p.

C-COM – Communications orales sans actes dans un congrès international ou national

Janty, G. (D), Del, A., 2010. Apports d'un S.I.G. pour l'analyse des relations dynamiques du réseau d'irrigation et du patrimoine bâti : le cas de l'oasis de Figuig. Communication au *Maroc international colloquium on geoarchaeology: Landscape archaeology. Egypt and the mediterranean world*, Cairo, 19th-21st September.

Régionalisation des précipitations et impacts hydrologiques et agronomiques (REGYNA)

Responsable scientifique du laboratoire : Marianne Cohen

Financement contractuel :

Phase I : GIS Climat (2008-2010). Phase II : 2011-2012 (pas de financement).

Partenaires institutionnels :

UMR Locean, Université de Jaén (Espagne), Pôle Image, ADR Sierra Magina.

Responsable scientifique du contrat :

Benjamin Sultan (UMR LOCEAN, IRD)

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Stéphane Anglès, Philippe Boudes (A)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Une recherche interdisciplinaire a associé des climatologues, des géographes et des sociologues, afin de mettre en relation la régionalisation du changement climatique avec sa perception par les acteurs locaux. La région d'étude est spécialisée dans l'oléiculture. Cette étude répond à une sollicitation des acteurs territoriaux, l'ADR Sierra Magina (association de développement rural), quant au futur de l'oléiculture de leur région face au changement climatique.

Dans la phase I, l'étude du climat s'est appuyée sur les données de l'AEMET, et sur les modèles du projet ENSEMBLE, pour la prévision des pluies et des températures. Des enquêtes ont été réalisées auprès des responsables territoriaux, des professionnels de la filière. Dans la phase II, à la demande des acteurs locaux, un modèle climat-rendement permettra d'évaluer l'impact du changement climatique sur la production oléicole.

Etat d'avancement :

Phase I : Contrat terminé, participation à un séminaire de restitution auprès des acteurs (E. Araque, Org.).

Phase II : poursuite des recherches (modèle climat-rendement) et enquêtes.

Résultats de la phase I :

Bien que la région soit face à un défi important, il n'y a pas de consensus des acteurs locaux par rapport à cet enjeu. Dans le futur proche, les effets sur l'oléiculture de l'augmentation de l'irrégularité pluviométrique et la diminution des précipitations en automne pourraient être atténués par le recours à l'irrigation, à condition que les ressources soient mieux gérées. Dans un futur plus lointain, l'adaptation de l'oléiculture sera plus difficile, et la prise de décision des acteurs territoriaux doit anticiper ce changement, compte-tenu de la longue durée de vie des plantations d'oliviers. De plus, la Sierra Magina, qui contribue au débit du Fleuve Guadalquivir dans son cours

amont et dépend des gestionnaires de ce bassin pour les dotations en eau d'irrigation, sera placée dans une situation de concurrence avec les autres utilisateurs de la ressource hydrique situés en aval (villes, agriculture irriguée, en particulier la riziculture). A l'heure où la Communauté autonome andalouse en vient à édicter une « Loi de l'olivier », le futur de l'oléiculture de montagne andalouse apparaît incertain.

Publications et/ou valorisation :

Phase I :

AP – Rapports scientifiques

Cohen, M., Ronchail, J., 2010. Mediterranean region, in Sultan, B. (resp. scient.). Rapport de recherche du programme Regyna, novembre, GIS Climat, Environnement et Société.

C-ACTI – Communications avec actes dans un congrès international

En gras, production considérée comme de rang A : article long dans un congrès international à comité de sélection considéré comme sélectif par la communauté

Cohen, M., Alonso, M. (D), Garcin, H., Ronchail, J., 2011. Adaptación al cambio climático de la oleicultura irrigada de sierra. In *Actes électroniques du VII Congreso Ibérico sobre Gestión y Planificación del Agua*, Área temática 4 « Cambio climático y fenómenos extremos », Talavera de la Reina, Toledo, 16-19 février, ISBN : 978-84-693-9244-7, dépôt légal : M 5870-2011, <http://www.fnca.eu/vii-congreso-iberico/>.

C-COM – Communications orales sans actes dans un congrès international ou national

Gana, A., 2011. Percepciones y estrategias de los actores locales frente el cambio climático en la Sierra Magina. Communication au colloque dans le cadre du *projet Regyna*, volet « *Adaptation de l'oliveraie andalouse au changement climatique* », Bedmar, Espagne, février.

Alonso Roldan, M., Darrot, C. (A), Cohen, M., Araque Jimenez, E., 2010. El futuro del olivar de Sierra Mágina (Jaén) frente al cambio climático. Análisis de las percepciones de los agricultores. Communication au *V Congreso Andaluz de Sociología*, Sesión 4 : Desarrollo, Territorio y Medio Ambiente, IESA-CSIC (Instituto de estudios sociales avanzados), Cordoue, 5-6 novembre.

Angles, S., 2011. Vulnérabilidad del olivar frente al cambio climático en el contexto de intensificación agrícola. Communication au *Seminario Olivar, sostenibilidad y cambio climático*, Bedmar, 21 février, Université de Jaén/Association pour le Développement rural de la Sierra Magina.

Cohen, M., 2011. Un enfoque interdisciplinar de la vulnerabilidad del olivar frente al cambio climático. Communication au *Seminario Olivar, sostenibilidad y cambio climático*, Bedmar, 21 février, Université de Jaén/Association pour le Développement rural de la Sierra Magina.

Luginbühl, Y. (E), 2011. Territorios rurales, políticas energéticas locales y cambio climático : una perspectiva europea. Communication au *Seminario Olivar, sostenibilidad y cambio climático*, Bedmar, 21 février, Université de Jaén/Association pour le Développement rural de la Sierra Magina.

Phase II :

Deux mémoires de master (Imanol Sinde et Celine Morcel), deux publications soumises.

Modernidade e desenvolvimento : atualizando pesquisas antigas

Responsable scientifique du laboratoire : Marianne Cohen

Financement contractuel :

CNPq (juillet-août 2008), Pôle Image (images satellites), CRCT Paris 7-Diderot (6 mois).

Partenaires institutionnels :

UFPb Campina Grande (Brésil), Pôle Image, UMR Prodig.

Responsable scientifique du contrat :

Ghislaine Duqué, Univ. UFPa (Brésil)

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Laurence Grandchamp (A)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

On cherche à évaluer quel a été l'impact socio-économique et environnemental des changements de politiques publiques mis en œuvre au cours des présidences Lula, auprès des communautés d'agriculteurs familiaux et de leurs territoires écologiques. Pour cela, le suivi socio-écologique entrepris dans 2 communautés (1985-1997) a été réactualisé au cours d'une mission en août 2008. Par ailleurs, une étude a été entreprise sur l'évolution des paysages par télédétection, entre 1967 et 2010, afin de contextualiser notre suivi dans un contexte temporel et spatial plus large (échelle de deux communes).

Etat d'avancement / Résultats :

Collecte de données de terrain réalisée. Transcription des enquêtes.

Les premiers résultats des enquêtes et des mesures de terrain montrent que les deux communautés et leurs territoires écologiques ont inégalement bénéficié des dispositifs des politiques publiques et de leurs retombées, confirmant ce que nous avons observé au cours de la période précédente en ce qui concernait la fragilité plus marquée du groupe ayant choisi l'option de la modernisation agricole par l'irrigation de rente.

Les politiques publiques visent à augmenter la résistance des agriculteurs familiaux face aux sécheresses. La question de l'adaptabilité au changement climatique n'est pas au centre des dispositifs, du moins tels qu'ils sont appliqués et interprétés localement. L'analyse des séries climatiques depuis le début du XXe siècle apporte un éclairage. Depuis les années 1987, les années sèches sont passées sous le seuil des 100 mm, contrairement aux autres sécheresses du XXe siècle ; la décennie correspondant à la présidence de Lula a été quant à elle bien pluvieuse. Le changement climatique serait déjà en œuvre dans ce territoire, mais il serait masqué dans les représentations sociales par ces années d'abondance.

Cette variabilité du climat complique l'interprétation de l'impact des nouvelles politiques publiques, appliquées dans un contexte favorable d'un point de vue climatique. La question de la résilience et de l'adaptabilité des agrosystèmes de régions sèches doit prendre en compte cette complexité des situations.

L'étude de l'évolution des paysages par télédétection montre que les formations végétales sont moins denses en 2010 qu'en 1984. Cette évolution ne peut être mise sur le compte de l'irrégularité climatique, les séries diachroniques d'images Landsat et Spot correspondant à des années climatologiquement comparables (fin d'hivernage, cumul de pluies d'hivernage comparable entre les années choisies).

En projet : poursuite de l'exploitation des données de terrain (enquêtes et mesures écologiques) et de l'étude par télédétection.

Publications et/ou valorisation :**OS – Chapitres d'ouvrages scientifiques**

Cohen, M., à paraître. Essais « Biodiversité et mondialisation : une relation ambiguë », « Inégalités écologiques et justice spatiale : Quelle échelle pour la gouvernance? » ; notice « Écologie » ; articles « Trame verte et bleue », « Écosystème(s) (services) », in Ghorra-Gobin, C. (Ed.), *Dictionnaire des mondialisations*, Paris, Armand-Colin.

Cohen, M., 2008. A biogeografia, a prova da interdisciplinariedade : proposta de um procedimento de pesquisa, in Nascimento, P. et al. (Eds), *Interdisciplinariedade e Universidade no século XXI*, Brasília, Ed. Abaré, 71-102.

C-INV – Conférences données à l'invitation du Comité d'organisation dans un congrès national ou international

Cohen, M., 2008. Os desafios da interdisciplinariedade nas pesquisas sobre meio-ambiente. Um enfoque desde a biogeografia. Conférence à l'Université fédérale de Campina Grande, Brésil.

Cohen, M., 2007. Biogeografia e interdisciplinariedade. Cycle de 3 conférences (9 h) : 1) Um enfoque geografico para encarar as questões ambientais ; 2) Um metodo de pesquisa social para os problemas ambientais ; 3) O Nordeste do Brasil : ensinamentos de um estudo socio-ecologico (1985-1997), département de géographie, Université fédérale de Espiritu Santo, Vitoria, Brésil.

SERVICEFLORE

Responsable scientifique du laboratoire : **Marianne Cohen**

Financement contractuel :

CNRS Ingénierie écologique (2010-2011)

Partenaires institutionnels :

UMR Bioemco, MNHN, Pôle Image.

Responsable scientifique du contrat :

Isabelle Dajoz (Bioemco)

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Etienne Grésillon, Clélia Bilodeau

Objectifs et méthodologie ou démarche :

L'objectif de l'étude est d'évaluer le service de pollinisation en milieu urbain. Seront associées des expérimentations (réalisées par les biologistes), une étude des paysages et de la perception de la part des habitants de la présence et de la fonction des insectes pollinisateurs en ville.

L'analyse des paysages se réalisera par l'analyse d'images. Les enquêtes vont s'appuyer sur la présentation d'une série d'images sonorisées et animées, qui seront présentées aux promeneurs des espaces verts parisiens

Etat d'avancement :

Contrat terminé, publication en préparation.

Résultats :

La flore dépendant des insectes pollinisateurs pour sa reproduction est présente en ville de façon significative, en particulier dans certains types de communautés végétales (ex. friches). Une cartographie de la flore entomogame est réalisée. Des enquêtes réalisées dans différents types de milieux (jardins avec présence de pollinisateurs domestiques, jardin naturel avec pollinisateurs indigènes d'Ile de France, bords de Seine avec végétation peu dépendante des insectes pollinisateurs) montrent que les citoyens apprécient peu la présence des insectes lors de leurs pratiques de fréquentation de ces espaces, à l'exception de ceux qui fréquentent le Jardin Naturel, jardin pédagogique de la Ville de Paris.

Publications et/ou valorisation :

TH – Thèses

Anceau, C., 2012. *La Pollinisation en ville : répartition spatiale et perception par les citoyens*. Mémoire de Master 2 EPMS, Université Paris Diderot.

Anceau, C., 2011. *Organisation spatiale des espèces entomogames dans une ville dense. L'exemple de Paris*. Mémoire de Master 1 GST, Université Paris Diderot.

BALKABAS *Les Balkans par le bas*

Responsable scientifique du laboratoire : **Jean Gardin**

Financement contractuel :

Ce projet bénéficie d'un cofinancement de l'Agence nationale de la recherche dans le cadre du programme « Jeunes chercheuses et jeunes chercheurs » (ANR-08-JCJC-0091-01).

Ce programme débuté au 01/01/2009 s'achèvera au 31/12/2011

Partenaires institutionnels :

Centre d'Etudes albanologiques de Tirana ; IDEMEC, Aix-en-Provence ; Institut Max Planck de Halle ; Institut d'anthropologie sociale et d'études des arts de Tirana ; Laboratoire d'anthropologie, Toulouse ; Université d'Evora ; Université de Crète ; Université de Sofia ; Université Lumière Lyon 2 ; Université Panteion d'Athènes.

Responsable scientifique du contrat :

Gilles de Rapper, Chargé de recherche en anthropologie, CNRS, IDEMEC, MMSH Marseille.

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Le projet BALKABAS porte sur les transformations à l'œuvre dans les sociétés balkaniques depuis la fin de la Guerre froide et les bouleversements géopolitiques des années 1990. Il part du constat que la majeure partie des études réalisées sur cette région retiennent une approche « par le haut » et se concentrent sur les transformations systémiques des sociétés de la région.

Le projet BALKABAS propose au contraire d'adopter une approche « par le bas », qui tienne compte des manifestations locales de ces transformations et de leur impact sur l'existence des individus. Cette approche entend restituer l'expérience des individus et comprendre la signification qu'ils donnent aux événements, aux ruptures et aux actions par lesquelles eux-mêmes y réagissent.

L'objectif est moins de produire un « effet de réel » ou de recueillir des témoignages que de montrer comment les pratiques et les représentations individuelles interagissent avec des processus qui dépassent les individus, parce qu'ils ont leur origine au niveau national, international ou mondial. Il s'agit, en d'autres termes, de comprendre comment les individus (ou, plus largement, les familles ou les communautés locales) ajustent leurs actions aux transformations de leur environnement social, économique ou politique et, ce faisant, rétroagissent sur cet environnement.

Le projet BALKABAS ne porte pas sur l'ensemble des Balkans, mais se concentre sur leur partie méridionale qui, en raison de l'absence de conflit violent dans les années 1990, a moins retenu l'attention des chercheurs comme de l'opinion publique. L'ensemble formé par les trois pays couverts par le projet, l'Albanie, la Bulgarie et la Grèce, présente suffisamment de convergences et de contrastes pour justifier qu'on le considère en tant que tel : en dehors de l'appartenance commune à l'aire post-ottomane et d'une vocation européenne commune, ces pays ont connu des trajectoires contrastées pendant la Guerre froide : la Grèce dans le camp occidental, la Bulgarie dans l'orbite de l'URSS, et l'Albanie isolée et repliée sur elle-même. Ils ont aujourd'hui des statuts différenciés par rapport à l'Union européenne : la Grèce est membre depuis 1981, la Bulgarie vient d'adhérer (janvier 2007) et l'Albanie n'en est qu'au début du processus conduisant à l'adhésion. Les trois pays forment cependant un ensemble humain et économique relativement intégré, en raison notamment d'une importante migration de travail depuis l'Albanie et la Bulgarie vers la Grèce, ainsi que de la pénétration économique de la Grèce chez ses voisins albanais et bulgare.

Les transformations de la péninsule balkanique sont souvent interprétées en termes d'« ouverture » : ouverture des frontières fermées pendant la Guerre froide, ouverture d'anciens pays communistes au pluralisme démocratique et à l'économie de marché, ouverture de la Grèce à l'immigration balkanique. L'hypothèse générale du projet est que ces processus d'ouverture, d'homogénéisation et de mobilité s'accompagnent de processus opposés de fermeture, de fragmentation et d'obstacles au mouvement. Une étude attentive des configurations locales et des logiques individuelles doit permettre de mettre en évidence ces processus de fermeture et de les expliquer.

Une première hypothèse de travail – et un premier axe de recherche – est que l'on assiste dans les trois pays à l'émergence de nouvelles formes d'appartenance et de relation au territoire, qui débordent les formes traditionnelles (en particulier nationales et religieuses) par le haut, avec le développement de réseaux transnationaux ou translocaux, et par le bas, avec une valorisation de la localité, de la proximité et de l'entre-soi.

La seconde hypothèse de travail est que ces nouvelles formes d'appartenance s'articulent avec des processus de reproduction des groupes et des rapports sociaux dans lesquels les trajectoires individuelles et les rapports de parenté jouent un rôle déterminant.

Le projet propose de tester ces hypothèses par des enquêtes réalisées sur place, dans la durée ou la répétition, par des jeunes chercheurs familiers des configurations locales qu'ils étudient et des méthodes de l'enquête de terrain. L'essentiel de l'aide demandée est consacré au financement de ces missions de terrain.

Etat d'avancement :

Les recherches de terrain se sont échelonnées sur les trois années du programme (2009-2011).

Diverses manifestations ont été organisées et le colloque de clôture Pratiques sociales et reconfigurations locales dans les Balkans contemporains est organisé à l'Université Européenne de Tirana du 19 au 21 septembre 2011.

Publications et/ou valorisation :**OS – Chapitres d'ouvrages scientifiques**

Gardin, J., à paraître. La protection de la Grande Faune dans les Balkans. Vers un sauvagement équipé ?, in Oblomoff (Ed.), *Le Monde en pièce. Critique de la gestion. (1) : quantifier*, Paris, Éditions La Lenteur.

OS – Ouvrages scientifiques

Gardin, J., et al., à paraître. Ouvrage sur le programme de recherche.

C-ACTN – Communications avec actes dans un congrès national

Gardin, J., et al., à paraître. *Actes du colloque « Pratiques sociales et reconfigurations locales dans les Balkans contemporains »*, Université européenne de Tirana 19- 21 septembre 2011, Tirana.

Rayonnement et attractivités académiques**Organisation et animation de séminaire**

Gardin, J., 2011. Organisation de la journée d'étude *Les régimes de l'identification des personnes à l'épreuve des transformations sociopolitiques dans les Balkans contemporains*, 11 février, IDEMEC, MMSH, Marseille.

Gardin, J., 2010. Organisation de la journée d'étude *Localité et trajectoires individuelles dans les Balkans contemporains*, 22 janvier, IDEMEC, MMSH, Marseille.

Épidémiologie de la borréliose de Lyme dans les forêts franciliennes et actions de prévention

Responsable scientifique du laboratoire : **Vincent Godard**

Financement contractuel :

Contrat PICRI Région Île-de-France (2010-2012)

Partenaires institutionnels :

CNR des Borrelia (IPP) UMR 8185 - ENeC, CHI de Villeneuve-St-Georges, Univ. Laval (Québec, Canada).

Responsable scientifique du contrat :

Vincent Godard

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Samuel MERMET (CDD)- Christelle MEHA (CDD)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

L'objectif global de ce projet vise à **intégrer les résultats (cf. infra) dans des actions de prévention et de surveillance sanitaire à différentes échelles spatio-temporelles**; à court terme et localement avec des actions de sensibilisation des populations humaines à la notion de risque et de surveillance, à long terme et à l'échelle régionale en créant un système d'observatoire de la maladie. Cet objectif participe à une **meilleure connaissance des populations** (grand public et professionnels de santé) sur les risques sanitaires engendrés par les piqûres de tiques.

Rejoignant ce même objectif, **des objectifs spécifiques sont définis en fonction des capacités d'expertise des partenaires associés dans ce projet**. Témoignant d'une approche résolument pluridisciplinaire, ces objectifs spécifiques relèvent de cinq ordres de paramètres :

- Surveillance des populations de tiques et de leur taux d'infection ;
- Description des espaces et environnements à risque ;
- Étude des expositions et des facteurs de risque ;
- Estimation de l'incidence de la maladie ;
- Propositions de ciblage des mesures de prévention de la maladie.

État d'avancement :

2 années sur 3

Résultats :

Enquêtes de fréquentation réalisées, cartographie des zones d'exposition aux tiques en cours, enquête d'incidence en cours, modélisation de l'exposition en cours.

Publications et/ou valorisation :

ACL – Articles dans des revues internationales ou nationales avec comité de lecture répertoriées par l'AERES ou dans des bases de données internationales (en gras avec un facteur d'impact)

Méha, C., Godard, V., Moulin, B., Haddad, H., 2012. La borréliose de Lyme : un risque sanitaire émergent dans les forêts franciliennes ? *Cybergeo*, 601, <http://cybergeo.revues.org/25285>, DOI : 10.4000/cybergeo.25285.

ACLN – Articles dans des revues avec comité de lecture non répertoriées par l’AERES ou dans des bases de données internationales

Godard, V., Méha, C., Thomas, O., 2011. Exposition à la borréliose de Lyme : comment cartographier les déplacements en forêt ? *Cartes & Géomatique*, Revue du CFC, 209, 83-90.

OS – Chapitres d’ouvrages scientifiques

Godard, V., Méha, C., Thomas, O., 2011. How to Map out the Routes of Walkers in a Forestry Environment Considered to be of Risk? The Case of Human Exposure to Lyme Borreliosis in the Forest of Sénart (Île-de-France, France). In *Advances in Cartography and GIScience*, 2, Lecture Notes in Geoinformation and Cartography, 6, 7, 457-470.

C-ACTN – Communications avec actes dans un congrès national

Méha, K., Godard, V., Gramond, D., 2010. Forêts et santé : identification d’indicateurs spatiaux de foyers épidémiologiques. Exemple de la borréliose de Lyme en forêt de Sénart, in Galochet, M., Glon, É. (Eds), Des milieux aux territoires forestiers : itinéraires biogéographiques, actes de colloque, Lille 15-17 octobre 2008, Arras, Éditions Artois Presses Université, 323-336.

C-COM – Communications orales sans actes dans un congrès international ou national

Méha, K., Godard, V., 2009. Exposition humaine au risque de borréliose de Lyme en contexte forestier périurbain. Communication au *Colloque de lancement du DIM Santé Environnement Toxicologie*, Versailles, 26 novembre.

Méha, C., Benabderrahmane, M.C., Godard, V., Patey, O., Pilkington, H., 2009. La borréliose de Lyme : un risque sanitaire émergent dans les forêts franciliennes ? Communication au colloque *Emergence in Geographic Space: concepts, methods and models*, Paris, Institut des Cordeliers, 23-25 novembre.

C-AFF – Communications par affiche dans un congrès international ou national

Haddad, H., Moulin, B., Godard, V., Méha, C., Manirakisa, F., 2010. Web mapping and data collection of visitors’ activities towards the assessment of Lyme disease risk in a peri-urban forest. Poster présenté à *The 2010 Canadian Geomatics Conference and Symposium of Commission I, ISPRS. Geoide Annual Conference*, TELUS Convention Centre, Calgary, Alberta, June 15-18.

Méha, K., Godard, V., 2009. Exposition humaine au risque de borréliose de Lyme en contexte forestier périurbain. Poster présenté au *Colloque de lancement du DIM Santé Environnement Toxicologie*, Versailles, 26 novembre.

Le bois de Vincennes et ses habitats

Responsable scientifique du laboratoire Etienne Grésillon

Financement contractuel :

Aucun

Partenaires institutionnels :

ENeC, Université Paris-Diderot, DEVE.

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Marianne Cohen

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Avec une superficie de 995 hectares, dont la moitié boisée, le bois de Vincennes encadré dans l’urbain renferme une dynamique végétale intéressante par sa gestion à la fois productive, écologique et sociale. Par ailleurs, avec plus de 60 millions de visiteurs par ans, il offre une surface intéressante pour analyser les liens entre les politiques de gestion environnementale et leurs appropriations par les habitants. Le plan biodiversité (2011) voté par la Mairie de Paris se donne pour objectif de faire de ce bois un espace participant aux trames vertes et bleues parisiennes. Dans le même temps, le bois a vu croître une population de Sans Domiciles Fixes évaluée pendant

l'été 2010 à environ deux cents personnes. Cette polarisation des attentes sur un même espace offre à notre étude un cadre intéressant pour interroger la forêt urbaine comme une forme d'habitat végétal (biodiversité) et anthropique.

Cette recherche repose sur un croisement entre des études paysagères (relevés floristiques, études de photos aériennes) effectuées avec la DEVE (Direction des Espaces Verts et de l'Environnement) et avec des étudiants (L3, M1 et M2), et des enquêtes effectuées auprès des SDF. Elle vise à la fois à détailler les dynamiques végétales forestières et à comprendre les interactions entre les actions de gestion, la biodiversité et la manière dont cette nature est appropriée par les habitants, visiteurs et SDF.

Etat d'avancement :

Projet de travaux avec la DEVE en 2012 et 2013.

Résultats :

Nos premiers résultats montrent une corrélation entre les emplacements des campements des SDF et les parcelles en régénération naturelle. Or ces parcelles font l'objet d'un double enjeu. Pour les gestionnaires de la Direction des Espaces Verts et de l'Environnement de la ville de Paris, elles méritent d'être laissées à la dynamique spontanée qui favorise l'augmentation de la biodiversité et de la diversité paysagère. Pour les SDF, elles assurent un refuge car le développement des strates basses favorise la fermeture des peuplements et rend plus difficile l'accès aux campements. Ainsi une sorte de *modus vivendi* s'est installé entre les gestionnaires et les SDF, qui s'accordent sur un compromis d'occupation de campement des espaces en gestions durables.

Publications et/ou valorisation :

C-COM – Communications orales sans actes dans un congrès international ou national

Grésillon, E., Amat, J.-P., Tibaut, A., 2012. La répartition des SDF dans le bois de Vincennes entre des logiques de durabilité et des impératifs de survie. Communication au colloque international *Espace public et sans domicile fixe. La recherche s'expose*, Saint-Étienne, organisé par le Centre Max Weber, Université Jean Monnet Saint-Étienne, Université Lumière Lyon 2, 7-9 mars.

Amat, J.-P., Grésillon, E., Tibaut, A., 2010. Le bois de Vincennes et ses SDF : un nouvel usage de la forêt ? Communication au Festival international de géographie *Bien gérer les forêts du monde au service des hommes : du patrimoine vert à l'économie forestière*, Saint-Dié, 7-10 octobre.

Les Parcs nationaux étatsuniens à l'heure du développement durable

Responsable scientifique du laboratoire : Annick Hollé

Financement contractuel :

Aucun

Partenaires institutionnels :

School of Human Evolution and Social Change, Arizona State University, Tempe, Phoenix – Arizona ; Pôle Image, département de géographie de Paris 8.

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Olivier Archambeau

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Evaluer les transformations de la gestion des Parcs Nationaux étatsuniens du Sud-Ouest liées aux objectifs de développement durable.

En 2009, dans le cadre d'une collaboration universitaire avec la School of Human Evolution and Social Change, un travail de 6 mois s'est effectué sur le terrain.

Le Parc National du Grand Canyon a été retenu comme l'espace protégé du terrain d'étude. Les raisons en sont, entre autres, une forte fréquentation (5 millions de visiteurs par an) et une extrême fragilité (milieu désertique d'altitude).

Les méthodes et démarches suivent la tradition en usage en SHS : état de l'art bibliographique, enquêtes de terrain, relevés, croquis et photographies, entretiens avec les décideurs et acteurs, collecte de documents...

L'hypothèse de départ propose la culture comme facteur d'organisation spatiale : les groupes humains organisent leur espace en fonction de leur identité, reflet de leur culture. L'objectif est d'explorer comment une société de

pays riche – en mesure donc de faire des choix – perçoit et agit sur son espace, dans la perspective de la durabilité. Quels sont les ressorts culturels sur lesquels s'appuient les décisions et quelles en sont les conséquences dans l'espace et son organisation ?

Etat d'avancement :

Etat de l'art bibliographique en voie d'achèvement.

Enquêtes, entretiens, relevés et collectes divers effectués entre février et août 2009.

"Rush" d'une dizaine d'heures en vue de la réalisation d'un film de type docu-scientifique.

Publications et/ou valorisation :

C-INV – Conférences données à l'invitation du Comité d'organisation dans un congrès national ou international

Hollé, A., 2009. The water cycle at the Grand Canyon South Rim. Conférence invitée, GCNP, juin, USA.

C-ACTN – Communications avec actes dans un congrès national

Hollé, A., à paraître. Site culturel ou patrimoine naturel : quels enjeux pour quels développements ? Le Grand Canyon, Arizona, USA, in *Actes du colloque « Patrimoine culturel et désirs de territoires : vers quels développements ? »*, Université de Nîmes, 25-27 février 2010.

C-COM – Communications orales sans actes dans un congrès international ou national

Hollé, A., 2009. Grand Canyon National Park and Sustainability: a big challenge for a new deal. Communication à la School of Human Evolution and Social Change, ASU Phoenix, Arizona, USA, août.

C-AFF – Communications par affiche dans un congrès international ou national

Fardin, F. (D), Hollé, A., Gautier, E., da Lage, A., Molle, P., Haury, J., 2010. Tropical plants of constructed wetlands for wastewater treatment on looking at human and social sciences. Poster présenté à la 12th International IWA Conference on Wetland Systems for Water Pollution Control, Venice, International Water Association, 4-8 octobre.

Interactions avec l'environnement social, économique et culturel

Films

Hollé, A., 2011. *Le Grand Canyon face aux défis du développement durable*, film en collaboration avec Olivier Archambeau, pôle image de l'Université Paris 8.

Cours de Master :

- "L'origine de la pensée environnementale aux Etats Unis dans la seconde moitié du XIXe siècle". - "L'histoire des aires protégées aux Etats Unis. Les différentes formules de mise en protection".

Séminaire d'économie Politique

Responsables scientifiques du laboratoire : **Thomas Lamarche et Eric Magnin**

Financement contractuel :

Aucun

Partenaires institutionnels :

CEPN, CES, PHARE (liste en cours).

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Ouvert

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Le Séminaire d'Économie Politique se propose de faire vivre le pluralisme en économie. Face à la crise que connaissent les sciences économiques, il entend montrer le potentiel de renouveau que celles-ci recèlent. L'hégémonie acquise par un unique paradigme, même si les travaux menés dans ce cadre peuvent conduire à des conclusions hétérogènes, fait obstacle à la progression des connaissances ; les économistes qui participent à ce paradigme rencontrent par exemple de très grandes difficultés à penser la crise économique actuelle.

Le pluralisme que nous entendons promouvoir renvoie à la variété de l'économie politique et se décline dans, au moins, trois dimensions : 1/ pluralisme des cadres théoriques (l'institutionnalisme, le keynésianisme, le

marxisme, l'évolutionnisme, etc.); 2/ pluralisme des approches (l'histoire des faits et de la pensée, l'épistémologie, la philosophie économique, la sociologie économique, etc.) ; 3/ pluralisme des disciplines, dans la mesure où l'économie appartient aux sciences sociales (sociologie, histoire, anthropologie, etc.).

Le Séminaire d'Économie Politique est soutenu par des chercheurs de plusieurs laboratoires franciliens : CEPN, CES, LADYSS, PHARE (liste en cours). Il réunit régulièrement (4 séminaires par an) des chercheurs et enseignants chercheurs. Porteurs : Olivier Allain, Michaël Assous, Philippe Batifoulier, Élodie Bertrand, Bruno Jetin, Thomas Lamarche, Guillemette de Larquier, Eric Magnin, Christophe Ramaux, Bruno Tinel

Première séance autour de André Orléan, L'empire de la Valeur. Refonder l'économie, Seuil, à paraître, 20 octobre 2011.

Etat d'avancement :

En cours

Publications et/ou valorisation :

En cours

Séminaire Ladyss Paris 7
***Développement durable et transformations des capitalismes contemporains :
du local au global***
Responsable scientifique du laboratoire : Thomas Lamarche

Financement contractuel :

Aucun

Partenaires institutionnels :

GIS CIST (*Conflits et compromis de la globalisation territorialisée*) ; ATEMIS.

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Equipe paris 7 et notamment Marianne Cohen, Petia Koleva, Stéphane Anglès, Etienne Grésillon, Yorgos Rizopoulos, Eric Magnin, Olivier Blandin, Christian du Tertre.

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Ce séminaire a pour thème les transformations des capitalismes contemporains en Europe à la lumière du développement durable (DD). Parfois érigé au rang de paradigme alternatif au paradigme libéral, le DD cristallise les inquiétudes devant les défis politiques, sociaux et économiques qu'affrontent les pays développés (crise de la démocratie représentative et du dialogue social, hausse des inégalités, externalités négatives de production). Cela invite à repenser les interdépendances entre domaines (économique, social, écologique), échelles temporelles (court/long terme) et espaces institués (du local au global).

À l'Ouest comme à l'Est, le DD bouleverse les logiques postfordiste et postsocialiste. Il participe de l'émergence d'un nouveau régime non encore stabilisé dont les compromis sociaux sont en devenir.

On adopte une perspective institutionnaliste dont le principal apport est de fournir une lecture historique et territorialisée des coordinations socio-économiques. C'est le cas des travaux d'économie politique comparée articulés autour de la *variété des capitalismes*, reflétant la diversité des configurations institutionnelles sous-jacentes au couple régulation-accumulation.

Les travaux articulent les dynamiques micro, méso et macroéconomiques dans le contexte du DD, notamment à partir des apports de l'économie de la fonctionnalité ou de l'économie des effets utiles.

Ces interactions contribuent à redessiner la carte des capitalismes contemporains et complexifient l'évaluation de la « performance » des économies et des territoires.

Etat d'avancement :

En cours

Résultats :

Publications

Publications et/ou valorisation :

En cours

**Séminaire du Cercle de l'Observatoire Société et Consommation
sur la consommation collaborative**

Responsable scientifique du laboratoire : **Philippe Moati**

Financement contractuel :

Aucun

Partenaires institutionnels :

L'ObSoCo, Xerfi, FCD, Illec, PICOM.

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Nathalie Lemarchand, Christian du Tertre.

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Cycle de réunions de réflexion autour de la problématique de la consommation collaborative.
Participation à la confection d'un dispositif d'enquête.

Etat d'avancement :

Mi-parcours

Publications et/ou valorisation :

Série de vidéos diffusées sur Xerfi-Canal, perspective d'un colloque et/ou d'un numéro spécial de revue.

Exurbanisation et nouvelles ruralités dans le Sud des Appalaches

Responsable scientifique du laboratoire : **Anne Sourdril**

Financement contractuel :

Aucun

Partenaires institutionnels :

Laboratoire EcoLab – University of Géorgia (USA)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Cette recherche porte sur les phénomènes d'exurbanisation dans la vallée de Swannanoa en Caroline du Nord, région des Appalaches caractérisée par des changements importants depuis les années 1980 (déprise agricole croissante, déclin des industries et arrivée massive de nouveaux résidents originaires de larges centres urbains). L'objectif de cette étude est de comprendre (1) les conséquences de ces changements sociaux sur les usages et découpages d'un territoire largement non-réglémenté et (2) le rapport des résidents à la réglementation en matière de zonage et d'aménagement du territoire.

La méthode est axée sur des enquêtes ethnographiques auprès des élus de cette région, des résidents locaux et des nouveaux arrivants autour des usages du territoire et des réglementations et sur un projet PhotoVoice (utilisation de photographies de paysages prises par les informateurs) afin de saisir les représentations que se font les résidents de leur territoire et des changements. Ce projet PhotoVoice est couplé avec l'intégration des données collectées dans un SIG et l'utilisation d'un modèle de visibilité (Viewshed).

Etat d'avancement :

En cours (2008-)

Résultats :

Les premiers résultats montrent que, alors même que l'exurbanisation est perçue comme un problème global, elle est pensée localement par les résidents de la Vallée. Ces derniers souhaitent voir réguler l'exurbanisation - tout

en assurant la viabilité de leurs droits de propriété privée - et mettent en œuvre des actions locales de protection des territoires : si ces actions permettent une protection de leur environnement immédiat et une revitalisation des réseaux sociaux locaux, elles ne favorisent pas la création de politiques globales qui pourraient avoir des effets de contrôle stricts sur l'exurbanisation. Néanmoins, les changements affectant les Appalaches amènent les résidents à repenser leurs territoires : à la notion de propriété privée se juxtapose celle d'un territoire « bien commun » qu'il serait nécessaire, dans le futur, de protéger collectivement.

Publications et/ou valorisation :

ACL – Articles dans des revues internationales ou nationales avec comité de lecture répertoriées par l'AERES ou dans des bases de données internationales (en gras avec un facteur d'impact)

Sourdril, A., Chamblee, J.F., soumis. Thinking about the land. Understanding perceptions of exurban development in the Swannanoa Valley through a PhotoVoice project (Buncombe County, North Carolina), *Society and Natural Resources*.

C-COM – Communications orales sans actes dans un congrès international ou national

Sourdril, A., Chamblee, J.F., 2009. Thinking about the land. Understanding perceptions of exurban development in the Swannanoa Valley through a PhotoVoice project (Buncombe County, North Carolina). Communication à the All Scientist's Meeting of the LTER network *Integrating Science and Society in a World of Constant Change*, Estes Park, Colorado, 14-16 septembre.

Sourdril, A., 2008. From Montreat to the Cliffs at High Carolina: second home development and land management in Southern Appalachian (1898-2008). Communication au 33rd Annual Meeting of the Social Science History Association *It's About Time: Temporality and Interdisciplinary Research*, Miami, USA, 23-26 octobre.

Changement Climatique et Trame Verte urbaine (CCTV 2)

Responsable scientifique du laboratoire : Anne Sourdril

Financement contractuel :

Contrat GIS Climat

Partenaires institutionnels :

LSCE, LIVE, Bioemco, (LTER étasuniens).

Responsable scientifique du contrat :

Anne Sourdril

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Jean-Paul Billaud, Nathalie Blanc, Thomas Lamarche, Philippe Boudes (A).

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Le programme de recherche CCTV2 a pour objet l'étude des relations entre la végétalisation des villes et l'adaptation au changement climatique. Il s'appuie sur les recherches menées au sein du programme CCTV1, et sur les échanges disciplinaires suscités alors. CCTV2 résulte d'une collaboration entre des laboratoires du GIS CES (LADYSS, BIOEMCO, LSCE) et du laboratoire LIVE. Nous souhaitons faire travailler ensemble des chercheurs en sciences de l'atmosphère, des écosystèmes et des sociétés pour comprendre les modalités des liens entre végétation et climat, cela au travers d'études bi-disciplinaires : le croisement des sciences de l'atmosphère et des sciences sociales aura pour objectif de montrer le rôle concret des plantes et/ou le rôle que les acteurs imputent aux plantes concernant le climat et la pollution en milieu urbain. Le croisement de l'écologie des sols et des sciences sociales devra mettre au jour les mécanismes liés au fonctionnement et aux représentations des sols urbains. L'association écologie et climatologie approfondira le rôle joué par le fonctionnement du sol dans les processus d'atténuation et d'adaptation climatique et dans l'épuration des pollutions. Sur la base de ces résultats et d'une étude complémentaire de la construction sociale et politique des vertus du végétal en ville en matière de dépollution ou de rafraîchissement, nous voulons également confronter les résultats scientifiques aux décisions politiques. Des rencontres avec les collectivités territoriales permettront de mieux connaître la rationalité scientifique mobilisée par les décideurs et, indirectement, leurs besoins de recherches spécifiques supplémentaires. Les collectivités retenues sont celles de nos terrains de recherche : la ville de Paris, la région

Ile-de-France et la communauté urbaine de Strasbourg. Nous proposons enfin de collaborer avec des centres de recherche étrangers, dont des LTER étasuniens ; et d'animer un lieu d'échanges scientifiques autour de la thématique du programme, qui accueillera des spécialistes reconnus des questions abordées par CCTV pour alimenter les discussions au sein du programme et fédérer les publics intéressés par nos questions.

Approche biographique et analyse des processus sociaux

Responsable scientifique du laboratoire : **Blandine Veith**

Financement contractuel :

Aucun

Objectifs et méthodologie ou démarche :

L'approche biographique d'une part articule les différentes sphères de la vie des personnes (synchronie) et d'autre part suit les logiques individuelles dans leur historicité (diachronie) tout en les situant dans des contextes précis. Elle donne ainsi accès à leur complexité. Permet-elle pour autant de comprendre les processus sociaux à l'œuvre dans une tension entre déterminismes sociaux et logiques des acteurs ? Cette réflexion qui n'est pas seulement méthodologique est menée collectivement au sein du RT 22 « Parcours de vie et dynamiques sociales » de l'Association Française de Sociologie (AFS) lors des Congrès bisannuels, des séminaires et journées d'études organisés entre les congrès. Dans ce contexte d'échanges scientifiques, elle développe une recherche :

- sur l'articulation entre biographies et monographies : les récits de vie croisés entre eux sont situés dans leur contexte grâce au recours à des monographies de village, d'association, d'entreprise, de mondes sociaux...
- et plus précisément sur des silences individuels et collectifs, lorsqu'ils sont ainsi élucidés.

Etat d'avancement :

Activités en cours

Résultats :

L'analyse des silences individuels et/ou collectifs, des modes du semi-dire, élucidés par la contextualisation, montre qu'ils peuvent révéler à la fois des dominations et des tentatives de résistance ou au contraire des stratégies de positionnement social.

Publications et/ou valorisation :

ACL – Articles dans des revues internationales ou nationales avec comité de lecture répertoriées par l'AERES ou dans des bases de données internationales (en gras avec un facteur d'impact)

Veith, B., 2010. Lorsque les silences parlent dans les récits de vie : comment analyser la complexité du social, *L'Homme et la société*, 176-177, 151-169.

OS – Chapitres d'ouvrages scientifiques

Veith, B., 2009. Comment la précarisation bloque les projets de « retraite » des migrantes, in Cardon, P., Kergoat, D., Pfefferkorn, R. (Eds), *Chemins de l'émancipation et rapports sociaux*, Paris, La Dispute, 81-95.

C-COM – Communications orales sans actes dans un congrès international ou national

Veith, B., 2011. Création variétale et innovation dans le monde des roses à la lumière de l'approche biographique. Communication au 4^e Congrès de l'Association française de sociologie (AFS), RT 22 « Parcours de vie et dynamiques sociales », Université Pierre-Mendès-France, Grenoble, 5-8 juillet.

Veith, B., 2009. Personnes citées et stratégies discursives dans les biographies de grands rosiéristes. Communication au 3^e congrès de l'Association française de sociologie, RT22 « Parcours de vie et dynamiques sociales », Université Paris Diderot, Paris, 14-17 avril.

Rayonnement et attractivités académiques

Organisation et animation de séminaire

Veith, B., 2011. Organisation d'un atelier méthodologique *Biographical Narrative Interpretive Method* assuré par des sociologues anglais Tom Wengraf et Prue Chamberlayne, 8 avril.

Veith, B. Participation à l'organisation des 6 sessions du 2^e et 3^e Congrès de l'AFS et rapporteur scientifique de deux d'entre elles (Paris en 2009 et Grenoble en 2011).

Le rapport au végétal dans les mondes des roses : marchandisation et patrimonialisation

Responsable scientifique du laboratoire : **Blandine Veith**

Financement contractuel :

Aucun

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Cette recherche est la première étape d'un programme consacré à l'analyse du rapport au végétal ornemental dans le monde social des roses. L'entrée privilégiée est celle des obtenteurs de nouveaux cultivars, peu étudiés par les recherches françaises, anglo-saxonnes sur les *commodity chains*, ou latino-américaines. Sans gommer les rapports de pouvoir, l'obtention est ici située dans l'ensemble de la chaîne de coopération (H. S. Becker) qui relie tous les acteurs individuels et institutionnels, de la création d'une nouvelle rose à ses usages. L'objectif est de construire l'idéal-type de la *marchandisation du végétal* – la privatisation et la standardisation des obtentions produites et commercialisées massivement – et de celui de sa *patrimonialisation* – la critique, notamment esthétique, de cette uniformisation et le regain d'intérêt pour la diversité botanique et horticole. L'érosion de la biodiversité concerne aussi les cultivars. En s'appuyant sur les travaux existants, il s'agit aussi de repérer d'une part comment ces logiques sociales émergent dans le monde des roses et d'autre part comment elles sont à la fois en tension et articulées par des acteurs qui peuvent parfois s'y inscrire successivement ou simultanément. Trois questions ont été identifiées : les savoirs, les critères de l'évaluation esthétiques, les passions.

Dans cette recherche l'accent est mis sur les échanges et la mobilisation de savoirs. Dans quels situations et contextes précis, l'acquisition de savoirs, par exemple en génétique, ou au contraire leur absence, ont pu être des facteurs d'innovation variétale ? Quels autres registres sont mobilisés par les divers obtenteurs pour expliciter et légitimer leur activité de création ?

Méthode : Ce programme articule monographie de ce monde social et biographies. Il mobilise : une perspective diachronique par le recours à des données biographiques publiées ou recueillies par entretien, par un dépouillement de la presse spécialisée ; une observation participante dans des associations d'amateurs de roses. Une analyse de réseaux est aussi envisagée.

Etat d'avancement :

Après une phase exploratoire pour réaliser un premier recensement des publications internationales sur un sujet peu étudié par les sciences sociales, il s'agissait d'étayer de premières hypothèses sur la marchandisation du végétal tout en s'intéressant aussi à sa patrimonialisation dans le monde des roses. Les hypothèses sur la place des savoirs dans l'innovation variétale ont été affinées.

Résultats :

L'analyse des personnes citées ou évoquées dans les biographies francophones éditées ont permis de repérer les coopérations et les sociabilités des obtenteurs ainsi que leurs stratégies de positionnement social aux différentes étapes de la constitution des dynasties de rosieristes.

Publications et/ou valorisation :

C-COM – Communications orales sans actes dans un congrès international ou national

Veith, B., 2009. Personnes citées et stratégies discursives dans les biographies de grands rosieristes. Communication au 3^e congrès de l'Association française de sociologie, RT22 « Parcours de vie et dynamiques sociales », Université Paris Diderot, Paris, avril.

C-COM – Communications orales sans actes dans un congrès international ou national

Veith, B., 2011. Création variétale et innovation dans le monde des roses à la lumière de l'approche biographique. Communication au 4^e Congrès de l'Association française de sociologie (AFS), RT 22 « Parcours de vie et dynamiques sociales », Université Pierre-Mendès-France, Grenoble, juillet.

La marchandisation du végétal : la propriété intellectuelle et l'organisation de la production des roses coupées au Kenya

Responsable scientifique du laboratoire : **Blandine Veith**

Financement contractuel :

IFRA-Nairobi (UMIFRE MAEE-CNRS), autres financements recherchés.

Partenaires institutionnels :

IFRA-Nairobi (Bernard Calas)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Cette seconde recherche vise à affiner l'analyse de la *marchandisation du végétal* – la protection et la standardisation de cultivars produits et commercialisés massivement – en se centrant sur l'appropriation privative de nouvelles variétés de roses (brevets et certificats d'obtention végétale - COV), d'une part son histoire et d'autre part ses effets sur les restructurations productives, en particulier dans le secteur de la rose coupée où la distance à l'idéal-type de la marchandisation est la plus faible. Ce secteur est caractérisé aujourd'hui par la mondialisation des échanges et par sa délocalisation dans les zones équatoriales d'altitudes.

Une recherche exploratoire en deux temps (septembre 2009 et mars-avril 2010) a donc été menée au Kenya, le principal exportateur vers le marché européen. Elle interroge les rapports Nord/Suds et Sud/Sud afin de repérer *in fine* les impacts économiques, sociaux et écologiques de cette horticulture en termes de détérioration comme de transfert de connaissances. Elle recense la diversité des formes d'encadrement de la production des roses : par les investissements financiers, par les savoirs économiques et agronomiques, par les labels et par la propriété intellectuelle des variétés. Il s'agit ici d'analyser plus particulièrement la place des obtenteurs dans le développement, l'organisation et l'encadrement de la production de roses coupées au Kenya. Le propos est aussi de comprendre comment y sont articulés deux modèles socio-économiques, requérant une haute technicité : celui de la *concentration productive* dans de grandes exploitations (jusqu'à 5000 salariés) et celui de la *concentration stratégique*, préfigurant le post-fordisme, où une firme cerveau de dimension réduite génère des revenus importants (B. Appay), ici en percevant des royalties pour une production déléguée à des partenaires.

Méthode : enquête qualitative auprès de tous les obtenteurs présents au Kenya et auprès de fermes de roses. Etudes de cas par recours à l'approche biographique croisée avec l'histoire de l'entreprise.

Etat d'avancement :

Cette phase exploratoire a permis de recueillir de premiers matériaux lors des deux séjours au Kenya et d'affiner la problématique. L'hypothèse d'une spécialisation, voire d'une séparation progressive entre les chaînes de coopération, spécifiques à chaque secteur, celui de la rose pour jardin et celui de la rose pour bouquet, est avancée. Toutefois, malgré la forte prédominance de la logique de la *marchandisation du végétal*, celle de la *patrimonialisation*, identifiée dans le secteur des roses pour jardin, émerge actuellement dans celui de la rose pour bouquets, en Europe comme au Kenya, notamment à travers la diversification des critères esthétiques.

Avec Bernard Calas, spécialiste du Kenya, l'objectif est de fédérer nos réseaux et de construire un projet comparatif international conditionné par l'octroi de financements ou à défaut de se replier sur une recherche européenne auprès des obtenteurs et de publier un ouvrage commun sur le monde social des roses.

Résultats :

Aux USA comme dans divers pays européens, dont la France, les premiers brevets attribués à des végétaux ont été des roses avant l'adoption de la législation sur les COV. Assimiler ces plantes allogames clones à une invention industrielle, unique mais multipliable à l'identique par clonage, a permis à des firmes :

- d'argumenter le dossier de la protection des créations variétales,
- de concevoir et financer leurs restructurations productives en séparant les phases d'obtention et de production, celle-ci étant déléguée à des partenaires sous contrat.

Publications et/ou valorisation :

C-ACTI – Communications avec actes dans un congrès international

En gras, production considérée comme de rang A : article long dans un congrès international à comité de sélection considéré comme sélectif par la communauté

Veith, B., 2007. Les restructurations productives chez de grands rosiéristes français, in *Actes des Journées Internationales de Sociologie du Travail*, The London School of Economics and Political Sciences, Londres, 20-22 juin 2007, <http://www.jist2007.org>.

Fiches des opérations en projet

Désertification par érosion éolienne des sols dans la région pampéenne semi-aride en Argentine : impact des changements climatiques et environnementaux sur les sols et aspects socio-économiques.

Responsable scientifique du laboratoire : **Stéphane Anglès**

Financement contractuel :

BRI Université Paris Diderot

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Marianne Cohen, Etienne Gresillon.

Partenaires institutionnels :

UMR 7159 LOCEAN, CONICET – INCITAP (Argentine), Pôle Image (Université Paris Diderot).

Objectifs et méthodologie ou démarche :

L'érosion éolienne, processus en lien avec la désertification, a un impact majeur sur les sols et l'environnement dans la région semi-aride argentine (RSA), située entre le 35° et 40° sud et le 63° et 62° ouest. L'ampleur de l'érosion éolienne sur les sols agricoles dépasse souvent les limites critiques et l'impact économique de cette détérioration va jusqu'à représenter 25% de la marge brute de l'exploitation agricole.

Le projet de recherche a comme objectif l'évaluation sur l'écosystème, en y incluant les aspects socio-économiques, des changements climatiques sur l'érosion éolienne dans la région semi-aride d'Argentine. Dans ce cadre, les groupes de recherche français et argentins mobiliseront des outils méthodologiques et scientifiques complémentaires. Le groupe de recherche français s'appuiera sur son expertise et ses recherches dans les domaines de la climatologie, de la biogéographie et de l'analyse socio-économique de la vulnérabilité des sociétés locales face au changement climatique qui ont déjà été déployées dans le cadre du programme REGYNA (2009-2012) entrepris au sein du GIS Climat, Environnement et Société portant sur la vulnérabilité des espaces oléicoles d'Andalousie face au changement climatique. Le groupe de recherche argentin possède une grande expérience dans les recherches sur l'érosion éolienne avec le développement du modèle prédictif EWEQ (Wind Erosion Equation), applicable pour une recherche prospective de l'érosion éolienne dans la région centrale de l'Argentine.

Etat d'avancement :

Projet accepté en juillet 2012

Couplage de processus biotiques, anthropiques et géomorphologiques sur les marais salés de la Baie du Mont Saint Michel

Responsable scientifique du laboratoire : **Clélia Bilodeau**

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Marianne Cohen

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Couplage de processus biotiques, anthropiques et géomorphologiques sur les marais salés de la Baie du Mont Saint Michel. Opération faisant suite à la thèse de Clélia Bilodeau soutenue en décembre 2010. Mise en parallèle de données de télédétection (Lidar, photographie aérienne), de données de terrain (inventaire floristique à l'échelle du transect de végétation et à l'échelle du segment de 2 m) et de données d'enquêtes (séries d'enquêtes réalisées en 2002, plus enquêtes à venir), mettant en évidence les facteurs déterminants la répartition spatiale de la végétation des marais salés.

**Images et paysages.
Pour une approche pluridisciplinaire de la lecture et de l'étude du paysage**

Responsables scientifiques du laboratoire : **Marianne Cohen, Stéphane Anglès,
Etienne Grésillon**

Financement contractuel :

Institut des Humanités, Appel à projet Sujets-Savoirs, Université Paris Diderot.

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Stéphane Anglès, Marianne Cohen, Etienne Grésillon, Nathalie Blanc, Michel Godron (A).

Partenaires institutionnels :

ICT EA 337, Pôle Image (Université Paris Diderot), Géographie-cités, LARCA, SPHERE, INALCO-BULAC, BNF, EHESS.

Responsable scientifique du contrat :

Anna Caiozzo (ICT)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Le projet consiste à aborder de façon pluridisciplinaire l'étude et la lecture des paysages dans une triple démarche qui propose la collaboration de chercheurs à un ouvrage collectif de référence, sous forme de rubriques permettant de définir et d'appréhender le paysage en fonction de disciplines, d'époques et d'aires civilisationnelles variées tout en illustrant ces concepts ; une rencontre scientifique sur le thème « Paysages et Utopies » qui permettra de réfléchir à la difficulté de lire un paysage « réel » ou représenté selon une thématique précise : le paysage idéal (édénique, utopique) et, enfin, un séminaire de M2 sur « Paysages et émotions » accompagné de conférences de chercheurs notoires travaillant sur le paysage. Ce projet a pour finalité une relecture novatrice des paysages mais il concrétise surtout le dialogue scientifique à la fois dans le cadre de l'Université Paris 7, et scelle des collaborations au sein du PRES Paris Cités.

Etat d'avancement :

Projet accepté en juillet 2012

Les paysages méditerranéens sont-ils encore méditerranéens ?

Responsable scientifique du laboratoire : **Marianne Cohen**

Financement contractuel :

Aucun

Partenaires institutionnels :

Université Gironne, Barcelone

Membres du laboratoire :

Etienne Grésillon, Stéphane Anglès, Michel Godron (A), Frédéric Alexandre (A) et Johan Milian (sous réserve)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

La notion de méditerranéité des paysages permet de qualifier des paysages (urbains, ruraux, forestiers, etc.) à travers le prisme de leur identité biogéographique et culturelle, considérée comme un élément de valorisation économique et sociale des territoires porteurs de ces paysages. Or ces paysages sont l'objet de processus de changement, tels que la déprise agro-pastorale, des dynamiques de spécialisation ou de reconquête agricole, en lien avec les niches de marché s'ouvrant (ex. oliveraies, nouveaux vignobles) ou se fermant (élevage traditionnel) pour les produits de ces territoires ainsi qu'avec des enjeux de conservation (parcs).

Les enjeux liés à cette question sont doubles. Il s'agit d'une part de se questionner sur les effets des processus en cours de transformation des paysages méditerranéens sur leur banalisation paysagère (ex. paysages de

monoculture) et biologique (recul des espèces méditerranéennes), processus contribuant à l'homogénéisation des paysages et de leur contenu biologique constaté à l'échelle globale comme l'un des mécanismes de la crise de la biodiversité. D'autre part, on s'interrogera sur la dimension perçue de cette identité méditerranéenne et sa contribution au développement durable des territoires.

Cette démarche s'appuiera sur les acquis de précédents programmes de recherche, réalisés dans différents pays et régions méditerranéens, dans des paysages agricoles et agro-forestiers. Les bases de données de différents programmes de recherche seront utilisées : PIREVS (Causse Méjan), Paysage et développement durable, Patermed, ainsi que les travaux de doctorants. Trois critères d'évaluation de cette méditerranéité seront considérés : la proportion d'espèces méditerranéennes dans la flore, la structure paysagère en mosaïque, la perception de ce caractère local par les acteurs locaux. Un premier test de la pertinence de cette question a été réalisé à partir du corpus de relevés floristiques du programme PDD. La typicité méditerranéenne des paysages est bien exprimée par le taux d'espèces méditerranéennes présent dans les paysages. Il dépend de trois facteurs interagissant, se renforçant ou se compensant les uns les autres ; le gradient bioclimatique, la situation géographique et le type de gestion.

Publications et/ou valorisation :

C-ACTI – Communications avec actes dans un congrès international

En gras, production considérée comme de rang A : article long dans un congrès international à comité de sélection considéré comme sélectif par la communauté

Cohen, M., Alexandre, F. (A), 2011. Le paysage quotidien des montagnes méditerranéennes : entre déprise et néopaysage, in *Actes électroniques du colloque international « Paysages de la vie quotidienne. Regards croisés entre la recherche et l'action », session plénière n°2 : Action paysagère et développement durable.*

Paysage, espace vivant ?

Responsable scientifique du laboratoire : Marianne Cohen

Financement contractuel :

Aucun

Partenaires institutionnels :

UMR Eco-anthropologie et ethno-écologie, (MNHN), COGIT (IGN), Université H. Boumediène (Laboratoire d'écologie, Alger), UPMC.

Membres du laboratoire :

Etienne Grésillon, Vincent Godard, Michel Godron (A), Frédéric Alexandre (A).

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Il s'agit ici de réunir et de structurer des éléments de réflexion théoriques et méthodologiques sur la place du vivant dans le paysage, acquis lors d'opérations de recherche terminées (dans le rural : Paysage et développement durable, Transitions climatiques et biogéographiques en lien avec l'érosion et l'évolution de l'occupation du sol, Recherches en Baie du Mont Saint Michel ; dans l'urbain : PIRVE), en cours et en projet (Trames Vertes Urbaine, thèses de Laurence Jolivet, de Sarah Bortolammiol et d'Aurélié Maingre, Projet sur la maladie de Lyme, Les forêts biens financiers, le Bois de Vincennes, ANR Patermed) ainsi que dans le cadre d'activités pédagogiques avec les étudiants de Licence et Master (stages de biogéographie dans les Alpes, en Catalogne, en Baie du Mont St Michel, Bois de Vincennes).

Comment concevoir l'espace géographique dans toute sa complexité, en tirant parti de la théorie et des méthodologies de l'écologie du paysage et de la biogéographie pour une autre géographie des paysages et du vivant ? Comment connecter la métrique du paysage avec le paysage vivant, vécu et produit par les habitants, et pas seulement celui habité, constitué et traversé par les animaux et les plantes ?

L'intégration du vivant, forcément mobile, éphémère et changeant, dans la caractérisation des paysages pose en aval une série de questions d'ordre spatial et social. Comment concevoir le paysage à la fois comme une série de discontinuités (entre des morphologies paysagères bien distinctes) et le lieu de continuités biologiques (trames vertes), écologiques (gradient écologique) et sociales (gradient d'investissement habitant) ? Dans quelle mesure le paysage rend-il compte des couplages de processus (écologiques, géomorphologiques, climatologiques et sociaux) et quelles méthodes sont adaptées à leur étude ?

Ce programme de recherche repose sur la mise en œuvre de protocoles de collecte des données standardisés, qui permettent de constituer de grands corpus de données se prêtant à des traitements statistiques, géomatiques et de modélisation, avec des possibilités de comparaisons entre terrains. Ces protocoles sont constitués d'une chaîne méthodologique associant télédétection, relevés et enquêtes de terrain, géomatique, statistique et modélisation.

Etat d'avancement :

En tant que réflexion transversale de nature théorique et méthodologique, cette opération s'appuiera sur les acquis et l'approche comparative entre les différents travaux terminés et en cours, lors de séminaires de l'axe 3. L'objectif visé est la réalisation de publications sur ce thème à partir des corpus existants et à partir des séminaires croisant les approches menées dans différents programmes.

Publications et/ou valorisations :

ACL – Articles dans des revues internationales ou nationales avec comité de lecture répertoriées par l'AERES ou dans des bases de données internationales (en gras avec un facteur d'impact)

Mesli, K. (D), Bouazza, M., Godron, M. (A), Vela, E., 2009. Diagnostic écologique de reboisements dans le Parc national de Tlemcen, *Acta Botanica Gallica*, 156, 2, 283-294.

Mesli, K. (D), Bouazza, M., Godron, M. (A), 2008. Ecological characterization of the vegetation and its facies of degradation, Mounts of Tlemcen (West Algeria), *Environmental Research Journal*, 2, 5, 271-277.

Papillon, Y, Godron, M. (A), Delattre, P., 2008. Ecological affinity changes in a sudano-sahelian Rodent community after slash-and-burn farming (Gonsé forest, Burkina-Faso), *African Journal of Ecology*, 46, 3, 435-439.

ACLN – Articles dans des revues avec comité de lecture non répertoriées par l'AERES ou dans des bases de données internationales

Mesli-Bestaoui, K. (D), Bouazza, M., Godron, M. (A), 2007. Étude des groupements végétaux des Monts Tlemcen et de leurs faciès de dégradation par deux approches : les liaisons interspécifiques et les profils écologiques, *Sciences et Technologie*, Université Mentouri-Constantine, 71-78.

OS – Chapitres d'ouvrages scientifiques

Godron, M. (A), Andrieu, J., 2008. Mise en évidence statistique d'un continuum à facettes dans les Baronnie, in Alexandre, F., Genin, A. (Eds), *Continu et discontinu dans l'espace géographique*, Tours, Presses universitaires François Rabelais, 145-170.

OS – Ouvrages scientifiques

Godron, M. (A), 2012. *Écologie et évolution du monde vivant*. La vie est une transmission d'information, vol 1, Paris, L'Harmattan.

Godron, M. (A), 2012. *Écologie et évolution du monde vivant*. L'échelle crée le phénomène, vol 2, Paris, L'Harmattan.

Godron, M. (A), 2012. *Écologie et évolution du monde vivant*. Les problèmes écologiques actuels, vol 3, Paris, L'Harmattan.

Godron, M. (A), Joly, H., 2008. *Dictionnaire du paysage*, Paris, Ed. CILF.

C-ACTI – Communications avec actes dans un congrès international

En gras, production considérée comme de rang A : article long dans un congrès international à comité de sélection considéré comme sélectif par la communauté

Bortolamiol, S. (D), Cohen, M., Kreif, S., à paraître. Society, wild animals, landscape: study of the interactions between Humans? Chimpanzees? Landscape at Sebitoli, Kibale National Park (Uganda) based on natural and anthropogenic factors, in *Actes du colloque de la Société française de primatologie « Homme et primate : regards croisés »*, Grenoble, 19-21 octobre 2011, *Folia Primatologica*.

Jolivet, L., Cohen, M., Ruas, A., 2011. Characterizing geographical space to analyze fauna movement, In *Actes électroniques de la 25th International Cartographic Conference*, Main Topic 8: Modelling, spatial analysis, B3-Modeling and analysing access and displacements, Paris, 3-8 juillet, article n° CO-133, 10p.

C-COM – Communications orales sans actes dans un congrès international ou national

Bortolamiol S. (D), 2012. Spatialité des interactions Hommes – Chimpanzés – Paysage à Sebitoli, Parc national de Kibale (Ouganda). Communication aux *Cinquièmes rencontres doctorales Paris-Diderot « La pluridisciplinarité à l'œuvre »*, 7-8 juin, Université Paris Diderot.

Jolivet, L., Cohen, M., Ruas, A., 2012. Analyse des relations entre données géographiques et données localisées de faune. Communication au Séminaire du GDR MAGIS *Approches méthodologiques en géomatique pour la cartographie de la Trame Verte et Bleue (TVB)*, CNAM, Paris, 24 février.

Les forêts des banques et des assurances : un bien financier

Responsable scientifique du laboratoire : **Etienne Grésillon**

Financement contractuel :

ANR (en projet)

Partenaires institutionnels :

Irstea, INRA, ENeC, MAIF, Caisse des dépôts...

Responsable scientifique du contrat :

Etienne Grésillon

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Marianne Cohen, Thomas Lamarche, Olivier Leroy (D), Michel Godron (A).

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Dans un premier temps il s'agit d'effectuer un travail exploratoire afin à la fois de dresser un tableau général des banques et assurances investissant dans la forêt pour en faire un bien de placement financier, et de constituer des partenariats possibles avec ces établissements et des organismes de recherche.

Une fois ce préliminaire effectué notre projet se construira autour de trois points :

1. Une étude à l'échelle locale des relations entre ces forêts privées et le milieu physique et humain. Il s'agit à partir d'analyse paysagère et d'entretiens avec les gestionnaires des bois et les habitants de comprendre l'insertion de ces forêts dans les sociétés rurales.
2. Un travail d'écologie du paysage à l'échelle locale et régionale visera à identifier les connexions et fragmentations entre les différentes forêts pour comprendre leur insertion dans un contexte plus large.
3. Une approche concertée avec une équipe d'économistes du laboratoire travaillant sur la thématique de la fonctionnalité permettra d'analyser le rôle de ces forêts dans les politiques économiques de ces établissements.

Inégalité, Approches macro méso micro. Secteur, territoire, revenus.

Responsable scientifique du laboratoire : **Thomas Lamarche**

Financement contractuel envisagé :

Demande ANR en cours

Partenaires institutionnels :

CEPN, ECONOMIX, IDHE, LED.

Responsable scientifique du contrat :

Dany Lang, CEPN

Participants ou membres du laboratoire concernés :

Christian du Tertre

Objectifs et méthodologie ou démarche :

L'objet du programme en préparation est de façonner un réseau de chercheurs institutionnalistes en économie en Ile de France. Partant d'une collaboration avancée dans des réseaux tels que l'AFEP et les économistes atterrés, le programme a une dimension scientifique et prospective (ie comprendre et caractériser de nouveaux modèles de développement). Le programme repose notamment sur le croisement des approches de macroéconomie post keynésiennes (qui placent les inégalités de revenu et de distribution au cœur de la crise), les approches régulationnistes (qui visent à travailler sur les régulations infranationales, la recomposition des dispositifs institutionnels et la transformation des secteurs, notamment de façon à comprendre les recompositions propres au développement durable, en focalisant sur la question des accès différenciés – accès aux ressources, aux services, aux savoirs – et enfin des approches conventionnalistes (à partir notamment de la construction des marchés de la santé qui repose sur de nouvelles règles)

HELIOMED (2012-2014)

Responsable scientifique du laboratoire : **Yorgos Rizopoulos**

Financement contractuel envisagé :

Joint Innovative Projects Fund

Partenaires institutionnels :

ECES (Egypte), UMR "Développement et sociétés" membre d'IRD (France).

Responsable scientifique du contrat :

Jean-Yves Moissoner (GIS CIST)

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Le Plan solaire Méditerranéen, qui réunit à la fois un projet politique dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée et des projets industriels exprimés par les consortia Desertec et Medgrid, pose inévitablement la question de la gouvernance du processus ainsi que les choix organisationnels et technologiques. 8 axes sont identifiés par rapport à ces questions et font chacun l'objet d'un « working package ». 4 workshops sont prévus au Caire et à Paris, entre 2012 et 2014.

Gascam 2

Responsable scientifique du laboratoire : **Anne Sourdril**

Financement contractuel envisagé :

ANR Jeune Chercheur / Appel d'Offre FRB 2012

Partenaires institutionnels :

UMR LESC, UMR PRODIG, UMR DYNAFOR, MEADEN, Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de Ngaoundéré.

Responsable scientifique du contrat :

Anne Sourdril

Objectifs et méthodologie ou démarche :

Le projet Gascam 2 fait suite à un projet Gascam (financé par l'ACI Sociétés et Cultures dans le Développement Durable 2003-2006) qui avait pour objectif une lecture comparée des mécanismes de la dynamique de la biodiversité influencés par les pratiques agroforestières, les savoirs et les logiques sociales qui les sous-tendent en France (Coteaux de Gacogne) et au Cameroun (Massif de Poli). Gascam 2 aura pour objectif d'aborder la question de la biodiversité (caractérisation, mutation, enjeux de conservation...) dans les paysages ruraux camerounais et français au travers des populations d'oiseaux et des représentations et connaissances locales que les acteurs locaux ont de ces populations. Les objectifs du projet interdisciplinaire – écologie, ethnologie, géographie – seront :

(1) d'identifier et de quantifier sur les deux sites les espèces ornithologiques présentes sur les territoires : espèces caractéristiques, « indicatrices » de la qualité des écosystèmes, des systèmes de production, des mutations des mondes ruraux ou des changements climatiques (migration des oiseaux)... ;

(2) de comprendre comment les oiseaux sont perçus, connus, classifiés par les acteurs locaux, comment les espèces faunistiques et leur capacité de déplacement peuvent constituer des éléments à part entière de la perception des paysages, quelles sont les espèces significantes localement et quels « services » peut rendre cette faune aux sociétés locales (aussi bien des services écosystémiques, esthétique des paysages, bien-être procuré...)?

(3) de saisir comment les populations d'oiseaux peuvent revêtir des enjeux de conservation (espèces communes, espèces à protéger) et de comparer enjeux de conservation globaux ou nationaux et perception locale de la nature : est-ce que les espèces à protéger globalement sont celles qui sont les plus significantes pour les acteurs locaux ?

Approche transversale

LES RAPPORTS SCIENCES SOCIÉTÉS À L'ÉPREUVE DU TERRAIN : INTERDISCIPLINARITÉ, JEUX D'ÉCHELLES, DÉMARCHES COMPARATIVES, INCERTITUDES, NORMES...

Responsables : Marion TILLOUS, Blandine VEITH

Projet de l'approche transversale

La création de cette approche transversale relève d'une volonté collective exprimée lors d'une assemblée générale destinée à construire le projet scientifique 2014-2018⁶⁶. La diversité des points de vue, problématiques, démarches et terrains de recherche développés par les chercheurs du laboratoire a fait apparaître non seulement la nécessité mais aussi la volonté de mettre en place une plateforme de réflexion et de confrontation commune. A la lumière de nos expériences de terrain, de nos postures théoriques et pratiques de recherche, l'ambition de cette approche est de parvenir à une mise en synergie des recherches engagées par l'ensemble des chercheurs du laboratoire, autour de questions qui traversent sa problématique d'ensemble et dépassent les contours donnés aux trois axes thématiques. Le thème général du rapport science/société et sa déclinaison dans différents contextes, les rapports sciences/sociétés au pluriel qui posent aussi la question de la pluridisciplinarité, s'est imposé en assemblée générale.

La portée de cette réflexion est double : sociétale et heuristique.

Sociétale, car la question du rapport entre science et société traverse toutes les disciplines scientifiques et milieux sociaux et fait régulièrement la matière de débats de spécialistes ou grand public plus ou moins polémiques. Forums, colloques, appels à projets de recherche (re)lancent périodiquement la question en s'adressant directement aux chercheurs et en les incitant à s'interroger sur leurs propres démarches et objectifs. Le monde de la recherche est interpellé à la fois par les pouvoirs publics, par les représentants de la société civile, et par des individus souvent désorientés par des crises (sanitaires, alimentaires, économiques, climatiques...) et auxquels la science tarde à apporter des réponses, si ce n'est des solutions. Entre sentiment de défiance vis-à-vis d'une science parfois perçue comme extérieure voire inutile et une demande pressante pour une science responsable et fiable, le monde de la recherche est placé devant un double impératif : démontrer son utilité et mettre en œuvre les conditions de son efficacité.

Heuristique, car en questionnant nos méthodes et approches, il s'agira de comprendre comment nos recherches s'insèrent – ou sont intégrées – dans les interrogations contemporaines émises par la société civile (la demande sociale) d'une part et comment les chercheurs eux-mêmes participent à ce questionnement d'autre part.

Cette approche transversale s'articule donc autour de deux formes de dialogue : l'un en interaction avec « l'extérieur », entre le monde de la recherche et la société civile ; l'autre en interne, entre nos postures de recherche respectives. Quelles relations nos problématiques et nos résultats ont-ils avec des problèmes sociaux et sociétaux profondément renouvelés et qui se posent de manière de plus en

⁶⁶ Les débats de cette Assemblée générale ont été nourris par les résultats de deux groupes de travail préparatoires proposés par J.P. Billaud. Le groupe « identité », animé par A. Sourdril, avait pour mission de repérer les thèmes qui identifient le LADYSS en les regroupant par domaine de compétences ; le groupe « Projet », animé par B. Veith avait pour objectif de répertorier les approches théoriques et méthodologiques mobilisées par les chercheurs et les problématiques en lien avec les questions vives posées par les évolutions des sociétés. Une réunion a été organisée sur le thème « Terrains acteurs projets co-actions » ; partie de la demande sociale, elle a été élargie au rapport science/société.

plus complexe ? Comment pouvons-nous construire un dialogue entre nos disciplines pour évaluer la portée de nos démarches et de nos résultats et pour la société ?

Acquis et atouts du LADYSS

Le LADYSS possède une longue expérience dans l'exercice de la pluridisciplinarité. Il est en effet né de la fusion en 1997 de deux unités du CNRS, l'une en sociologie, le GRMSE à l'Université de Paris 10, l'autre en géographie et biogéographie, Strates à l'Université de Paris 1 et à celle de Paris 8. Leurs recherches respectives étaient caractérisées par le croisement des dimensions sociales et spatiales et par le recours aux enquêtes de terrain, notamment pour traiter de l'ancrage des processus sociaux dans des territoires ruraux et urbains. L'analyse monographique revisitée et l'observation ethnographique d'interactions à des niveaux micro n'excluaient pas, au contraire, la mobilisation de l'histoire ni de différentes théories macro ce qui suscita des échanges vifs mais fructueux⁶⁷. Croiser des regards et des approches différentes sur un même terrain était déjà une caractéristique majeure de ces deux laboratoires, notamment dans la mise en œuvre de recherches innovantes sur des questions rurales et environnementales. La pluridisciplinarité initiale a été ensuite enrichie par l'arrivée d'anthropologues en 2004 et 2010, d'une psychologue sociale de l'environnement en 2011 ainsi que d'une équipe d'économistes hétérodoxes institutionnalistes en 2010.

Cependant l'intégration de nouvelles disciplines n'a pas remis en cause les fondamentaux du LADYSS qui privilégient le croisement des dimensions sociales et spatiales et donnent une très large place aux analyses de terrain. Pour autant, elle a accru la nécessité de tendre des ponts entre nos disciplines et d'instituer des espaces de dialogue où réinterroger à la fois nos partis pris pluridisciplinaires, épistémologiques, théoriques et méthodologiques.

Réinterroger les pratiques des chercheurs

De la pluridisciplinarité à l'interdisciplinarité ?

Dans le rapport entre le social – qui dans nos esprits inclut l'économique – et le spatial, l'entrée prioritaire varie selon les disciplines de même que la façon de formuler l'articulation entre les deux dimensions. L'intérêt porté aux dimensions sociales du fonctionnement des territoires et des milieux⁶⁸ en géographie ainsi qu'aux processus sociaux ayant un ancrage spatial en sociologie est enrichi par l'analyse : 1) de l'impact des pratiques humaines sur les équilibres des écosystèmes en biogéographie, 2) de l'élaboration matérielle et culturelle des territoires par des organisations sociales en anthropologie et 3) de leur appropriation par les individus et les groupes sociaux spatialisés en psychologie sociale de l'environnement, 4) enfin, de l'inscription des faits économiques dans des contextes spatio-temporels comme facteur de diversification ou d'intégration régionale en économie. Autant de façons de décliner l'analyse des *processus de territorialisation de l'action individuelle et collective*⁶⁹ qui méritent d'être précisées, comparées, interrogées pour confronter nos spécificités, repérer des convergences afin de construire des objets de recherche communs dans des collaborations concrètes.

Le spectre disciplinaire du LADYSS varie non seulement en fonction de l'appartenance des membres du laboratoire et des associés à des disciplines différentes, voire de la pluri-formation des chercheurs et des doctorants, mais aussi en fonction des collaborations dans les programmes scientifiques dans lesquels ils sont engagés et qui parfois sortent du champ des sciences sociales⁷⁰. Les chercheurs et doctorants peuvent aussi avoir recours à des connaissances scientifiques relevant d'autres disciplines qu'ils sont amenés à s'approprier et à mobiliser pour construire leurs problématiques (philosophie, esthétique, sciences politiques et juridiques, ethnologie, sciences du vivant et de la nature, épidémiologie, neurobiologie, génétique, agronomie et ingénierie, architecture et urbanisme...).

⁶⁷ Voir notamment les travaux sur les collectivités rurales françaises pilotés par Henri Mendras et Marcel Jollivet au sein du Groupe de sociologie rurale et ceux de l'Observatoire du Changement Social.

⁶⁸ Avec la ré-émergence du concept de milieu en géographie autour du paradigme des interactions hommes/milieux et du concept évaluateur des rapports habitants/milieux qu'est le « mode d'habiter »

⁶⁹ Cf. introduction de J.-P. Billaud au précédent rapport 2008-2012.

⁷⁰ La moitié des opérations de recherches du Ladyss sont pluri ou interdisciplinaires.

Le chantier engagé à propos de la question environnementale a montré comment la recherche est passée d'une pluridisciplinarité entre sciences sociales à une interdisciplinarité allant jusqu'aux sciences du vivant (Jollivet M., *Les passeurs de frontières*, CNRS, 1992). L'investissement historique du LADYSS, dans la revue *Natures Sciences Sociétés* et dans l'association *Natures Sciences Sociétés-Dialogues*⁷¹ que la question de l'interdisciplinarité en actes mobilise fortement, permet d'envisager des mises en synergie fructueuses, notamment sur la construction des objets hybrides entre sciences sociales et sciences de la nature⁷².

Par ailleurs les économistes hétérodoxes institutionnalistes et les géographes qui traitent de la question environnementale organisent à Paris 7 un séminaire commun et ouvert à l'ensemble des chercheurs depuis septembre 2011 afin de comparer leurs paradigmes respectifs.

En outre, les apports théoriques d'autres laboratoires français ou étrangers, tels ceux du centre Koyré ainsi que les travaux de H. Nowotny, M. Gibbons, P. Scott (Model et Mode2, « Triple Hélice ») et les débats qu'ils ont suscités, pourront enrichir nos échanges et les mettre à l'épreuve du terrain en adoptant un regard réflexif sur nos propres pratiques de la pluridisciplinarité.

Les questions théoriques et méthodologiques à l'épreuve du terrain

- Comment ces nouvelles disciplines qui s'inscrivent dans le projet général du LADYSS, caractérisé par le croisement du social et du spatial et par le recours à l'empirie, se retrouvent-elles dans nos façons de faire de la recherche qui, ensemble, sont la « marque de fabrique » du LADYSS : à savoir, la mobilisation de différents jeux d'échelles, le recours à des approches comparatives, voire internationales, à des méthodologies prioritairement qualitatives sans exclure l'usage de données et méthodes quantitatives et informatisées ? Comment les renouvellent-elles ?
- Comment et pourquoi nous choisissons, opposons ou au contraire articulons différents **niveaux d'échelles d'analyse** dans nos disciplines respectives et dans quels buts ? Nous nous intéresserons alors autant aux approches **multi-scalaires**⁷³ du local au global, sans négliger le rôle des niveaux intermédiaires (meso), qu'aux approches **multi-niveaux**⁷⁴ entre acteurs individuels ou institutionnels, de l'individu aux groupes sociaux, aux sociétés, aux Etats, aux organismes intergouvernementaux (UE), aux organisations et organismes internationaux. Une question certes classique mais d'actualité avec la mondialisation des échanges dont nous décryptons les effets aux niveaux locaux ou intermédiaires, qu'il s'agisse de contrôles et de dominations, de conflits, de coopérations, de négociations et de compromis entre agents/acteurs/actants. Comment s'opèrent les **intermédiations** entre ces espaces et ces niveaux de regroupement et d'institutionnalisation ? S'agit-il d'objets matériels, de nature, de foncier ou au contraire d'objets immatériels, de connaissances et de savoirs, de normes et de règles, de critères esthétiques ?
- Comment et pourquoi nous mobilisons une **approche comparative** en particulier dans des coopérations **internationales** (près d'un tiers des recherches du laboratoire) ou **des regards croisés** ? Et comment cette réflexion est renouvelée au LADYSS par l'arrivée de chercheurs qui interrogent les rapports nords/suds, suds/suds et nords/nords notamment en traitant de la question foncière ou de celle des frontières ?
- Dans quels buts et comment articulons-nous des **méthodes qualitatives et quantitatives** ? Quelles méthodes empruntons-nous à d'autres disciplines « annexes » tels le journal de terrain aux anthropologues, la critique des sources aux historiens, les analyses multi-variées aux statisticiens, de graphes de réseaux à l'algèbre linéaire, de contenu et de discours à la linguistique et à la rhétorique... ? Les enquêtes de terrain menées au LADYSS privilégient des approches qualitatives localisées tant au niveau du recueil des données (cartographie, monographie, observation ethnographique ou participante, différents types d'entretien, focus groups, récits de vie, parcours ou trajectoires d'individus, de famille, d'entreprises, utilisation d'images fixes ou animées, etc.) qu'au niveau de leur traitement. Ceci n'exclut pas la constitution de données

⁷¹ Natures Sciences Sociétés a été créée en 1993 par M. Jollivet, J.-M. Legay et G. Mégie.

⁷² Un comité d'organisation scientifique dont font partie N Mathieu, M. Jollivet et M.A. Carlander organise des journées en 2012 et en 2013 sur *L'interdisciplinarité au pluriel : quelle valeur heuristique, quelle utilité sociale ?*, la première au niveau de la francophonie, la seconde au niveau international.

⁷³ 55 % des recherches du LADYSS en janvier 2012.

⁷⁴ 63 % des recherches du LADYSS en janvier 2012.

quantitatives et le traitement informatisé de données tant quantitatives que qualitatives (SIG, analyse textuelle de contenu, de réseaux sociaux, analyse de similitudes, de correspondances...) ainsi que l'analyse secondaire de statistiques officielles notamment à des fins de contextualisation, mais pas seulement.

Il s'agit de confronter nos pratiques pour voir en quoi les apports des différentes disciplines au LADYSS infléchissent nos façons de faire de la recherche ainsi renouvelée, et d'identifier aussi des questions transversales, telle celle des intermédiations qui peut être articulée à celle des jeux d'échelles ou telle la nécessité d'avoir un regard réflexif sur les dualités. En effet comment et pourquoi nous utilisons, articulons des **catégories dichotomiques** ou au contraire comment nous les déconstruisons parce qu'elles relèvent souvent de l'évidence : individu/groupe, local/global, homme/nature, relation homme/animal, nature/culture, féminin/masculin, rural/urbain... ? A propos de cette dichotomie, la réflexion peut s'inscrire dans la continuité des échanges menés au sein de l'Observatoire des relations entre Rural et Urbain. Ce débat sur les catégories rural/urbain qui concernent plus des deux tiers des recherches du LADYSS, pourrait être repris en comparant comment les chercheurs qui travaillent sur le rural et ceux qui travaillent sur l'urbain en sont venus à aborder les questions des rapports rural/urbain ou urbain/rural, l'ordre des mots dans la façon de formuler ces rapports n'étant pas anodin, et comment le contenu de ces catégories a évolué.

Questionner le positionnement des chercheurs dans le rapport science/société

Les rapports sciences/sociétés reviennent aujourd'hui sur le devant de la scène. La recherche en sciences humaines et sociales se doit d'apporter des connaissances scientifiques qui soient des clefs de compréhension non seulement des processus lourds qui traversent la société, mais aussi des phénomènes émergents. Pour le LADYSS, il s'agit de fournir ainsi des éléments qui permettent aux acteurs de mieux saisir en profondeur et en finesse la complexité de l'humain, du social, de l'économique en interaction avec la matérialité, en particulier celle des territoires, de la nature et avec l'immatérialité des valeurs, des règles et des normes, des procédures... Ses recherches participent donc intrinsèquement au débat sociétal et visent à donner un contenu scientifiquement rigoureux à cette notion du discours courant, « la demande sociale », ce qui est une façon de contribuer à la démocratie. Se pose alors la question fondamentale de l'articulation entre la recherche et la société de façon transversale et interrogée concrètement à partir de la diversité des expériences de recherche. Cette question est d'autant plus cruciale qu'elle met en relation des mondes aux pratiques, aux valeurs et aux objectifs très différents, ce qu'il faut aussi élucider. Pour ce faire, nous pourrions nous appuyer sur une réflexion en cours à *Nature Sciences Sociétés-Dialogues*.

Dans ce contexte le LADYSS dispose d'atouts pour adopter cette posture réflexive. Par leur orientation empirique assumée pour construire et étayer de façon itérative leurs problématiques, les chercheurs du laboratoire sont en effet en contacts étroits non seulement avec les décideurs et les commanditaires⁷⁵ mais aussi avec les acteurs individuels et institutionnels du terrain. Les opérations de recherche montrent la diversité des expériences et des postures dans les relations au terrain, en fonction des disciplines, des orientations théoriques et méthodologiques, des choix personnels. L'éventail est large : des réflexions internes au champ académique, à celles qui tendent à associer chercheurs et acteurs dans une logique de co-construction des objets et problématiques. Des chercheurs interrogent la façon de restituer les conclusions de leurs travaux non seulement aux financeurs des contrats, mais aussi aux acteurs individuels ou institutionnels qu'ils ont été mobilisés, interrogés, observés. D'autres sont consultants auprès d'entreprises, conseillent des organisations syndicales ou, à l'issue d'une recherche, sont sollicités pour prendre des responsabilités dans les associations qu'ils ont étudiées. D'autres participent à l'élaboration de politiques publiques ou au contraire remettent en cause des modèles dominants, voire apportent leur soutien à des mouvements sociaux. D'autres sont experts auprès d'organismes intergouvernementaux et d'institutions commanditaires pour contribuer à la rédaction des appels d'offre ainsi qu'à l'évaluation et à la sélection des réponses afin, notamment, d'orienter une commande institutionnelle de plus en plus

⁷⁵ Le LADYSS a obtenu de nombreux contrats de recherche locaux de commanditaires institutionnels qu'ils soient locaux, régionaux, étatiques (Ministères, ANR), internationaux (UE)

prégnante vers des objectifs qui soient moins appliqués et plus compatibles avec ceux de la connaissance scientifique. D'autres enfin réfléchissent à des tentatives de co-construction de projets de recherche avec élus et administratifs de collectivités locales, acteurs associatifs, par un dialogue et un système d'échanges consistant à faire émerger et les contradictions auxquelles se heurte le système de décision, et les connaissances manquantes pour les résoudre ou plutôt les réduire. Il s'agit alors de développer un espace de discussion, de controverse et d'échange autour des questions qui se posent, par exemple à une municipalité, jusqu'à créer cette transversalité entre partenaires de différents statuts et faire émerger par consensus (entre scientifiques et partenaires sociaux) les connaissances et les objets de recherche susceptibles de contribuer à la résolution du problème qui a été posé collectivement. L'objectif est donc d'avoir une réflexion critique sur nos postures et sur les pratiques qu'elles impliquent, ou l'inverse, sur les pratiques qui nous amènent à adopter ou à changer nos postures.

Préparer ces échanges suppose aussi de relire les travaux existants mais pour mieux en saisir la portée et pour les mettre en discussion. Les anthropologues ont certes traité de la restitution des résultats scientifiques ; les sociologues, de la distanciation à l'objet de recherche et de l'implication des chercheurs. La rigueur scientifique suppose-t-elle nécessairement de considérer le discours des enquêtés comme l'expression d'un sens commun ? L'intérêt pour le sens que les acteurs accordent à leurs actions, pour leur façon d'argumenter et de construire des projets, la prise en compte de leur capacité d'auto-analyse par la sociologie pragmatique, les travaux de Nowotny, Gibbons et Scott sur la complexité et la dislocation des frontières entre sciences, entre recherche et société, sur la nécessité aussi d'une plus grande responsabilité sociale des chercheurs ne sont-ils pas des jalons, parmi d'autres, à questionner pour aller vers une démarche de co-construction entre chercheurs et acteurs ? Comment articuler ces questions avec nos expériences et nos pratiques de recherche, à celle d'une pluri-interdisciplinarité en actes ?

Il ne s'agit pas non plus d'une réflexivité que l'on pourrait qualifier d'« interne », de « technique » (la théorie étant traitée comme un outil d'analyse). Il s'agit d'une réflexivité englobant l'activité de recherche considérée en tant que telle, vue globalement comme une activité sociale et produisant donc un savoir qui intervient - et, dans certains cas, de façon dominante - dans la construction sociale du « monde », du « réel », qu'il soit naturel ou social, vécu. Selon ce point de vue, l'« extériorité » du regard prônée par l'épistémologie courante et techniquement instrumentée pour garantir l'« objectivité » du chercheur ne dédouane donc pas celui-ci de sa responsabilité dans son activité. D'autant plus que celle-ci repose sur un « projet » - le plus souvent implicite - qui lui donne son sens.

Parce que les recherches au LADYSS sont étayées par des enquêtes de terrain qui permettent d'avoir une relation durable avec les divers acteurs, parce que la pluridisciplinarité est l'un des fondements du laboratoire, qu'elle s'est élargie non seulement à d'autres sciences sociales mais aussi à des sciences de la vie et de la terre, en interne comme à travers des collaborations externes, parce qu'elle a induit une expérience et une réflexion sur l'interdisciplinarité, on comprend mieux comment cette ouverture à d'autres façons de faire de la science peut amener des chercheurs du LADYSS à prendre parfois des risques pour tenter cette expérience ô combien d'avenir : celle d'une co-construction de recherches avec la société civile qui ne cèdent en rien aux exigences de la rigueur scientifique ou plutôt qui soient aussi rigoureuses mais autrement. C'est donc une réflexion ambitieuse sur nos pratiques et nos postures que nous voulons engager au sein de cette approche transversale.

Modes de fonctionnement

Le mode de fonctionnement de cette approche transversale repose sur une formule souple et collégiale aussi bien dans le mode d'organisation que dans le choix des questions structurantes, en termes d'approches croisées avec des thématiques ou des recherches concrètes, et dans la réflexion sur l'intrication voire l'emboîtement de ces différentes questions. La formule retenue est celle de **jours d'étude** (une à deux par an) impliquant l'ensemble des chercheurs et doctorants du laboratoire et qui seront largement ouvertes, y compris à des participants extérieurs. Elles seront organisées par un

groupe de chercheurs réuni autour d'une question transversale où l'association *NSS Dialogues* pourra apporter ses acquis scientifiques.

Le choix des **questions structurantes** n'est pas fixé *a priori*. Il reposera sur le souhait et l'engagement des chercheurs, mais aussi sur des questions émergentes ou « urgentes » posées par l'actualité. Néanmoins, l'examen des projets de recherche proposés pour le prochain quinquennal fournit d'ores et déjà des pistes de réflexion autour de grands thèmes partagés par bon nombre de chercheurs comme la question agricole, la ville durable, les rapports rural/urbain, la biodiversité, la gestion des inégalités sociales, spatiales et environnementales...

Les débats pourront en outre faire l'objet de **publications**, annuelles ou bien de synthèse dont les supports restent à déterminer.

Annexe 2 :

Projet présenté par le Ladyss au PRES Paris-Lumières

PRES Paris-Lumières / LADYSS (UMR 7533)

Lettre d'intention du LADYSS (Paris 8 – Paris 10)

Parmi les axes pressentis pour la mise en place de projets collaboratifs au sein du PRES Paris-Lumières, le LADYSS a vocation à s'inscrire dans celui intitulé « environnement et développement durable ».

Notre projet collectif est centré sur une analyse des *processus de territorialisation de l'action individuelle et collective*, qu'elle soit appréhendée à l'échelle d'un système-monde (axe 1), à celle d'un quotidien fait de problèmes locaux (axe 2), ou au travers d'objets particulièrement représentatifs des mutations des sociétés contemporaines comme ceux de l'environnement (axe 3). L'idée qui a réuni des sociologues et des géographes, jusqu'aux biogéographes, est que la compréhension des liens entre les humains, faits d'institutions, d'accords ou de conflits, d'expériences pratiques aussi bien sur le plan matériel qu'idéal, bref, de ce qui fait la trame d'une société, est marquée d'incomplétude si elle n'intègre pas l'ancrage de tels liens dans l'espace. L'idée n'est certes pas nouvelle, si l'on se réfère aux traditions disciplinaires de la sociologie et en particulier de la géographie. Mais l'idée prend une nouvelle actualité à l'heure d'une révolution de l'information qui soumet les rapports sociaux à l'impératif de l'instantané et du virtuel. En réaffirmant l'importance de la matérialité des territoires et des objets dans la construction des liens sociaux, avec ce que cela entraîne dans le rapport au temps, nous ne sous-estimons évidemment pas les profondes mutations actuelles, mais nous proposons un projet qui offre une autre facette du changement social et qui ne peut être poursuivi sans la conjonction des points de vue de différents champs disciplinaires dont le laboratoire.

L'analyse de ces processus de territorialisation prend son sens si on la situe dans le double mouvement de la modernisation technologique et de la mondialisation des échanges. Quel rôle joue le territoire, entendu comme niveau spatial certes, mais surtout comme niveau où se construisent les connectivités (entre acteurs, entre institutions, entre individus, entre humains et non-humains) dans ces changements impulsés par la modernisation technologique et la mondialisation ? Ce double contexte – modernisation technologique et mondialisation – génère des discontinuités et des fragmentations sur le plan spatial, il brouille les frontières des groupes sociaux et crée des situations de multi-appartenances, les unes et les autres se traduisant dans des processus que l'on qualifiera de déterritorialisation, c'est-à-dire des situations où les flux et les réseaux semblent déterminants. *Ces processus nous intéressent comme tels, mais aussi en ce qu'ils peuvent générer, par réaction, de nouvelles institutions, de nouvelles procédures et de nouvelles catégories susceptibles de reconnecter les territoires et, en leur sein, d'offrir de nouveaux assemblages du social.*

Parmi les thématiques qui cheminent de façon explicite entre les 3 axes du laboratoire, celle du développement durable est centrale. Notre projet n'est pas construit à partir de ce fil conducteur, mais il ne saurait ignorer ce que l'on peut dénommer comme « un programme politique global » qui tend à retisser ce que les processus de modernisation technologique et de mondialisation tendent à défaire, à savoir créer les conditions d'un développement plus intégré, que ce soit sur le plan social, économique ou écologique (Brundtland, 1983).

Les chercheurs et enseignants-chercheurs de Paris 8 et Paris 10 sont engagés, sur cette problématique de l'environnement et du développement durable, dans les projets de recherche suivants (qui n'épuisent pas tous les travaux en cours) :

- Paris 8 : i) *la question du développement* : l'innovation dans le développement territorial ; le foncier dans la mondialisation ; la question agricole/urbaine et le développement régional ii) *la question du risque et des vulnérabilités* iii) *la question agricole et la biodiversité* iv) *la question de la santé*.
- Paris 10 : i) *la question des biens publics et des biens communs* ii) *la question de l'adaptation au changement climatique* iii) *la question du rapport à la biodiversité* (végétale, agroforestière...).

Notre inscription dans le PRES Paris-Lumières se situe donc à l'interface de ces différents programmes de recherche. Trois activités principales sont proposées au sein du PRES. Chacune d'elles engage des parties prenantes de chaque université et s'appuie sur des réseaux déjà constitués ou en cours de constitution sur chacun des sites. La contribution du PRES consistera à les mettre en synergie.

1- Une activité autour des méthodes et des questions interdisciplinaires

Le Ladyss possède une longue expérience dans l'exercice de la pluridisciplinarité. Il est en effet né de la fusion en 1997 de deux unités du CNRS, l'une en sociologie, le GRMSE à l'Université de Paris 10, l'autre en géographie, Strates à l'Université de Paris 1 et à celle de Paris 8. La pluridisciplinarité initiale a été ensuite enrichie par l'arrivée de biogéographes en 2003, d'anthropologues en 2004 et 2010, d'une psychologue sociale de l'environnement en 2011 ainsi que d'une équipe d'économistes hétérodoxes institutionnalistes en 2010. Dans le rapport entre le social, qui, pour nous, inclut l'économique, et le spatial, l'entrée prioritaire varie selon les disciplines de même que la façon de formuler l'articulation entre les deux dimensions. L'intérêt porté aux dimensions sociales du fonctionnement des territoires et des milieux en géographie ainsi qu'aux processus sociaux ayant un ancrage spatial en sociologie est enrichi par l'analyse : i) de l'impact des pratiques humaines sur les équilibres des écosystèmes en biogéographie, ii) de l'élaboration matérielle et culturelle des territoires par des organisations sociales en anthropologie iii) de leur appropriation par les individus et les groupes sociaux spatialisés en psychologie sociale de l'environnement, iv) enfin de l'inscription des faits économiques dans des contextes spatio-temporels comme facteur de diversification ou d'intégration régionale en économie.

Deux questions seront traitées :

- i Réinterroger les pratiques des chercheurs sur un gradient qui va des pratiques pluridisciplinaires au sein des sciences sociales aux expériences interdisciplinaires (en particulier au sein du GIS Climat dont le LADYSS est membre et dans des programmes avec des épidémiologistes portant sur des questions de santé).
- ii Questionner le rapport des chercheurs dans le rapport science/société. Les opérations de recherches montrent la diversité des expériences et des postures dans les relations au terrain, en fonction des disciplines, des orientations théoriques et méthodologiques, des choix personnels. L'éventail est large, des fonctions d'expertise aux expériences de co-construction de programmes de recherche.

La formule retenue est celle de **journées d'étude** (une par trimestre) impliquant l'ensemble des chercheurs et doctorants du laboratoire, impliquant les partenariats de nos programmes de recherche et des conférenciers extérieurs. Les débats feront l'objet de **publications** annuelles.

Budget :

* invitation de chercheurs français : 4*400 euros = 1600 euros

* invitation de chercheurs étrangers : 2*1200 = 2400 euros

Total : 4000 euros

2- Une activité autour de la ressource eau

Depuis les années 1980, deux concepts dominent les sciences de l'eau. En environnement, le concept d'hydrosystème a profondément renouvelé la perception de l'hydrologie continentale. Dans les sciences politiques, la compréhension de l'hydropolitique est devenue le point nodal des controverses scientifiques.

Les deux mouvements ne sont pas étrangers l'un à l'autre : les recherches sur les hydrosystèmes et l'hydropolitique ont non seulement guidé les débats académiques, mais aussi profondément influencé la gestion des ressources en eau. En retour, la mise en place de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) est l'objet de nombreuses recherches, notamment dans les pays du Nord. Mais, paradoxalement, même si l'application de la GIRE a fait l'objet de nombreuses critiques, la question de « l'intégration » de l'environnement et de la politique, de sa signification réelle et sa portée reste encore ouverte.

Lancer des ponts entre la « nature » et le « politique » a toujours été un objet central de la géographie, et plus généralement des sciences sociales.

Cette activité se déroulera autour de 2 animations :

- i Le séminaire Hydrosystèmes et Hydropolitiques au sein duquel nous avons invité depuis 2009 des chercheurs venus d'horizons et de pays différents, avec pour objectif de voir comment les débats sur la conception et la gestion de l'eau ont été récemment renouvelés par l'émergence des concepts d'hydrosystème et d'hydropolitique.
- ii Les Réseaux d'Études et d'Échanges en Sciences Sociales sur l'Eau à Paris Ouest – Nanterre (rés-EAU P10) et à Paris 8 (rés-EAU P8) qui regroupent des étudiants de masters, doctorants et chercheurs travaillant sur des problématiques liées à l'eau dans différentes régions du monde. Leur objectif est de croiser les regards scientifiques dans une perspective multi-disciplinaire afin de nourrir un débat autour des enjeux de l'eau dans les sociétés contemporaines.

La formule retenue est **d'organiser des séminaires, ateliers, d'animer des conférences et débats** à partir de nos recherches en cours et expériences de terrain.

Budget :

* invitation de chercheurs français : 6*400 euros = 2400 euros

* invitation de chercheurs étrangers : 1*1200 = 1200 euros

* organisation des rencontres doctorales bi-annuelles : 1000 euros (soit 2000 euros tous les deux ans)

Total : 4600 euros

3- Une activité autour de la question des risques

Le LADYSS a animé un programme sur la question des risques (programme CRIQUE : Risques et inégalités face à la gestion de la ressource hydraulique en Méditerranée) qui, outre les chercheurs du laboratoire, impliquait une vingtaine de chercheurs de 6 pays du pourtour méditerranéen. Le risque

désigne en l'occurrence les manifestations, aussi bien physiques que sociales, d'une vulnérabilité que l'on qualifiera de sociotechnique et qui se traduit par des débordements, dans le cadre d'une situation plutôt stabilisée, et qui prennent la forme soit d'événements inattendus (une sécheresse, une inondation, un conflit d'usages), soit d'une crise gestionnaire due à l'émergence de nouvelles normes, une modification des flux générateurs d'incertitudes ou bien de controverses (par ex. pour l'imputation de responsabilités en cas de pollution). L'approche par la question du risque renvoie à un aspect particulier de l'équité hydraulique (les inégalités en matière d'accès à la ressource, d'équipement, de savoir-faire, de zones plus ou moins vulnérables). Nous avons montré que la construction sociale et technique du risque est affaire de confrontation à l'incertitude : celle du marché, celle de la complexité technologique, celle des aléas de la nature, celle du comportement d'autrui, institutions comprises.

L'objectif de cette activité est de soutenir une réunion entre les différents participants à ce projet en vue de publier les résultats de ces travaux. Cela passe par l'organisation d'un **séminaire international** permettant i) de confronter nos résultats au sein d'une communauté de recherche sur les risques ii) de construire les approches transversales (chaque équipe proposant actuellement des monographies nationales) en vue de la **publication** finale.

Budget :

* invitation de chercheurs français : 3×400 euros = 1 200 euros

* invitation de chercheurs étrangers : 5×1000 = 5000 euros

* location salle, documentation = 1800 euros

Total : 8000 euros

Budget global

Activité 1 : 4000

Activité 2 : 4600

Activité 3 : 8000

Total : 16.600 euros

Ces activités ont pour objectif de consolider les partenariats du LADYSS sur les 2 sites universitaires au travers de l'appui à un *réseau de doctorants* sur la question de l'eau (partenariat avec le **LAVUE**) (activité 2) et à une *publication* sur la question des risques et des vulnérabilités (partenariat avec le **LESC/ MAE**) (activité 3).

Annexe 3 : Glossaire

Sigles	Signification
AERES	Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur
AIRD	Agence inter-établissements de recherche pour le développement
AIRES-SUD	Appuis intégrés pour le renforcement des équipes scientifiques du Sud
ANR	Agence nationale de la recherche
ATEMIS	Club Économie de la fonctionnalité et du développement durable
CCTV	Changement climatique et trames vertes urbaines
CDS	Centre de données astronomiques de Strasbourg
CIHEAM	Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes
CIST	Collège international des sciences du territoire
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
CODESRIA	Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
COST	European Cooperation in the Field of Scientific and Technical Research
CORUS	Coopération pour la recherche universitaire et scientifique
CR	Chargé de recherche
CRSH	Conseil de recherches en sciences humaines
DECADIESE	Déploiement des ensembles construits avec une aide à la décision sur les impacts économiques, sociétaux et environnementaux
ED	École doctorale
EDF	Électricité de France
EHESS	École des hautes études en sciences sociales
EPMS	Établissement public de santé mentale
EPST	Établissement public à caractère scientifique et technologique
FSU	Fédération syndicale unitaire
GEODE	Groupe d'études et d'observation de la démocratie

GERME	Groupe d'études sur la régulation et les mutations des économies
GIS	Groupement d'intérêt scientifique
GRMSE	Groupe de recherche des mutations des sociétés européennes
HDR	Habilitation à diriger des recherches
HEPIA	Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture
HESAM	Hautes Études-Sorbonne-Arts et Métiers
INRA	Institut national de la recherche agronomique
INRGREF	Institut national de recherche en génie rural eaux et forêts
IRSTEA	Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture
IPEMED	Institut de prospective économique du monde méditerranéen
IPTEH	Institut des politiques territoriales et de l'environnement humain
IR	Ingénieur de recherche
IRD	Institut de recherche pour le développement
ITRF	Ingénieur technicien recherche et formation
LADYSS	Laboratoire dynamiques sociales et recomposition des espaces
LTER	The Long Term Ecological Research Network
MECI	Métiers des études, du conseil et de l'intervention
MEDDE	Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie
MNHN	Muséum national d'histoire naturelle
MSH	Maison des sciences de l'homme
OME	Observatoire méditerranéen de l'énergie
ONG	Organisation non gouvernementale
ORE Draix	Observatoire de recherche en environnement Draix
PIREN	Programme interdisciplinaire de recherche sur l'environnement de la Seine
PRES	Pôle de recherche et d'enseignement supérieur
SIG	Système d'information géographique
SWOT	Strengths, Weaknesses, Opportunities, and Threats
USA	United States of America

